HccH

HAGUE CONFERENCE ON
PRIVATE INTERNATIONAL LAW
CONFÉRENCE DE LA HAYE
DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Annual Report 2010 | Rapport annuel 2010

The World Organisation for
Cross-border Co-operation in Civil
and Commercial Matters
L'Organisation mondiale pour la
coopération transfrontalière en
matière civile et commerciale

Annual Report 2010 | Rapport annuel 2010

Avant-propos

Selon une idée encore très répandue, le droit international public et le droit international privé sont aux antipodes l'un de l'autre. D'un côté, le droit international public, « centré sur l'État », régit les droits et obligations des États à l'égard des autres États et des individus, de l'autre, le droit international privé, centré sur les personnes, leurs relations et leurs transactions, règle les questions de compétence des juridictions nationales, de loi applicable et d'exécution des jugements. Mais en réalité, ces deux disciplines sont interconnectées, le droit international privé faisant partie intégrante du système juridique international et jouant à ce titre un rôle de plus en plus critique, tant en théorie qu'en pratique*.

Les travaux de la Conférence de La Haye illustrent clairement cette confluence. L'expansion mondiale des Conventions de La Haye remet en question l'idée que le droit international privé est par nature interne, et non international, tant il est vrai qu'elles influencent les législateurs et les juridictions des États, même lorsqu'ils ne sont pas formellement liés par elles. Cette expansion tient au besoin croissant, au sein de la communauté mondiale, d'établir un ordre international dans le contexte du droit privé et commercial et de former et de développer des réseaux mondiaux permettant des communications internationales directes et la coopération entre les autorités et les juges.

Les travaux réalisés en 2010 répondent à ce double besoin. Le nouveau projet engagé en vue de l'élaboration de principes applicables au choix de la loi dans les contrats commerciaux internationaux vise en effet à répondre à la nécessité constatée d'une harmonisation de la diversité juridique. L'un des grands objectifs de ce projet est que partout au monde, les parties se voient reconnaître la liberté de choisir la loi qui doit gouverner leurs relations juridiques, une idée nouvelle pour un certain nombre de systèmes juridiques émergents.

La Commission spéciale qui s'est réunie en juin 2010 pour examiner le fonctionnement pratique de la Convention de *La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* de 1993 a clarifié plusieurs questions qui se sont posées au fil des ans autour de sa signification et de son application. Elle a ainsi conforté l'ordre mondial que la Convention, avec plus de 80 États parties, vise à établir, notamment en instaurant des normes mondiales en matière de droits humains. Cette réunion – la plus importante de l'histoire de la Conférence avec 250 participants – a également renforcé la coopération entre tous les acteurs responsables du fonctionnement de la Convention.

L'expansion des activités régionales de la Conférence à l'appui de son travail d'harmonisation s'est poursuivie en 2010. Le Programme e-APP a connu une nouvelle impulsion en Europe grâce à un financement de l'Union européenne. Le programme latino-américain, qui est consacré à plusieurs Conventions, s'est encore développé, notamment avec la création de réseaux judiciaires internationaux et nationaux (par exemple au Mexique). Les États d'Afrique australe et d'Afrique du Nord ont entrepris d'examiner la pertinence des Conventions de La Haye sur la protection des enfants, et l'adhésion des Philippines à la Conférence, en juillet 2010, a apporté un nouveau témoignage de l'intérêt croissant de la région Asie-Pacifique.

L'attention grandissante accordée aux Conventions de La Haye émane en grande partie d'États émergents. Les demandes d'assistance technique enregistrent une croissance exponentielle, notamment de la part de pays figurant parmi les plus défavorisés du monde (c'est le cas, par exemple, de la demande d'assistance d'Haïti pour la Convention de 1993). L'assistance apportée par la Conférence de La Haye répond à l'intérêt collectif, et elle touche en grande partie à la protection de droits fondamentaux. La mise en ordre de la diversité juridique et le renforcement de la coopération entre les juges et les fonctionnaires du monde entier sont des impératifs de plus en plus pressants du système juridique international.

La Haye, printemps 2011, le Secrétaire général, Hans van Loon

---

* Cf. Alex Mills, *The Confluence of Public and Private International Law – Justice, Pluralism and Subsidiarity in the International Constitutional Ordering of Private Law* (Cambridge, 2009).

Foreword

According to a still widespread view, public international law and private international law are worlds apart. Public international law is 'State-centred' and deals with the rights and duties of States with respect to other States and individuals. Private international law is focused on people, their relations and transactions, and is concerned with issues of jurisdiction of domestic courts, applicable law and enforcement of judgments. In reality however, the two disciplines are interconnected, with private international law playing an increasingly critical role as an intrinsic part of the international legal system. This is true as much in theory as it is in practice.*

The work of the Hague Conference provides a clear illustration of this confluence. The global expansion of Hague Conventions challenges the notion that private international law is national law, not international law. Indeed, they influence legislators and courts of States even if they are not formally bound by them. Underlying this expansion is the world community's increasing need for global ordering in the context of private and commercial law, and for the creation and nurturing of global networks for transnational direct communication and co-operation between authorities and judges.

The work carried out in 2010 offers examples of both of the latter. Work started and progressed on a new project which aims to meet an identified global need to harmonise legal diversity: principles on the choice of law in international commercial contracts. A major aim is to achieve world-wide respect for the freedom of business parties to agree on the law that should govern their legal relationship, an idea which is new to a number of emerging legal systems.

The Special Commission convened in June 2010 to review the practical operation of the 1993 *Hague Convention on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption* clarified several issues that have arisen concerning the meaning and application of the Convention. It thus reinforced the global ordering which the Convention, with over 80 States Parties, aims to achieve, in part by setting global human rights standards. The meeting – with over 250 participants, the largest held in the Conference's history – also reinforced co-operation between all actors responsible for the Convention's operation.

The Conference's activities in support of this global ordering work at the regional level further expanded in 2010. The e-APP Programme received a boost in Europe through EU funding. The Latin American programme on several Conventions further expanded, including through the development of international and national (*e.g.* Mexico) judicial networks. States of both southern and northern Africa became engaged in examining the relevance of the Hague Child Protection Conventions, and the growing interest of the Asia-Pacific region was illustrated by the Philippines becoming a Member of the Conference in July 2010.

Much of the increasing attention given to Hague Conventions comes from emerging States. Requests for technical assistance have grown exponentially, including from some of the most disadvantaged countries on earth (*e.g.* Haiti's request for assistance with the 1993 Convention). Assistance provided by the Hague Conference is in the common interest, and much of it touches on the protection of fundamental rights. The effective global ordering of legal diversity and development of co-operation between judges and officials world-wide is a growing must of the international legal system.

The Hague, spring 2011, the Secretary General, Hans van Loon

---

* Cf. Alex Mills, *The Confluence of Public and Private International Law – Justice, Pluralism and Subsidiarity in the International Constitutional Ordering of Private Law* (Cambridge, 2009).

Table des matières

Organisation 7
Conseil sur les affaires générales et la politique 8
Conseil des représentants diplomatiques 8
Commission d'État néerlandaise de droit international privé 10
Bureau Permanent 10
Membres de la Conférence et acceptation des Conventions de La Haye 12
Coopération avec les gouvernements et d'autres organisations et institutions internationales 12

Élaboration de nouveaux instruments 17
Travaux en cours 18
Travaux futurs 20

Services post-conventionnels 26
Protection internationale des enfants et des adultes vulnérables, relations internationales familiales et patrimoniales 30
Entraide judiciaire et administrative et contentieux international 44
Droit commercial et financier international 50

Développements régionaux / Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique 53
Développements régionaux 54
Le Centre et ses programmes d'assistance technique spécifiques aux Conventions 64
Financement du Centre 72

Annexes 74

Contents

Organisation 7
- Council on General Affairs and Policy 9
- Council of Diplomatic Representatives 9
- Standing Government Committee on Private International Law 11
- Permanent Bureau 11
- Membership of the Conference and acceptance of Hague Conventions 13
- Co-operation with governments and with other international organisations and institutions 13

Development of new instruments 17
- Current work 19
- Future work 21

Post-Convention Services 27
- International Protection of Children and Vulnerable Adults, International Family and Family Property Relations 31
- International Legal Co-operation and Litigation 45
- International Commercial and Financial Law 51

Regional developments / International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance 53
- Regional developments 55
- The Centre and its Convention-specific Technical Assistance Programmes 65
- Centre funding 73

Annexes 75

Organisation

Conseil sur les affaires générales et la politique

Le Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence de La Haye s'est réuni du 7 au 9 avril 2010 dans les locaux de l'Académie, dans l'enceinte du Palais de la Paix de La Haye, sous la présidence de M. Antti Leinonen, expert de la Finlande. Le Conseil a assisté à la signature et à la ratification (acceptation) par l'Union européenne du Protocole de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires ainsi qu'à l'adhésion de l'Albanie à la *Convention de La Haye du premier mars 1954 relative à la procédure civile et à la Convention de La Haye du premier février 1971 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale*. Il a également assisté à la mise en ligne de la version allemande du site Internet de la Conférence. Cette deuxième adaptation du site Internet dans une langue non officielle de la Conférence[1] a été réalisée grâce au soutien des gouvernements autrichien, allemand et suisse. Le Conseil a pris des décisions relatives aux travaux actuels et futurs de la Conférence et examiné et approuvé le large éventail d'activités menées par le Bureau Permanent pour promouvoir et garantir la mise en œuvre efficace et le bon fonctionnement des Conventions de La Haye. Le Conseil a salué le développement des programmes régionaux et noté avec satisfaction les actions en cours visant à conforter la présence régionale de la Conférence en Amérique latine et dans la région Asie-Pacifique. Il s'est également félicité des réalisations du Bureau Permanent en matière d'information, de formation et d'assistance technique relatives aux Conventions de La Haye. Enfin, il a encouragé la poursuite du développement du Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique et apporté son soutien aux efforts d'expansion de ses ressources, de ses capacités et de son expertise pour répondre à la demande croissante de services post-conventionnels[2].

À l'invitation du Conseil, un groupe de travail de Membres géographiquement représentatif s'est réuni à La Haye les 2 et 3 décembre 2010 sous la présidence de Mme Kathryn Sabo, expert du Canada, afin d'étudier les pistes d'amélioration de l'Organisation et des méthodes de travail du Conseil dans le cadre du Statut amendé, et d'examiner certaines questions stratégiques liées aux travaux de l'Organisation, notamment le financement. Ce groupe était formé d'experts de 23 Membres de la Conférence[3] : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Japon, Mexique, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Russie, Suisse, République tchèque et Union européenne, ainsi que du Président du Conseil et du Président de la Commission d'État néerlandaise de droit international privé. Un compte rendu de ses travaux sera soumis à la réunion du Conseil de 2011.

Conseil des représentants diplomatiques

Le Conseil des représentants diplomatiques s'est réuni le 6 juillet 2010 sous la présidence de M. Ed Kronenburg, Secrétaire général, Ministère des Affaires étrangères, qui représentait le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. Le Conseil a approuvé les comptes de l'Exercice financier LIV (premier juillet 2008 – 30 juin 2009) présentés par le Secrétaire général de la Conférence et a examiné et approuvé le projet de budget de l'Exercice financier LVI (premier juillet 2010 – 30 juin 2011). Le Conseil a pris plusieurs décisions importantes concernant

1 Une section intitulée « Autres langues » a été créée pour répondre à la demande croissante de la communauté internationale qui souhaite accéder en d'autres langues aux informations présentées sur le site Internet de la Conférence <www.hcch.net>. Depuis 2009, cette section contient également une version espagnole du site de la Conférence. Outre les versions espagnole et allemande du site, elle permet d'accéder à des traductions des Conventions de La Haye et d'autres documents relatifs à l'Organisation fournies gracieusement en albanais, en arabe, en bulgare, en coréen, en croate, en danois, en finnois, en géorgien, en italien, en letton, en néerlandais, en polonais, en portugais, en roumain, en russe, en slovène, en suédois, en ukrainien et bientôt en chinois.

2 Pour le texte complet des Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil, voir le site de la Conférence, rubrique « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

3 L'Égypte a été reconnue par le Conseil comme l'un des pays membres du noyau du groupe de travail à composition non limitée, mais elle n'a pas pu participer à la réunion.

Council on General Affairs and Policy

The Council on General Affairs and Policy of the Hague Conference met from 7 to 9 April 2010 in the Academy Building on the grounds of the Peace Palace in The Hague under the chairmanship of Mr Antti Leinonen, Expert from Finland. The Council witnessed the signing and ratification (acceptance) by the European Union of the 2007 Protocol on the Law Applicable Law to Maintenance Obligations, and the accession by Albania to the *Hague Convention of 1 March 1954 on Civil Procedure and the Hague Convention of 1 February 1971 on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters*. During the Council meeting the German version of the website of the Conference was launched. German is the second non-official language of the Conference in which the website of the Conference is available.[1] This was made possible with assistance of the Governments of Austria, Germany and Switzerland. The Council took decisions relating to current and future work of the Conference and reviewed with approval the broad range of activities being carried out by the Permanent Bureau to promote and to ensure the effective implementation and operation of the Hague Conventions. The Council commended the development of regional programmes and welcomed the ongoing initiatives to strengthen the regional presence of the Hague Conference in Latin America and in the Asia-Pacific region. It welcomed the achievements of the Permanent Bureau in the areas of education, training and technical assistance in relation to the Hague Conventions. The Council encouraged the further development of the International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance and supported efforts to strengthen its resources, capacity and expertise in response to the growing demand for post-Convention services.[2]

Further to the Council's invitation, a geographically representative open-ended working group of Members was convened in The Hague on 2 and 3 December 2010 under the chairmanship of Ms Kathryn Sabo, Expert from Canada, to discuss possible improvements in the organisation and working methods of the Council in the context of the amended Statute, as well as strategic issues, including funding, relating to the work of the Organisation. The group was comprised of experts from 23 Hague Conference Members:[3] Albania, Argentina, Australia, Belgium, Brazil, Canada, Chile, China, Czech Republic, European Union, France, Germany, India, Japan, Mexico, Netherlands, Philippines, Russia, South Africa, Spain, Switzerland, United Kingdom and the United States of America, as well as the Chair of the Council and the President of the Netherlands Standing Government Committee on Private International Law. A report summarising the work completed by the open-ended working group will be submitted to the 2011 Council meeting.

Council of Diplomatic Representatives

The Council of Diplomatic Representatives met on 6 July 2010 and was chaired by Mr Ed Kronenburg, Secretary General, Ministry of Foreign Affairs, on behalf of the Minister of Foreign Affairs of the Netherlands. The Council approved the accounts submitted by the Secretary General of the Hague Conference for Financial Year LIV (1 July 2008 – 30 June 2009) and discussed and approved the draft Budget for Financial Year LVI (1 July 2010 –

1 To meet the growing demand within the international community to access in other languages the information on the Hague Conference website <www.hcch.net>, a section called "Other languages" is available. Since 2009, this section also contains a Spanish version of the Hague Conference website. In addition to the Spanish and German versions of the website, the section gives access to graciously provided translations of Hague Conventions and other documents relating to the Organisation in Albanian, Arabic, Bulgarian, Croatian, Danish, Dutch, Finnish, Georgian, Italian, Korean, Latvian, Polish, Portuguese, Romanian, Russian, Slovenian, Swedish, Ukrainian and, soon, in Chinese as well.

2 For the full text of the Conclusions and Recommendations adopted by the Council, see the Hague Conference website under "Work in Progress" then "General Affairs".

3 Egypt was identified by the Council as one of the core members of the open-ended working group but was unable to attend the meeting.

le nouveau système de financement du régime de pension de la Conférence. Le Budget supplémentaire de l'Exercice financier LVI, qui est financé par les contributions volontaires des Membres, a également été examiné et le Président a invité les États à continuer d'y contribuer généreusement.

Commission d'État néerlandaise de droit international privé

Le 31 décembre 2010, le Professeur A.V.M. (Teun) Struycken a quitté la Présidence de la Commission d'État néerlandaise de droit international privé pour prendre sa retraite. M. Struycken a présidé la Dix-huitième session de la Conférence de La Haye (1996), la Commission spéciale à caractère diplomatique (1999), ainsi que les Dix-neuvième (2001-2002), Vingtième (2005) et Vingt et unième (2007) sessions et a pris part en qualité de délégué et d'expert des Pays-Bas à 74 Sessions diplomatiques et Commissions spéciales. Il a également participé à l'expansion stratégique de la Conférence, notamment au regard de ses relations avec l'Union européenne. Il a fortement soutenu la Conférence et ses travaux à une époque difficile de l'histoire de l'Organisation. Le Professeur Paul Vlas lui a succédé le premier janvier 2011.

Bureau Permanent

En février 2010, Mme Céline Chateau, qui était Directrice de l'administration, a quitté le Bureau Permanent. Le Bureau Permanent est très reconnaissant à Mme Chateau pour son investissement personnel et ses multiples contributions aux travaux de la Conférence pendant près de dix ans. Mme Anna Koelewijn, qui est de nationalité américaine, lui a succédé à effet de septembre 2010. En février 2010, Mme Hannah Baker a rejoint le Bureau Permanent en qualité de Collaboratrice juridique. Mme Baker, qui est de nationalité britannique, se consacre principalement aux Conventions relatives aux enfants. Mme Maja Groff, de nationalité américano-canadienne, a également été recrutée en qualité de Collaboratrice juridique ; son travail porte essentiellement sur les Conventions Obligations alimentaires de 2007 et Protection des adultes de 2000. En mars 2010, Mme Micah Thorner a rejoint le Bureau Permanent en qualité de Collaboratrice juridique pour s'occuper plus particulièrement des activités du Centre et de ses aspects financiers et organisationnels, en étroite collaboration avec le Directeur du Centre et le Secrétaire général. Mme Thorner est de nationalité américaine. En mars également, Mme Maryze Berkhout a intégré le Bureau Permanent en qualité d'Assistante chargée des ressources humaines. Mme Berkhout est de nationalité néerlando-srilankaise. En outre, deux Collaborateurs juridiques ont été recrutés à titre temporaire dans le cadre du Budget supplémentaire : M. Alexander Kunzelmann, qui a effectué un stage au Bureau Permanent au premier semestre 2010 dans le cadre du Programme Peter Nygh, a été recruté en juillet en qualité de Collaborateur juridique. M. Kunzelmann est de nationalité australo-suisse et son travail porte principalement sur l'entraide judiciaire et administrative et le contentieux international. En août 2010, Mme Sandrine Pépit, ressortissante française, a intégré l'équipe chargée de la Convention Adoption internationale de 1993 en qualité de Collaboratrice juridique au terme d'une mission de conseil de six mois.

Au 31 décembre 2010, le personnel du Bureau Permanent représentait 26,9 équivalents temps plein (ETP) financés par le Budget régulier et 3,2 ETP financés par le Budget supplémentaire, originaires de 16 pays. Le Bureau Permanent a également accueilli trois fonctionnaires en détachement en 2010, M. Bill Fritzlen, des États-Unis d'Amérique (Département d'État), Mme Trinidad Crespo Ruiz, détachée par l'Espagne (Division territoriale de l'aide sociale d'Alicante de la *Generalitat Valenciana*) et le Juge Jung Hoon Park, du Tribunal du district sud de Séoul, ainsi que des stagiaires originaires des pays suivants : Australie (Programme

30 June 2011). The Council took a number of important decisions concerning the new system of financing the Pension Scheme of the Conference. The Supplementary Budget for Financial Year LVI, which seeks voluntary contributions from Members, was also discussed and States were encouraged by the Chair to continue to generously contribute to this Budget.

Standing Government Committee on Private International Law

On 31 December 2010 Professor A.V.M. (Teun) Struycken retired as President of the Standing Government Committee on Private International Law. He chaired the Eighteenth Session of the Hague Conference (1996), the Special Commission of a Diplomatic Character (1999), as well as the Nineteenth (2001-2002), Twentieth (2005) and Twenty-First (2007) Sessions. As a delegate and expert of The Netherlands he participated in 74 Diplomatic and Special Commission meetings. He was also involved in the strategic development of the Conference, especially with regard to its relationship with the European Union. He has been enormously supportive to the Conference and its work in a challenging period in the history of the Organisation. He was succeeded on 1 January 2011 by Professor Paul Vlas.

Permanent Bureau

In February 2010 Ms Céline Chateau left her position as Administrative Director at the Permanent Bureau. The Permanent Bureau is highly appreciative to Ms Chateau for her dedication and many contributions to the work of the Hague Conference for almost ten years. Ms Anna Koelewijn, who is of American nationality, was appointed as Head of Administration per September 2010. In February 2010, Ms Hannah Baker joined the Permanent Bureau as Legal Officer. Ms Baker is of British nationality and her work mainly focuses on the Hague Children's Conventions. Also Ms Maja Groff, of Canadian-American nationality, was recruited as Legal Officer and her work mainly focuses on the 2007 Child Support Convention and the 2000 Adults Convention. In March 2010, Ms Micah Thorner joined the Permanent Bureau as Legal Officer with a special focus on the activities of the Centre and its financial and organisational aspects, working closely with the Director of the Centre and the Secretary General. Ms Thorner is of American nationality. Also in March, Ms Maryze Berkhout joined the Permanent Bureau as Human Resources Assistant. Ms Berkhout is a dual Dutch-Sri Lankan national. In addition, two Legal Officers were recruited under the Supplementary Budget on a temporary basis: Mr Alexander Kunzelmann, who joined the office as the Peter Nygh Programme intern in the first semester of 2010, has been recruited as of July 2010 as a Legal Officer. Mr Kunzelmann is of Australian-Swiss nationality and his work mainly focuses on international legal co-operation and litigation. In August 2010, Ms Sandrine Pépit, a French national, joined the 1993 Intercountry Adoption Convention team as a Legal Officer after a six-month consultancy.

As of 31 December 2010, the Permanent Bureau consisted of 26.9 Full-Time Equivalent (FTE) staff members funded through the Regular Budget, and 3.2 FTE funded through the Supplementary Budget, from 16 different countries around the world. The Permanent Bureau also welcomed in 2010 three officials on secondment, Mr Bill Fritzlen from the United States of America (Department of State), Ms Trinidad Crespo Ruiz from Spain (Territorial Division of Social Welfare of Alicante of the *Generalitat Valenciana*) and Judge Jung Hoon Park of the Seoul Southern District Court, as well as interns from the following countries: Australia (Peter Nygh Internship Programme), Canada (McGill University, Montreal), China, France, Hungary, Japan (University of Tokyo), Korea, Spain and the United States of America (New York University). During 2010, the Permanent Bureau maintained ongoing co-operation with a number of academic institutions in several countries.

de stages Peter Nygh), Canada (Université McGill, Montréal), Chine, Corée, Espagne, États-Unis d'Amérique (Université de New York), France, Hongrie et Japon (Université de Tokyo). En 2010, le Bureau Permanent a maintenu une coopération suivie avec des établissements d'enseignement supérieur de plusieurs pays.

Membres de la Conférence et acceptation des Conventions de La Haye

Le Bureau Permanent, en concertation avec les Membres de la Conférence, continue d'œuvrer à l'expansion stratégique de celle-ci dans toutes les régions du monde. Les Philippines, un pays qui compte 100 millions d'habitants et une diaspora de quelque 10 millions de personnes, a accepté le Statut le 14 juillet 2010, devenant ainsi le 70e Membre de la Conférence. Au 31 décembre 2010, 69 États et une Organisation, l'Union européenne, étaient Membres de la Conférence. En outre, le Costa Rica (6 septembre 2002)[4], la Zambie (15 mars 2004), la Colombie (17 juillet 2006), la République du Liban (28 mai 2010) et Maurice (premier novembre 2010)[5] ont été admis en qualité de Membres et rejoindront l'Organisation dès qu'ils auront accepté le Statut. Le Bureau Permanent poursuit son travail de promotion des Conventions de La Haye. Au 31 décembre 2010, 67 États membres et 67 États non membres étaient parties à une ou plusieurs des Conventions de La Haye adoptées depuis 1951[6].

Coopération avec les gouvernements et d'autres organisations et institutions internationales

En 2010, le Secrétaire général a effectué des visites officielles en Argentine, en Colombie, au Costa Rica, en Haïti, au Qatar et en Uruguay. De plus, lui-même et d'autres membres du Bureau Permanent se sont rendus, ont donné des conférences ou ont animé des séminaires dans les pays suivants : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Belgique, Bermudes, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Danemark, Émirats arabes unis (Abu Dhabi), Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Honduras, Irlande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maroc, Maurice, Mexique, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse et République tchèque

Le Bureau Permanent a poursuivi sa coopération avec de nombreuses organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Le maintien de l'étroite coopération avec la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit) mérite à cet égard une mention particulière[7]. Les chefs des Secrétariats des trois organisations se sont rencontrés à La Haye en juin 2010 pour leur réunion annuelle de coordination. Des avancées ont été réalisées sur le projet commun relatif aux transactions sécurisées, qui pourrait aboutir à une publication conjointe. D'autre part, des membres du Bureau Permanent ont participé en mai 2010 en qualité d'observateurs à la 89e session du Conseil de direction d'Unidroit et au Groupe de travail sur la réforme des Principes d'Unidroit relatifs aux contrats de commerce international à Rome, Italie. Dans le cadre de la CNUDCI, le Bureau Permanent a suivi attentivement les développements du Groupe de travail II sur l'arbitrage et la conciliation et a pris une part active aux discussions du Groupe de travail VI sur les aspects de droit international privé du Projet d'annexe au Guide législatif de la CNUDCI consacré aux opérations garanties traitant des sûretés réelles mobilières sur la propriété intellectuelle.

4 Le Costa Rica a accepté le Statut le 27 janvier 2011 ; il est ainsi devenu le 72e Membre.

5 Maurice a accepté le Statut le 19 janvier 2011, devenant le 71e Membre.

6 Pour les informations relatives aux signatures, aux ratifications et aux adhésions intervenues en 2010, voir plus loin le chapitre intitulé « Services post-conventionnels » ou le tableau de l'annexe D.

7 Voir aussi le Doc info n° 1 d'avril 2010 à l'intention du Conseil sur les affaires générales et la politique : « Aperçu des Conventions et autres instruments établis sous les auspices de la CNUDCI, d'Unidroit et de la Conférence de La Haye de droit international privé ». Ce document est accessible sur le site de la Conférence, rubrique « Travaux en cours », puis « Coopération avec la CNUDCI et Unidroit ».

Membership of the Conference and acceptance of Hague Conventions

The Permanent Bureau, in consultation with its Members, continues to work towards strategically increasing the membership of the Organisation in all regions of the world. The Philippines, a country with 100 million citizens, and an important diaspora of some 10 million people, accepted the Statute on 14 July 2010 and thus became the Organisation's 70th Member. As a result, on 31 December 2010, membership of the Hague Conference comprised 69 Member States and one Member Organisation, the European Union. In addition, Costa Rica (6 September 2002),[4] Zambia (15 March 2004), Colombia (17 July 2006), the Republic of Lebanon (28 May 2010) and Mauritius (1 November 2010)[5] have all been admitted as Members and will join the Organisation upon their acceptance of the Statute.
The Permanent Bureau continues to invest its best efforts in promoting wider acceptance of the Hague Conventions. By 31 December 2010, 67 Member States and 67 non-Member States were Parties to one or more of the Hague Conventions adopted since 1951.[6]

Co-operation with governments and with other international organisations and institutions

In 2010, the Secretary General made official visits to Argentina, Colombia, Costa Rica, Haiti, Qatar and Uruguay. In addition, the Secretary General and other members of the Permanent Bureau made visits to, lectured or gave seminars in: Albania, Belgium, Bermuda, Brazil, Bulgaria, Cambodia, Cameroon, Canada, Chile, China, Czech Republic, Denmark, Estonia, France, Germany, Greece, Honduras, Ireland, Israel, Italy, Japan, Kenya, Luxembourg, Madagascar, Malaysia, Mauritius, Mexico, Morocco, Panama, Peru, Philippines, Poland, Slovenia, South Africa, Spain, Sweden, Switzerland, United Arab Emirates (Abu Dhabi), United Kingdom and United States of America.

The Permanent Bureau also continued its co-operation with a large number of intergovernmental as well as non-governmental international organisations. Special mention should be made of the continued close co-operation with the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) and the International Institute for the Unification of Private Law (UNIDROIT).[7] The annual co-ordination meeting of the heads of the Secretariats of the three organisations took place in The Hague in June 2010. Progress was made on the joint project on Secured Transactions, which could lead to a combined publication. Staff of the Permanent Bureau participated as observers in the 89th session of the UNIDROIT Governing Council and in the Working Group on the reform of UNIDROIT Principles of International Commercial Contracts, in May (Rome) 2010. In the framework of UNCITRAL, the Permanent Bureau closely followed the developments of Working Group II on Arbitration and Conciliation and participated actively in the discussion on the private international law aspects of the Draft Supplement to the UNCITRAL Legislative Guide on Secured Transactions dealing with security rights in intellectual property within Working Group IV.

During the past year, the Permanent Bureau worked closely with the United Nations Children's Fund (UNICEF) on a number of projects concerning the protection of children in various countries (including in Cambodia, Guatemala, Haiti, Kenya, Madagascar and Nepal). On 7 May 2010, the Secretary General signed an agreement of co-operation with the Mercado

4 Costa Rica accepted the Statute on 27 January 2011 and thus became the 72nd Member.
5 Mauritius accepted the Statute on 19 January 2011 and thus became the 71st Member.
6 For information regarding the signings, ratifications and accessions that occurred in 2010, see below under Post-Convention Services or the Status Chart in Annex D.
7 See also Info Doc No 1 of April 2010 for the Council on General Affairs and Policy: Overview of Conventions and other instruments, drawn up under the auspices of UNCITRAL, UNIDROIT and the Hague Conference. This document is available on the Hague Conference website under "Work in Progress" and then "Co-operation with UNCITRAL and UNIDROIT".

Au cours de l'année écoulée, le Bureau Permanent a travaillé en étroite concertation avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) sur plusieurs projets relatifs à la protection des enfants dans différents pays (notamment au Cambodge, au Guatemala, en Haïti, au Kenya, à Madagascar et au Népal). Le 7 mai 2010, le Secrétaire général a signé un accord de coopération avec le *Mercado Común del Sur* (Mercosur)[8]. Le Bureau Permanent a également coopéré de manière suivie avec des entités telles que le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'Organisation des États américains (OEA), l'Union africaine, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Conseil de l'Europe, la Commission européenne, la Commission internationale de l'état civil (CIEC), l'*Asian-African Legal Consultative Organization* (AALCO), le Secrétariat du Commonwealth, la Conférence spécialisée interaméricaine sur le droit international privé (CIDIP), l'*Asociación Americana de Derecho Internacional Privado* (ASADIP), IberRed (Réseau ibéro-américain sur le droit international privé), l'Institut européen d'administration publique (IEAP), *European Association for International Education* (EAIE), Euromed, le Centre UE-Ukraine de conseil stratégique et juridique (UEPLAC), la *National Child Support Enforcement Association* (NCSEA), la *National Notary Association of the United States of America* (NNA), la *National Association of Secretaries of State* (NASS), *Notary Public Administrators* (NPA), l'Institut interaméricain de l'enfant (IIN), le Service social international (SSI), l'*International Association of Women Judges* (IAWJ), la Chambre de commerce internationale (CCI), l'*International Law Association* (ILA), l'Association internationale du barreau (IBA), la Fédération interaméricaine des avocats (FIA), l'*American Bar Association* (ABA), la *Deutsche Stiftung für Internationale rechtliche Zusammenarbeit* (IRZ), la *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ), LegaCarta, l'Union internationale du notariat latin (UINL), l'Union internationale des huissiers de justice (UIHJ), l'Association africaine des hautes juridictions francophones (AA-HJF), l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), l'*International Centre for Missing and Exploited Children* (ICMEC), l'Institut T.M.C. Asser, le *Centre for International Legal Co-operation* (CILC), l'*International Swaps and Derivatives Association Inc.* (ISDA), l'Académie de droit européen (ERA) et la municipalité de La Haye, Pays-Bas.

8 Ce document est accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Actualités et événements 2010 ».

Común del Sur (MERCOSUR).[8] The Permanent Bureau also actively co-operated with entities such as the United Nations Committee on the Rights of the Child (CRC), the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), the Organization of American States (OAS), the African Union, the Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE), the Council of Europe, the European Commission, the International Commission on Civil Status (ICCS), the Asian-African Legal Consultative Organization (AALCO), the Commonwealth Secretariat, the Inter-American Specialised Conference on Private International Law (CIDIP), the *Asociación Americana de Derecho Internacional Privado* (ASADIP), IberRed (Ibero-American Network on Private International Law), the European Institute of Public Administration (EIPA), the European Association for International Education (EAIE), Euromed, the Ukraine-European Policy and Legal Advice Centre (UEPLAC), the National Child Support Enforcement Association (NCSEA), the National Notary Association of the United States of America (NNA), the National Association of Secretaries of State (NASS), the Notary Public Administrators (NPA), the Inter-American Children's Institute (IIN), the International Social Service (ISS), the International Association of Women Judges (IAWJ), the International Chamber of Commerce (ICC), the International Law Association (ILA), the International Bar Association (IBA), the Inter-American Bar Association (IABA), the American Bar Association (ABA), the *Deutsche Stiftung für Internationale rechtliche Zusammenarbeit* (IRZ), the *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ), LegaCarta, the International Union of Latin Notaries (UINL), the International Union of Judicial Officers (UIHJ), the *Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones* (AA-HJF), the *Organisation internationale de la Francophonie* (OIF), the International Centre for Missing & Exploited Children (ICMEC), the T.M.C. Asser Institute, the Centre for International Legal Co-operation (CILC), the International Swaps and Derivatives Associations Inc. (ISDA), the Academy of European Law (ERA), and the Municipality of The Hague, the Netherlands.

8 This document is available on the Hague Conference website under "News & Events 2010."

PHILIPPINES

Élaboration de nouveaux instruments

Development of new instruments

Travaux en cours

Le Conseil sur les affaires générales et la politique de 2010 a examiné les activités du Bureau Permanent et pris plusieurs décisions relatives aux travaux en cours et futurs.

1 *Médiation transfrontière en matière familiale*

La préparation du Guide de bonnes pratiques sur la médiation en vertu de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 s'est poursuivie en 2010[9]. Après des échanges écrits avec le groupe de travail d'experts autour du plan préliminaire[10], le Bureau Permanent a rédigé un projet de Guide préliminaire, qui a été examiné par le groupe de travail d'experts réuni à La Haye en février 2011. Après cette réunion, le Bureau Permanent établira le projet de Guide, qui sera diffusé aux Membres de la Conférence et aux États contractants à la Convention de 1980 en amont de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996[11].

2 *Choix de la loi dans les contrats internationaux*

En 2010, le Bureau Permanent a poursuivi ses travaux en formant un groupe de travail sur le choix de la loi dans les contrats internationaux constitué d'experts en droit international privé et en droit commercial international. Il a également apporté son concours à l'élaboration, au sein de ce groupe de travail, d'un projet d'instrument non contraignant visant à promouvoir l'autonomie de la volonté des parties.

Ce groupe de travail s'est réuni une première fois les 21 et 22 janvier 2010 à La Haye sous la présidence de M. Daniel Ginsberger, expert de la Suisse, afin de procéder à un échange de vues autour de l'élaboration et du possible champ d'application du projet d'instrument. Ses discussions ont d'abord porté sur (i) le champ d'application matériel du projet d'instrument et (ii) la nécessité d'établir des règles subsidiaires en l'absence de choix de loi par les parties. Compte tenu du rôle actif du groupe de travail dans l'élaboration des documents préparatoires et les consultations au jour le jour, une plateforme de discussion électronique à accès restreint a été mise en place en avril 2010 afin de faciliter les échanges entre les experts. Prenant note des avancées réalisées en 2010, le Conseil sur les affaires générales et la politique a invité le groupe de travail à poursuivre ses travaux en vue de l'élaboration progressive d'un projet d'instrument non contraignant et confirmé qu'il convenait de donner la priorité à l'élaboration de règles pour les cas où un choix de loi a été effectué. Le groupe de travail s'est réuni une deuxième fois du 15 au 17 novembre 2010 à La Haye ; à cette occasion, les experts se sont provisoirement entendus sur le texte de certaines dispositions du projet d'instrument, notamment sur une formulation générale du principe de l'autonomie de la volonté des parties, l'existence et la validité de l'accord sur le choix de loi et le consentement des parties, le choix exprès et tacite de la loi, le changement du choix de loi et le dépeçage. L'ordre public et les règles impératives ont également été abordés. Il a été convenu d'autre part que des sous-groupes devraient examiner certaines questions telles que l'effet du projet d'instrument sur les droits et obligations des tiers ou la cession avant que le groupe du travail en débatte lors d'une troisième réunion qui se tiendra du 28 au 30 juin 2011 sous réserve de l'approbation du

9 Lors de sa réunion de 2010, le Conseil a décidé d'inviter le Bureau Permanent à entreprendre l'élaboration d'un Guide de bonnes pratiques sur la médiation dans le contexte de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Voir les Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil d'avril 2010 sur le site de la Conférence, rubrique « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

10 Le plan préliminaire du Guide de bonnes pratiques est accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Espace Enlèvement d'enfants », puis « Médiation transfrontière en matière familiale ».

11 Concernant le groupe de travail sur la médiation dans le contexte du Processus de Malte, voir le chapitre intitulé « Développements régionaux / Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique », à la partie « Processus de Malte ».

Current work

The 2010 Council on General Affairs and Policy reviewed the activities of the Permanent Bureau and took a number of decisions concerning current and future work.

1 *Cross-border mediation in family matters*

In 2010 progress was made in the development of the Guide to Good Practice on Mediation under the 1980 Child Abduction Convention.[9] Following the written exchange with the Expert Working Group on the draft outline[10] throughout the year, the Permanent Bureau drew up a preliminary draft Guide. A meeting of the Expert Working Group to discuss the draft Guide took place in The Hague in February 2011. Following the meeting, the draft Guide will be prepared by the Permanent Bureau for circulation to the Members of the Conference and Contracting States to the 1980 Convention in advance of the Sixth Meeting of the Special Commission to review the practical operation of the 1980 Convention and the 1996 Child Protection Convention.[11]

2 *Choice of law in international contracts*

In 2010 the Permanent Bureau continued its work on this topic by setting up a Working Group consisting of experts in the field of private international law and international commercial law. In addition, the Permanent Bureau facilitated the development of a draft non-binding instrument within this Working Group with a view to promoting party autonomy.

The first meeting of the Working Group on Choice of Law in International Contracts took place in The Hague on 21 and 22 January 2010 under the chairmanship of Mr Daniel Ginsberger, Expert from Switzerland. The main purpose of the two-day meeting was to exchange views on the development and possible scope of the draft instrument. The Working Group began its deliberations on (i) the substantive scope of the draft instrument, and (ii) the need to develop subsidiary rules in the absence of a choice of law by the parties. As the Working Group has an active role in the drafting of preparatory documents and day-to-day consultations, a restricted electronic discussion platform was set up in April 2010 to facilitate communication among the Working Group's experts. The Council on General Affairs and Policy took note of the progress made in 2010 and invited the Working Group to continue its work for the progressive development of a draft non-binding instrument. The Council confirmed that priority should be given to the development of rules for cases where a choice of law has been made. A second meeting of the Group was convened from 15 to 17 November 2010 in The Hague, during which the experts tentatively agreed on the text of certain provisions of the draft instrument which includes, among others: a formulation of the principle of party autonomy in general; existence and validity of the choice of law agreement and consent of the parties; express and tacit choice of law; change of choice of law and severability. In addition, a preliminary discussion on public policy and mandatory rules took place. It was further agreed that certain issues such as the effect of the draft instrument on third party rights and obligations or assignment should be explored by sub-groups with a view to discussing them at the third meeting of the Working

9 The Council meeting of 2010 decided to invite the Permanent Bureau to start work on a Guide to Good Practice on Mediation in the context of the 1980 Child Abduction Convention. See Conclusions & Recommendations adopted by the Council of April 2010 on the Hague Conference website under "Work in Progress" then "General Affairs".

10 The draft outline of the Guide is available on the Hague Conference website under "Child Abduction Section" then "Cross-border family mediation".

11 For the Working Party on Mediation in the context of the Malta Process, see the chapter on "Regional Developments / International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance" under "Malta Process".

Conseil. Le Bureau Permanent soumettra un rapport sur les progrès réalisés dans ce domaine au Conseil en 2011[12].

3 *Opportunité et faisabilité d'un protocole à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980*

En 2010, le Bureau Permanent a poursuivi ses consultations sur l'opportunité et la faisabilité d'un protocole à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, qui prévoirait des règles auxiliaires destinées à améliorer son fonctionnement[13]. Plusieurs experts universitaires, judiciaires et d'autres horizons ont soumis leurs vues sur cette question. Ces consultations ont été suivies par la diffusion, en décembre 2010, d'un questionnaire adressé aux États parties et aux Membres. Le Bureau Permanent établira un rapport sur ces consultations, à examiner par la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996. Ce rapport tiendra compte également de la mesure dans laquelle les dispositions de la Convention Protection des enfants de 1996 complètent celles de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Il appartiendra au Conseil de statuer sur la question du protocole.

Travaux futurs

Le Conseil sur les affaires générales et la politique de 2010 a examiné les domaines qui pourraient faire l'objet de travaux futurs, tout en réservant sa position quant à leur priorité en dernier ressort pour la Conférence.

1 *Faisabilité d'un protocole à la Convention Recouvrement des aliments de 2007 consacré au recouvrement international des aliments destinés aux personnes vulnérables*

Au cours des négociations relatives à la Convention Recouvrement des aliments de 2007, des États ont suggéré d'élargir le champ d'application obligatoire de la Convention aux obligations alimentaires à l'égard des personnes vulnérables. La Vingt et unième session a finalement recommandé que la Conférence examine la faisabilité d'un protocole consacré au recouvrement des aliments destinés aux personnes vulnérables[14]. Le Conseil de 2010 a approuvé la recommandation suivante de la Commission spéciale de novembre 2009 sur la mise en œuvre de la Convention[15] : « *La Commission spéciale reconnaît l'importance d'assurer que les personnes vulnérables sont en mesure de bénéficier des dispositions de la Convention. La Commission spéciale considère que le champ d'application obligatoire de la Convention comprend déjà un certain nombre de catégories d'obligations alimentaires envers les personnes vulnérables. En outre, la Convention est suffisamment souple, notamment dans le cadre de son champ d'application obligatoire, pour permettre aux États, par déclaration, d'inclure les personnes vulnérables dans son champ d'application. Cependant, le Bureau Permanent devrait continuer à suivre la situation. Si à l'usage, on constate que des catégories d'obligations alimentaires envers les personnes vulnérables ne sont pas comprises dans le champ d'application de la Convention en vertu de l'article 2(3), ou*

12 Pour tous les documents préparatoires relatifs à ce projet, voir le site de la Conférence, rubrique « Travaux en cours », puis « Contrats internationaux ».

13 Doc. prél. No 3C de février 2010 à l'intention du Conseil d'avril 2010 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Travaux en cours », puis « Affaires générales ». Cette question a été examinée à la lumière d'une proposition présentée par la Suisse en 2006 lors de la Commission spéciale sur la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et dans le contexte des travaux réalisés par la Conférence sur les contacts transfrontières. Voir aussi les Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil d'avril 2010 sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

14 Acte final de la Vingt et unième session, Partie C, Recommandation No 9.

15 Voir aussi Doc. prél. No 1 de mai 2009 et Doc. prél. No 8 de novembre 2009 à l'intention de la Commission spéciale de novembre 2009 sur la mise en œuvre de la Convention de 2007 sur le recouvrement des aliments et du Protocole de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires, accessibles sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Travaux en cours », puis « Obligations alimentaires ».

Group that will held from 28 to 30 June 2011 subject to the approval of the Council. The Permanent Bureau will submit a report on the progress made in this area for the Council's consideration in 2011.[12]

3 *Desirability and feasibility of a protocol to the 1980 Child Abduction Convention*

In 2010 the Permanent Bureau continued consultations concerning the desirability and feasibility of a protocol to the 1980 Child Abduction Convention which would contain auxiliary rules intended to improve the Convention's operation.[13] A number of academics and judicial and other professional experts submitted their views on this issue. These consultations were followed by the circulation of a questionnaire in December 2010 to States Parties and Members to obtain their views as well. The Permanent Bureau will prepare a report on these consultations, which will be discussed by the Sixth Meeting of the Special Commission to review the practical operation of the 1980 Child Abduction Convention and the 1996 Child Protection Convention. This report will also take into account the extent to which the provisions of the 1996 Child Protection Convention supplement those of the 1980 Child Abduction Convention. It will be for the Council to take a decision on the question of a protocol.

Future work

The 2010 Council on General Affairs and Policy discussed the following possible topics for future work, reserving its position on their ultimate priority for the Hague Conference.

1 *Feasibility of a protocol to the 2007 Child Support Convention to deal with the international recovery of maintenance in respect of vulnerable persons*

During the negotiations on the 2007 Child Support Convention, some States suggested bringing maintenance obligations in respect of vulnerable persons within the compulsory scope of the Convention. Ultimately, the Twenty-First Session recommended that the Hague Conference consider the feasibility of developing a protocol concerning the international recovery of maintenance in respect of vulnerable persons.[14] The 2010 Council approved the following recommendation of the Special Commission on the implementation of the Convention, which took place in November 2009:[15] *'The Special Commission recognised the importance of ensuring that vulnerable persons are in a position to benefit from the provisions of the Convention. The Special Commission was of the opinion that the core scope of the Convention already covers a number of categories of maintenance obligations in respect of vulnerable persons. Moreover, the Convention contains sufficient flexibility, particularly within the provisions on scope, to enable States to bring other categories by declaration within the scope of the Convention. The Permanent Bureau should, nevertheless, continue to monitor the situation and, if experience reveals that there exist categories of maintenance obligation towards vulnerable persons which cannot be*

12 For all preparatory documents related to this project see the Hague Conference website under "Work in Progress" then "International Contracts".

13 Prel. Doc. No 3C of February 2010 for the attention of the Council of April 2010 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the Hague Conference website under "Work in Progress" then "General Affairs". This matter was considered in the light of a specific proposal made by Switzerland in 2006 during the Special Commission on the 1980 Child Abduction Convention, as well as in the context of the work carried out by the Hague Conference on transfrontier contact. See also Conclusions & Recommendations adopted by the Council of April 2010 on the Hague Conference website under "Work in Progress" then "General Affairs".

14 Final Act of the Twenty-First Session, Part C, Recommendation No 9.

15 See also Prel. Doc. No 1 of May 2009 and Prel. Doc. No 8 of November 2009 for the attention of the Special Commission of November 2009 on the implementation of the 2007 Child Support Convention and of the 2007 Procotol on the Law Applicable to Maintenance Obligations, available on the Hague Conference website under "Work in Progress" then "Maintenance Obligations".

que des règles spéciales sont nécessaires concernant les personnes vulnérables, cela devrait être porté à l'attention du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence. » Le Conseil de 2010 a relevé qu'il importait que les États considèrent la situation des personnes vulnérables au moment de faire une déclaration relative au champ d'application de la Convention Recouvrement des aliments de 2007 conformément à son article 2.

2 *Accès au contenu du droit étranger*

Le Bureau Permanent a sondé diverses parties prenantes sur la nécessité d'un instrument dans ce domaine et présenté les résultats de ces consultations au Conseil en 2010[16]. Notant que ces consultations n'avaient pas révélé de soutien suffisant pour justifier la convocation d'une réunion d'experts, le Conseil de 2010 a décidé de retenir ce sujet à l'ordre du jour et de reconsidérer la question lors de sa réunion de 2011. À l'invitation du Conseil, le Bureau Permanent a poursuivi ses travaux pour faciliter l'accès aux informations sur le droit étranger et en promouvoir l'échange dans le cadre des Conventions de La Haye. Il a d'autre part préparé aux fins des débats du Conseil de 2011 une page Internet constituée d'un projet pilote de portail d'accès aux informations juridiques, accessible depuis le site Internet de la Conférence.

3 *Poursuite du projet sur les jugements*

Le Bureau Permanent a préparé une note à l'intention du Conseil de 2010 afin de faciliter les débats préliminaires des Membres sur la poursuite des travaux sur les jugements en matière civile et commerciale[17]. Cette note relevait que les travaux menés depuis dix ans avaient abouti à la Convention Élection de for de 2005, premier élément constitutif d'un cadre juridique mondial consacré aux décisions judiciaires en matière civile et commerciale. Cependant, cette Convention est silencieuse sur les questions de compétence, de reconnaissance et d'exécution des décisions qui se posent lorsque les parties n'ont pas passé d'accord (exclusif) d'élection de for. Étant donné la diversité des pratiques et des approches juridictionnelles de la reconnaissance et de l'exécution, il est certain que les parties à des procédures internationales accueilleraient favorablement la certitude juridique qu'apporterait un complément à la Convention Élection de for de 2005 au regard des effets transfrontières des décisions et des chefs de compétence concernant l'accès aux juridictions (étrangères). Le Conseil de 2010 s'est interrogé sur la nécessité d'un nouvel instrument juridique mondial en la matière. Il a rappelé le travail très utile réalisé dans le cadre du Projet sur les jugements sur lequel pourraient s'appuyer de futurs travaux. Il a cependant conclu que de tels travaux exploratoires, notamment la nomination d'un groupe d'experts suggérée par le Bureau Permanent, seraient reconsidérés après l'entrée en vigueur de la Convention Élection de for[18].

4 *Questions juridiques relatives aux migrants économiques*

Le Bureau Permanent a procédé à une nouvelle mise à jour de la Note qu'il avait établie en 2006 et actualisée en 2007, 2008, 2009 et 2010[19], qui suggérait que certaines techniques mises au point par la Conférence aux fins de la coopération internationale en matière administrative et judiciaire, et appliquées et étendues par la suite à la protection des enfants et

16 Pour les travaux exploratoires étendus et le rapport sur l'administration du droit étranger, voir Doc. prél. No 11A, B et C de mars 2009 à l'intention du Conseil de mars-avril 2009 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, accessibles sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

17 Doc. prél. No 14 de février 2010 à l'intention du Conseil d'avril 2010 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

18 Pour la Convention Élection de for de 2005, voir le chapitre intitulé « Services post-conventionnels ».

19 Doc. prél. No 7 de février 2010 à l'intention du Conseil d'avril 2010 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

brought within the scope of the Convention under Article 2(3), or that special rules are needed in respect of vulnerable persons, this should be brought to the attention of the Council on General Affairs and Policy of the Conference.' The 2010 Council noted the importance for States of considering the position of vulnerable persons when making declarations concerning scope under Article 2 of the 2007 Child Support Convention.

2 *Accessing the content of foreign law*

Consultations were held with various stakeholders to solicit their views on the need for an instrument in this area. The results were reported to the Council in 2010.[16] The 2010 Council meeting noted that these consultations had not provided sufficient support to justify convening an expert meeting. The Council decided to retain this topic on its agenda and revisit it at its meeting in 2011. Upon the Council's invitation, the Permanent Bureau continued its work to facilitate access to, and exchange of information concerning, foreign law in the context of existing Hague Conventions. The Permanent Bureau prepared for the purpose of discussion at the 2011 Council meeting a facilitative webpage consisting of a portal pilot project from the Hague Conference website for accessing foreign legal information.

3 *Continuation of the Judgments Project*

The Permanent Bureau prepared a Note for the 2010 Council meeting with the aim of facilitating a preliminary discussion among Members on the possibility of continuing the work on judgments in civil and commercial matters.[17] The Note pointed out that prior work in the past decade resulted in the 2005 Choice of Court Convention, the first major building-block for a global legal framework dealing with court judgments in civil and commercial matters. However, this Convention does not deal with questions of jurisdiction and recognition and enforcement of judgments arising when the parties have not made an (exclusive) choice of court agreement. In view of the variety of jurisdictional practices and approaches to recognition and enforcement, litigants involved in international cases would undoubtedly welcome the enhanced legal certainty which a complement to the 2005 Choice of Court Convention would provide in respect of the cross-border effects of a judgment and / or the jurisdictional grounds for access to (foreign) courts. The 2010 Council considered whether there is a need for an additional global legal instrument for such questions. It recalled the valuable work done in the course of the Judgments Project, which could possibly provide a basis for further work. The Council concluded, however, that such exploratory work, including the appointment of an expert group as suggested by the Permanent Bureau, would be further considered only following the entry into force of the 2005 Choice of Court Convention.[18]

4 *Legal issues relating to economic migrants*

The Permanent Bureau provided a further update to its Note drawn up in 2006, and updated respectively in 2007, 2008, 2009 and 2010,[19] that suggested that some of the techniques developed by the Hague Conference for cross-border co-operation in the context of international judicial and administrative co-operation, and later applied and extended to the

16 For the extensive exploratory work on the treatment of foreign law and report, see Prel. Docs. Nos 11A, B and C of March 2009 for the attention of the Council of March-April 2009 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the Hague Conference website under "Work in Progress" then "General Affairs".

17 Prel. Doc. No 14 of February 2010 for the attention of the Council of April 2010 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the Hague Conference website under "Work in Progress" then "General Affairs".

18 For the 2005 Choice of Court Convention, see the chapter on "Post-Convention Services".

19 Prel. Doc. No 7 of February 2010 for the attention of the Council of April 2010 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the Hague Conference website under "Work in Progress" then "General Affairs".

des adultes vulnérables, pourraient se prêter à une application progressive à un nombre limité de questions précises qui se posent dans le cadre des migrations internationales. Il est proposé d'établir un cadre de coopération qui ne modifierait pas les conditions de fond et n'aurait pas d'incidence sur les droits souverains des États de contrôler le nombre et les catégories de migrants admis sur leur territoire ou la durée de leur séjour. Les principaux sujets abordés sont les suivants : 1) l'agrément des intermédiaires, 2) les fonds envoyés par les migrants dans leur pays d'origine et 3) la coopération en matière d'administration des politiques de migration et de renforcement des programmes de migration circulaire ou temporaire.

À l'invitation du Conseil de 2010 et en concertation avec les Membres intéressés et les organisations internationales concernées, le Bureau Permanent a poursuivi l'étude de l'intérêt potentiel de cette proposition. Ce sujet a été abordé au Migration Policy Institute à Washington D.C. en octobre 2010. Le Bureau Permanent a également pris part à la réunion annuelle du *Club of The Hague on Refugees and Migration* du *Hague Process* en novembre 2010.

5 *Nouveaux thèmes de travail*

Le Conseil a invité le Bureau Permanent à établir une note préliminaire succincte à l'intention du Conseil de 2011 sur les questions de droit international privé concernant le statut des enfants (hors adoption), en particulier sur la reconnaissance de la filiation. Reconnaissant la complexité des questions de droit international privé et de protection des enfants résultant du nombre croissant de contrats internationaux de maternité de substitution, le Conseil a estimé que le Bureau Permanent doit suivre les développements relatifs à ces questions[20]. En outre, il a pris note d'une proposition de l'Union européenne d'examiner la question de la loi applicable aux droits réels portant sur des biens meubles et a invité à approfondir cette proposition.

6 *Autres travaux possibles*

Le Conseil a invité le Bureau Permanent à continuer de suivre les développements dans les domaines suivants :

a les questions de droit international privé soulevées par la société de l'information, notamment le commerce électronique, l'e-Justice et la protection des données[21] ;

b la compétence et la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de succession ;

c la compétence, la loi applicable et la reconnaissance et l'exécution des jugements relatifs aux couples non mariés ;

d l'évaluation et l'analyse des questions juridiques transfrontières concernant le droit des sûretés, en tenant compte en particulier des travaux menés par d'autres organisations internationales.

Le Conseil de 2010 a décidé de retirer de l'ordre du jour les conflits de compétences, la loi applicable et l'entraide judiciaire et administrative en matière de responsabilité civile au titre des dommages causés à l'environnement[22].

---

20 L'impact des cas de maternité de substitution sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption internationale de 1993 a été mis à l'ordre du jour de la réunion de la Commission spéciale de juin 2010 sur le fonctionnement pratique de cette Convention ; voir aussi le chapitre intitulé « Services post-conventionnels ».

21 La question de la protection des données a été ajoutée à la suite d'une discussion sur la note « Flux transfrontaliers de données et protection de la vie privée », Doc. prél. No 13 de mars 2010 à l'intention du Conseil d'avril 2010 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

22 Doc. prél. No 12 de février 2010 à l'intention du Conseil d'avril 2010 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Travaux en cours », puis « Affaires générales ».

area of protection of children and vulnerable adults, might lend themselves to an incremental and progressive application to a limited number of specific issues that arise in the context of international migration. The proposal is to establish a co-operative framework which would leave substantive law requirements and States' sovereign rights to control the numbers and categories of migrants admitted to their territories or the duration of their stay completely intact. The principle topics addressed are 1) the licensing of intermediaries; 2) remittances; and 3) administrative co-operation in administering migration policies and enhancing circular or temporary migration programmes.

The Permanent Bureau continued to explore, upon the invitation of the Council of 2010 and in consultation with interested Members and relevant international organisations, the potential value of the proposal. The topic was discussed at the Migration Policy Institute in Washington D.C. in October 2010. The Permanent Bureau also participated in the Hague Process Annual Meeting of the Club of The Hague on Refugees and Migration in November 2010.

5 *New topics*

The Council invited the Permanent Bureau to provide a brief preliminary note to the Council of 2011 on the private international law issues surrounding the status of children (excluding adoption) and, in particular, on the issue of recognition of parent-child relationships (*filiation*). It acknowledged the complex issues of private international law and child protection arising from the growth in cross-border surrogacy arrangements and agreed that the private international law questions relating to international surrogacy arrangements should be kept under review by the Permanent Bureau.[20] Furthermore, the Council took note of a proposal by the European Union to examine the topic of the law applicable to the property aspects of moveable assets and invited further elaboration of this proposal.

6 *Other possible future work*

The Council invited the Permanent Bureau to continue to follow developments in the following areas:

a questions of private international law raised by the information society, including electronic commerce, e-justice and data protection;[21]

b jurisdiction, and recognition and enforcement of decisions in matters of succession upon death;

c jurisdiction, applicable law, and recognition and enforcement of judgments in respect of unmarried couples;

d assessment and analysis of transnational legal issues relating to security interests, taking into account in particular the work undertaken by other international organisations.

The 2010 Council decided to delete from the agenda the topic dealing with the conflict of jurisdictions, applicable law and international judicial and administrative co-operation in respect of civil liability for environmental damage.[22]

---

20 The impact of cases of surrogacy on the practical operation of the 1993 Intercountry Adoption Convention was placed on the Agenda for the meeting of the Special Commission on the Practical Operation of this Convention, which took place in June 2010; see also the chapter on "Post-Convention Services".

21 The issue of data protection was added following a discussion on the note on Cross-border data flows and protection of privacy, Prel. Doc. No 13 of March 2010 for the attention of the Council of April 2010 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the Hague Conference website under "Work in Progress" then "General Affairs".

22 Prel. Doc. No 12 of February 2010 for the attention of the Council of April 2010 on General Affairs and Policy of the Conference, available on the Hague Conference website under "Work in Progress" then "General Affairs".

Services Post-Conventionnels

La Conférence a réalisé un véritable travail de pionnier en élaborant diverses méthodes de suivi, de soutien et d'examen du fonctionnement des Conventions, en particulier celles qui régissent l'entraide judiciaire et administrative internationale. Les services post-conventionnels décrits dans ce chapitre se déclinent en quatre grands domaines d'activité :

- administration des traités et gestion des réseaux internationaux d'Autorités centrales et d'autres organismes chargés de la mise en œuvre des Conventions de La Haye[23] ;
- suivi, examen et adaptation des Conventions de La Haye[24] ;
- promotion et développement[25] ;
- assistance technique et formation apportées aux États sur la mise en œuvre et le fonctionnement pratique des Conventions[26].

Plusieurs activités post-conventionnelles du Bureau Permanent s'inscrivent aujourd'hui dans le cadre de programmes régionaux ou de programmes d'assistance technique dédiés à certaines Conventions, qui desservent une région ou un État précis ou plusieurs, sous les auspices du Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique.
En 2010, le Bureau Permanent a continué à étoffer ses services post-conventionnels dans ses trois grands domaines de travail : la protection internationale des enfants et des adultes vulnérables et les relations internationales familiales et patrimoniales, l'entraide judiciaire et administrative et le contentieux international, et le droit commercial et financier international.

---

23 Le site de la Conférence est à cet égard un outil d'information important ; toutes les informations y sont accessibles par le biais d'une base de données, y compris les documents qui ne sont pas rédigés dans les langues officielles de la Conférence.

24 Ces activités recouvrent les réunions de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique d'une Convention, des séminaires avec les Autorités centrales ou le corps judiciaire ou d'autres réunions d'experts, des recherches conduites au moyen de questionnaires et de projets de recherche collaboratifs, la mise à jour des bases de données statistiques INCASTAT et ICASTAT et l'actualisation régulière des bibliographies des Conventions de La Haye.

25 Ces activités recouvrent la promotion des ratifications et des adhésions aux Conventions de La Haye au travers de séminaires régionaux, de déplacements dans les pays, de brochures, d'articles, de participation à des conférences et travaux exploratoires, l'expansion des réseaux par des publications, des séminaires, des communications judiciaires directes par le biais des juges de réseau, des réunions d'associations d'avocats, des conférences universitaires et des réunions d'ONG.

26 Les principaux outils d'aide à la mise en œuvre sont les Guides de bonnes pratiques, la formation et l'information, l'assistance technique, l'aide à la rédaction ou l'examen des projets de loi et les Commissions spéciales sur la mise en œuvre des Conventions de La Haye. Les outils qui contribuent à promouvoir une interprétation homogène et les bonnes pratiques sont les Manuels pratiques, une base de données de décisions judiciaires (INCADAT) et les séminaires de formation. Les problèmes peuvent être résolus par des conseils techniques et juridiques et par des conseils ou l'intervention d'un amicus curiae dans le cadre de procédures judiciaires.

Post-Convention Services

The Hague Conference has been a pioneer in developing various methods of monitoring, supporting and reviewing the operation of its Conventions, in particular those providing for cross-border judicial and administrative co-operation. The Post-Convention Services described in this chapter are divided into four main activities:

- treaty administration and maintaining the international networks of Central Authorities and other bodies charged with implementation of the Hague Conventions; [23]
- monitoring, review and adaptation of Hague Conventions;[24]
- promotion and development;[25] and
- providing technical assistance and training to States on matters relating to the implementation and practical operation of Hague Conventions.[26]

Several of the Permanent Bureau's post-Convention activities now take the form of regional programmes or are Convention-specific technical assistance programmes that serve (more than) a certain region or State, and are undertaken under the auspices of the International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance.
During 2010 the Permanent Bureau continued its development of Post-Convention Services in its three main areas of work: international protection of children and vulnerable adults, international family and family property relations; international legal co operation and litigation; and international commercial and finance law.

---

23 An important information tool in this respect is the website of the Conference which makes all information accessible through a database, including documents in languages other than the official languages of the Conference.

24 These activities include meetings of the Special Commission to review the practical operation of a Convention or seminars with Central Authorities or the judiciary, or other expert meetings; research through questionnaires and research collaborations; updating of statistics through INCASTAT and ICASTAT and regular updating of bibliographies of the Hague Conventions.

25 These activities include the promotion of ratifications and accessions to Hague Conventions through regional seminars, country visits, brochures, articles and conference attendance and exploratory work; the development of networks through publications, seminars, direct judicial communications through network judges, bar association meetings, academic conferences and NGO meetings.

26 Important tools for supporting implementation are the Guides to Good Practice, education, training, technical assistance and familiarisation sessions including drafting assistance or review of draft laws / acts, and Special Commissions on implementation of the Hague Conventions. Tools that help promote consistent interpretation and good practices are the Practical Handbooks, a database of court decisions (INCADAT) and training seminars. Problem solving can be done through the provision of technical and legal advice and advice / amicus intervention in relation to legal proceedings.

Services Post-Conventionnels |
Protection internationale des enfants et des adultes vulnérables, relations internationales familiales et patrimoniales

Services Post-Conventionnels |
Entraide judiciaire et administrative et contentieux international

Services Post-Conventionnels |
Droit commercial et financier international

Post-Convention Services |
International Protection of Children and Vulnerable Adults, International Family and Family Property Relations

Post-Convention Services |
International Legal Co-operation and Litigation

Post-Convention Services |
International Commercial and Financial Law

> Protection internationale des enfants et des adultes vulnérables, relations internationales familiales et patrimoniales

Conventions Enlèvement d'enfants (1980)[27] et Protection des enfants (1996)[28]

a *Promotion des ratifications et des adhésions*

En 2010, le Gabon, le Maroc et Singapour ont adhéré à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Au 31 décembre 2010, les Conventions Enlèvement d'enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996 comptaient respectivement 84 et 29 États contractants. En 2010, l'Union européenne a encouragé ses États membres non parties à la Convention de 1996 à poursuivre leurs travaux préparatoires à l'adhésion à cet important instrument ou à sa ratification et en 2010, l'Allemagne, l'Autriche, Chypre, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, le Luxembourg, Malte, la Pologne, la Roumanie et la Suède l'ont ratifiée[29]. Les autres États membres de l'Union européenne qui ne sont pas encore parties à cette Convention – la Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas[30], le Portugal et le Royaume-Uni – devraient y adhérer prochainement. Par ailleurs, la République dominicaine a adhéré à la Convention de 1996 et les États-Unis d'Amérique l'ont signée en 2010.

b *Guides de bonnes pratiques et Manuel pratique*

Le Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 (Quatrième partie – Exécution) a été publié en 2010[31]. Ce Guide a été élaboré à la suite de recherches visant à dégager des principes directeurs sur l'exécution des ordonnances de retour et de contact, qui ont été proposés à la Cinquième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996[32].

---

27 *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.*

28 *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants.*

29 Le Conseil de l'Union européenne du 5 juin 2008 a autorisé certains États membres à ratifier la Convention Protection des enfants de 1996 ou à y adhérer dans l'intérêt de (ce qui était alors) la Communauté européenne. *Journal officiel de l'Union européenne*, L-151, p. 36 (2008/431/CE).

30 Les Pays-Bas ont ratifié la Convention de 1996 le 31 janvier 2011 et sont ainsi devenus le 30e État partie à cette Convention.

31 Les deux premières parties, respectivement consacrées à la pratique des Autorités centrales et aux mesures de mise en œuvre, ont été publiées en 2003 ; la troisième partie, dédiée aux mesures préventives, a été publiée en 2005. Le guide *Contacts transfrontières relatives aux enfants / Principes généraux et Guide de bonnes pratiques* a été publié en 2008. Tous les guides sont publiés en anglais, en français et en espagnol. La troisième partie est également disponible en allemand, l'Autorité centrale allemande s'étant gracieusement chargée de la traduction. Les Principes généraux sont également publiés en espagnol et en arabe. Tous ces documents sont accessibles sur le site de la Conférence, dans l'« Espace Enlèvement d'enfants ».

32 Pour le Guide de bonnes pratiques sur la médiation en vertu de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, voir le chapitre « Élaboration de nouveaux instruments ».

> International protection of children and vulnerable adults, international family and family property relations

Child Abduction Convention (1980)[27] and Child Protection Convention (1996)[28]

a *Promoting ratifications and accessions*

In 2010, Gabon, Morocco and Singapore acceded to the 1980 Child Abduction Convention. On 31 December 2010, the 1980 Child Abduction Convention counted 84 Contracting States and the 1996 Child Protection Convention had 29 Contracting States. During 2010 the European Union encouraged those EU Member States that are not yet Party to the 1996 Convention to continue the preparations for ratification or accession to this important instrument, and in 2010, Austria, Cyprus, Finland, France, Germany, Ireland, Luxembourg, Malte, Poland, Romania, Spain and Sweden ratified this Convention.[29] This leaves Belgium, Denmark, Greece, Italy, the Netherlands,[30]Portugal and the United Kingdom as the remaining EU Member States that are expected to join the Convention shortly. The Dominican Republic acceded to, and the United States of America signed the 1996 Convention in 2010.

b *Guides to Good Practice and Practical Handbook*

In 2010, the Guide to Good Practice under the 1980 Hague Child Abduction Convention (Part IV – Enforcement) was published.[31] The Guide was developed following research to identify guiding principles on the enforcement of return and contact orders which were proposed to the Fifth Meeting of the Special Commission to review the operation of the 1980 Child Abduction Convention and the 1996 Child Protection Convention.[32]

---

27 *Hague Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction.*

28 *Hague Convention of 19 October 1996 on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co operation in Respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children.*

29 The Council of the European Union on 5 June 2008 authorised certain EU States to ratify, or accede to, in the interest of the (then) European Union, the 1996 Child Protection Convention. *Official Journal of the European Union*, L-151, p. 36 (2008/431/EC).

30 The Netherlands ratified on 31 January 2011, thus becoming the 30th State Party to the 1996 Convention.

31 Parts I, on Central Authority Practice, and II, on Implementing Measures, were published in 2003. Part III, on Preventive Measures, was published in 2005. The *General Principles and Guide to Good Practice on Transfrontier Contact Concerning Children* was published in 2008. All guides are published in English, French and Spanish. Part III is also available in German thanks to the German Central Authority that graciously provided the translation. The General Principles are also available in Spanish and Arabic. All documents are available on the Hague Conference website under "Child Abduction Section".

32 For the Guide to Good Practice on Mediation in the context of the 1980 Child Abduction Convention, see the chapter on "Development of new instruments".

Le Bureau Permanent a poursuivi l'élaboration du Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention Protection des enfants de 1996. Ce Manuel, qui donne des conseils sur les facteurs à envisager lors de la mise en œuvre de la Convention en droit interne et des explications sur son application pratique, sera complété par la Liste récapitulative de mise en œuvre de la Convention, disponible en anglais, en français, en espagnol et en arabe[33].

c *Préparatifs de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique*

En raison du volume et de la complexité des questions à examiner, la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996 sera organisée en deux temps, en juin 2011 et début 2012. Dans cette perspective, un questionnaire général sur le fonctionnement pratique des Conventions de 1980 et de 1996, un questionnaire sur l'opportunité et la faisabilité d'un protocole à la Convention de 1980[34], ainsi qu'un Profil d'État aux fins de la Convention de 1980 élaboré par le groupe de travail d'experts ont été diffusés aux États parties en décembre 2010[35]. De plus, une troisième étude statistique approfondie sur le fonctionnement de la Convention de 1980 a été demandée au Professeur Nigel Lowe de la *Cardiff Law School*. Cette étude, qui sera parachevée en 2011 avec l'aide du Bureau Permanent, regroupera les statistiques des Autorités centrales qui offriront une base empirique solide aux questions à aborder lors de la Commission spéciale. Un questionnaire et un document explicatif relatif à cette étude statistique ont été diffusés en décembre 2010 aux Autorités centrales en vertu de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980.

d *Outils électroniques*

INCADAT | La base de données sur l'enlèvement international d'enfants (INCADAT, < www.incadat.com >) a été créée en 1999 par le Bureau Permanent pour permettre la consultation des nombreuses décisions importantes rendues par les juridictions nationales sur le fondement de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Utilisée par les juges, les Autorités centrales, des praticiens du droit, des chercheurs et d'autres personnes intéressées par cette branche du droit en rapide évolution, INCADAT a déjà contribué à la compréhension mutuelle et à l'uniformisation des interprétations entre les 84 États parties à la Convention de 1980, qui sont indispensables au bon fonctionnement de cette Convention, et à sa promotion auprès des États qui n'y sont pas (encore) parties. L'équipe éditoriale fait appel au Professeur Peter McEleavy, avocat et professeur de droit de la famille international à l'Université de Dundee, Royaume-Uni, et à Mme Aude Fiorini, maître de conférences en droit, également de l'Université de Dundee, en qualité de consultants. Depuis sa refonte totale parachevée en 2010, INCADAT s'est enrichie d'une section « Analyse de jurisprudence » qui présente des commentaires comparés de la jurisprudence sur des thèmes clés de la Convention de 1980. La maintenance et le développement d'INCADAT requièrent d'autres ressources.

INCASTAT | Le déploiement d'INCASTAT, la base de données sur les statistiques concernant l'enlèvement international d'enfants, s'est poursuivi en 2010. Cette base de données permet aux Autorités centrales en vertu de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 de produire différents types d'analyses statistiques et de graphiques.

33 La Liste récapitulative est accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Conventions », puis « Convention du 19 octobre 1996 » et « Documents relatifs au suivi pratique ».

34 Voir aussi le chapitre intitulé « Élaboration de nouveaux instruments ».

35 Tous les documents relatifs à la Commission spéciale sont accessibles sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Espace Enlèvement d'enfants », puis « Commissions spéciales ».

Progress was made in 2010 on the draft Practical Handbook on the operation of the 1996 Child Protection Convention. The Handbook provides advice on the factors to be considered in the process of implementing the Convention into national law, and assists in explaining the practical application of the Convention. The Handbook will include the Implementation Checklist for the 1996 Child Protection Convention, which was made available in English, French, Spanish and Arabic.[33]

c *Preparations for the Sixth Special Commission on practical operation*

The Sixth Meeting of the Special Commission on the practical operation of the 1980 Child Abduction and the 1996 Child Protection Conventions, in view of the volume and complexity of issues to be examined, will be divided into two parts, one to be held in June 2011 and the other in early 2012. In preparation of the Sixth Meeting of the Special Commission, a general questionnaire on the practical operation of the 1980 and 1996 Conventions, a questionnaire on the desirability and feasibility of a protocol to the 1980 Convention,[34] as well as a Country Profile for the 1980 Convention as developed by the Expert Working Group were circulated in December 2010 among the States Parties.[35] Moreover, a third in-depth statistical study of the operation of the 1980 Convention was commissioned to Professor Nigel Lowe of Cardiff Law School and will be completed in consultation with, and with the help of, the Permanent Bureau in 2011. The study will include Central Authority statistics which will be used to provide a sound empirical basis for topics to be discussed at the Special Commission. A questionnaire and explanatory document relating to the in-depth statistical study was circulated to the Central Authorities under the 1980 Child Abduction Convention in December 2010.

d *Electronic tools*

INCADAT | The International Child Abduction Database (INCADAT, <www.incadat.com>) was established by the Permanent Bureau in 1999 to make publicly accessible leading decisions rendered by national courts in respect of the 1980 Child Abduction Convention accessible. INCADAT is used by judges, Central Authorities, legal practitioners, researchers and interested individuals. INCADAT has already contributed considerably to effective operation of the 1980 Convention by promoting mutual understanding and consistent interpretation among the 84 States Parties to the 1980 Convention The database also assists with the promotion of the 1980 Convention among States that are not (yet) a Party.
The editorial team includes as legal consultants Professor Peter McEleavy, Barrister and Professor of International Family Law at the University of Dundee, United Kingdom, and Ms Aude Fiorini, Lecturer in Law, also at the University of Dundee. Since the complete revision of the database, finalised in 2010, INCADAT contains a 'Case Law Analysis' section providing a comparative case law commentary on key topics of the 1980 Convention. In order to maintain and further develop INCADAT more resources are needed.

INCASTAT | Implementation of INCASTAT, the international child abduction statistical database, continued during 2010. The system allows Central Authorities designated under the 1980 Child Abduction Convention to generate different types of statistical analyses and graphs.

33 The Checklist is available on the Hague Conference website under "Conventions" then "Convention of 19 October 1996" then "Practical Operation Documents."

34 See also the chapter on "Development of New Instruments".

35 All documents for the Special Commission are available on the Hague Conference website under "Child Abduction Section" then "Special Commission Meetings".

iChild | Le système iChild de gestion électronique des dossiers pour la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 est destiné à l'enregistrement et au suivi de toutes les informations essentielles sur les affaires d'enlèvement d'enfants. Cet outil est accessible en anglais, en français et en espagnol. INCASTAT et iChild sont tous les deux financés par le Budget supplémentaire de la Conférence.

e *La Lettre des juges sur la protection internationale de l'enfant*

En 2009, dans le cadre des tâches de gestion courante, le Bureau Permanent a tenu des consultations avec le Comité international des consultants juridiques, recueilli des articles en vue de leur publication, rédigé et édité, et actualisé la liste de diffusion. Deux tomes ont été publiés en 2010. Le tome XVI, publié avec le généreux soutien de Lexis Nexis, est dédié à la troisième Conférence judiciaire de Malte sur les questions transfrontières de droit de la famille, qui s'est tenue à St. Julian's, Malte, en mars 2009[36]. Une édition spéciale (en anglais) financée par l'ICMEC a été entièrement consacrée à la Conférence judiciaire internationale sur la réinstallation des familles à l'étranger, qui s'est tenue à Washington D.C., États-Unis d'Amérique, en mars 2010[37]. Tous les autres tomes de *La Lettre des juges* sont publiés en anglais et en français, voire en espagnol pour certains, et sont accessibles sur le site de la Conférence[38].

f *Communications judiciaires internationales directes*

En 2010, le Réseau international de juges de La Haye (RIJH) spécialistes du droit de la famille s'est considérablement développé. Au 31 décembre 2010, le RIJH fédérait 57 juges dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine (RAS de Hong Kong), Chypre, Costa Rica, Danemark, République dominicaine, El Salvador, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, Gabon, Honduras, Irlande, Islande, Israël, Kenya, Luxembourg, Malte, Mexique, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Roumanie, Royaume-Uni (Angleterre et Pays de Galles, Irlande du Nord et Écosse), Suède, République tchèque, Uruguay et Venezuela. La reconnaissance croissante de l'importance de ce réseau s'accompagne d'une augmentation régulière de ses membres. En 2010, les travaux se sont poursuivis sur le Projet de principes généraux relatifs aux communications judiciaires internationales directes, qui sera présenté à la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement des Conventions Enlèvement d'enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996. Une consultation d'experts a été organisée en juin à La Haye dans le cadre de ces travaux.

g *Réinstallation des familles à l'étranger*

Du 23 au 25 mars 2010, plus de 50 juges et d'autres experts venus d'Allemagne, d'Argentine, d'Australie, du Brésil, du Canada, d'Égypte, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, d'Inde, du Mexique, de Nouvelle-Zélande, du Pakistan et du Royaume-Uni, ainsi que des experts de la Conférence et de l'ICMEC, se sont réunis à Washington D.C. pour débattre de la réinstallation des familles à l'étranger dans le cadre d'une rencontre coorganisée par la Conférence et l'ICMEC, principal financeur de la réunion, avec le soutien du Département d'État américain. Les participants ont élaboré la *Déclaration de Washington sur la relocalisation internationale des familles*[39], qui est accessible sur le site Internet de la Conférence.

36 Rapport annuel 2009, p. 60-61, accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Publications ».

37 Cette conférence est décrite plus loin.

38 Pour une liste complète des tomes publiés à ce jour (y compris la version arabe du tome Automne 2004), voir le site de la Conférence, rubrique « Publications ».

39 La Déclaration de Washington est accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Actualités et événements 2010 ».

iChild | The iChild case management system for the 1980 Child Abduction Convention is designed to store and keep track of all essential information concerning child abduction cases. This tool is available in English, French and Spanish. Both INCASTAT and iChild are tools that are being funded through the Supplementary Budget of the Hague Conference.

e *The Judges' Newsletter on International Child Protection*

Ongoing work regarding the The Judges' Newsletter on International Child Protection throughout 2010 included consultation with the international board of judicial advisers, collating material for publication, writing and editing, and maintenance of a distribution list. In 2010, two volumes of The Judges' Newsletter were published by the Permanent Bureau. Volume XVI, published with the generous support of Lexis Nexis, focuses on the Third Malta Judicial Conference on Cross-Frontier Family Law issues held in St. Julian's, Malta in March 2009.[36] A Special Edition (in English), funded by ICMEC, was devoted entirely to the International Judicial Conference on Cross-Border Family Relocation held in Washington D.C., United States of America in March 2010.[37] All other volumes of The Judges' Newsletter are available in English and French, as well as various volumes in Spanish, and they are also published on the Hague Conference website.[38]

f *Direct international judicial communications*

In 2010, considerable progress was made in respect of regional development of the family-law focused International Hague Network of Judges (IHNJ). As of 31 December 2010, the IHNJ included the formal and informal nominations of 57 Network Judges from Argentina, Australia, Belgium, Brazil, Canada, Chile, China (Hong Kong SAR), Costa Rica, Cyprus, the Czech Republic, Denmark, the Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Finland, Gabon, Germany, Honduras, Iceland, Ireland, Israel, Kenya, Luxembourg, Malta, Mexico, the Netherlands, New Zealand, Nicaragua, Norway, Panama, Peru, Romania, South Africa, Spain, Sweden, the United Kingdom (England and Wales, Northern Ireland and Scotland), the United States of America, Uruguay and Venezuela. The number of judges that are a part of the Hague Network is steadily growing as the importance of this network is increasingly acknowledged. In 2010 further elaboration continued of the draft General Principles for Judicial Communications to provide guidance for engaging in direct cross-border judicial communications, which will be presented to the Sixth Meeting of the Special Commission to review the operation of the 1980 Child Abduction and the 1996 Child Protection Convention. Work on the draft Principles included an expert consultation in The Hague in June.

g *International Family Relocation*

From 23 to 25 March 2010, more than 50 judges and other experts from Argentina, Australia, Brazil, Canada, Egypt, France, Germany, India, Mexico, New Zealand, Pakistan, Spain, United Kingdom and the United States of America, including experts from the Hague Conference and ICMEC, met in Washington D.C. to discuss cross-border family relocation. The meeting was co-organised by the Hague Conference and ICMEC, the main funder of the meeting, with the support of the United States Department of State. The meeting issued the *Washington Declaration on International Family Relocation*[39] which is available on the Hague Conference website.

36 Annual Report 2009, pp. 60-61, available on the Hague Conference website under "Publications".

37 See a description of the conference below.

38 For a complete list of volumes published so far (including the Arabic version of the autumn 2004 edition), see the Hague Conference website under "Publications".

39 The Washington Declaration is available on the Hague Conference website under "News & Events 2010".

Convention Adoption internationale (1993)[40]

a *Promotion des ratifications et des adhésions*

En 2010, l'Irlande a ratifié la Convention Adoption internationale de 1993, le Kazakhstan y a adhéré et le Viet Nam l'a signée. Au 31 décembre 2010, 83 États étaient parties à cette Convention. Après la ratification de l'Irlande, cette Convention est désormais en vigueur dans l'ensemble des 27 États membres de l'Union européenne (après la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et la Convention Apostille de 1961). Le réseau mondial d'entraide administrative réunit quelque 550 Autorités centrales, autorités compétentes et organismes agréés qui œuvrent ensemble à la protection des enfants dans le monde entier.

Dans le cadre des examens qu'il conduit État par État, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies recommande souvent aux États qui ne sont pas (encore) parties à la Convention de 1993 de la ratifier ou d'y adhérer dès que possible car il reconnaît que les garanties qu'elle instaure sont des compléments essentiels aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la protection des enfants adoptés à l'étranger, en particulier contre l'enlèvement, la vente et la traite[41].

b *Commission spéciale sur le fonctionnement pratique*[42]

Du 17 au 25 juin 2010, la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de 1993 a réuni plus de 250 experts de plus de 80 pays et 14 organisations internationales, cette participation exceptionnelle en faisant la plus grande réunion de la Commission spéciale jamais tenue dans l'histoire de la Conférence. La réunion était présidée par Mme Marie Riendeau (Canada), assistée de M. Morten Stephansen (Norvège), de Mme Julia Sloth-Neilson (Afrique du Sud), de Mme Raquel Morales Ibáñez (Chili), de Mme Bernadette Abejo (Philippines) et de Mme Michele Bond (États-Unis d'Amérique) en qualité de Vice-présidents. À titre exceptionnel et grâce à une généreuse contribution du gouvernement australien, la première journée a été consacrée à une discussion sur l'enlèvement, la vente et la traite d'enfants dans le contexte de l'adoption internationale. La Commission spéciale a donné son aval de principe au Guide de bonnes pratiques sur l'agrément et les organismes agréés en matière d'adoption préparé par le Bureau Permanent avec l'assistance d'un groupe de travail d'experts sous réserve de révisions à effectuer par le Bureau Permanent et le groupe de travail, en concertation avec la Présidente et les Vice-présidents de la Commission spéciale.

La Commission spéciale a débattu de l'application pratique d'importants principes et garanties, tels que le principe de subsidiarité, le consentement à l'adoption et la préparation des futurs parents adoptifs. Ont également été évoqués la coopération internationale entre les Autorités centrales, les effets de la mondialisation sur l'adoption internationale, les aspects pratiques de la délivrance de certificats de conformité, la reconnaissance des effets de l'adoption, les adoptions « privées » et « indépendantes », ainsi que les accords de maternité de substitution à caractère international, le suivi de l'adoption, les réponses aux situations de catastrophe, les programmes d'assistance technique et de formation et les formulaires modèles définitifs des profils d'État.

---

40 *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.*

41 Voir le site Internet du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies à l'adresse : http://www2.ohchr.org/french/bodies/crc/index.htm (dernière consultation le 21 février 2011).

42 Une réunion préparatoire des Autorités centrales des États d'origine d'Amérique latine dans le cadre de la Convention Adoption internationale de 1993 s'est tenue à Santiago, Chili, du 29 au 30 avril 2010. Elle était organisée par le SENAME avec le soutien de la Conférence de La Haye et a réuni le Brésil, le Chili, la Colombie, la République dominicaine, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique et l'Uruguay.

Intercountry Adoption Convention (1993)[40]

a *Promoting ratifications and accessions*

Ireland ratified, Kazakhstan acceded to and Viet Nam signed the 1993 Intercountry Adoption Convention in 2010. On 31 December 2010, the Hague global network in the field of intercountry adoption consisted of 83 States that are Party to this Convention. As a result of the ratification by Ireland, this Convention (after the 1980 Child Abduction Convention and the 1961 Apostille Convention) became the third Hague Convention to be in force in all 27 EU Member States. The global network for administrative co-operation includes some 550 Central Authorities, competent authorities and accredited bodies co-operating to protect children worldwide.

In its State-by-State reviews, the United Nations Committee on the Rights of the Child (CRC) often recommends to States which are not (yet) a Party to the 1993 Convention to ratify or accede to the Convention as quickly as possible, as the CRC Committee recognises that the safeguards in the Convention are essential complements to the provisions of the CRC Committee concerning the protection of children who are the subject of intercountry adoptions, in particular from abduction, sale or trafficking.[41]

b *Special Commission to review practical operation*[42]

From 17 to 25 June 2010, a Special Commission meeting was held in The Hague in which more than 80 countries and 14 international organisations participated to review the practical operation of the 1993 Convention. With an attendance of more than 250 experts, this was the largest Special Commission meeting ever in the history of the Hague Conference. The meeting was chaired by Ms Marie Riendeau (Canada) with Mr Morten Stephansen (Norway), Ms Julia Sloth-Neilson (South Africa), Ms Raquel Morales Ibáñez (Chile), Ms Bernadette Abejo (Philippines) and Ms Michele Bond (United States of America) as vice-chairs. Exceptionally, the meeting started off with a special one-day discussion on the abduction, sale of and trafficking in children in the context of intercountry adoption, made possible by a generous contribution from the Government of Australia. The Special Commission gave its general approval to the draft of a Guide to Good Practice on Accreditation and Adoption Accredited Bodies prepared by the Permanent Bureau with the assistance of a working group of experts, subject to further revisions to be made by the Permanent Bureau and the working group, in co-operation with the Chair and Vice-Chairs of the Special Commission.

The Special Commission meeting discussed the practical application of important principles and safeguards, such as the subsidiarity principle, consent to the adoption, and preparation of prospective parents. The meeting addressed questions relating to international co-operation between Central Authorities, and the effects of globalisation on intercountry adoption. It discussed practical issues relating to the issuance of the certificate of conformity, recognition of the effects of the adoption, 'private' and 'independent' adoptions, and the issue of international surrogacy arrangements, post-adoption issues, responses to disaster situations, and technical assistance and other training programmes. In addition, the final model forms for country profiles were discussed.

---

40 *Hague Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption*.

41 See the website of the United Nations Committee on the Rights of the Child at http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/ (last consulted on 21 February 2011).

42 A preparatory meeting of the Latin American Central Authorities of States of Origin in the framework of the 1993 Intercountry Adoption Convention was held in Santiago, Chile, from 29 to 30 April 2010. The meeting was organised by SENAME with the support of the Hague Conference and involved Brazil, Chile, Colombia, the Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Mexico and Uruguay.

La Commission spéciale a reconnu la grande valeur du Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale (ICATAP), grâce auquel plusieurs États ont déjà bénéficié d'une assistance technique et de formations. Les travaux d'aide à la mise en œuvre de la Convention entrepris sous l'égide du Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique ont été jugés essentiels pour le bon fonctionnement de la Convention. Dans le sillage de la Commission spéciale, 11 États ont sollicité une assistance technique et un soutien spécifiques[43]. Le Rapport de la Commission spéciale devrait être publié en 2011.
Ses 42 Conclusions et Recommandations sont accessibles sur le site de la Conférence[44].

c *Guides de bonnes pratiques*

Le premier Guide de bonnes pratiques sur le fonctionnement de la Convention Adoption internationale de 1993 est désormais disponible en anglais, en français, en espagnol et en ukrainien et devrait être publié en russe et en khmer en 2011[45]. Comme il a été dit plus haut, le deuxième Guide de bonnes pratiques, consacré à l'agrément et aux organismes d'adoption, a été examiné et approuvé par les États qui ont participé à la Commission spéciale.
La publication de la version définitive est prévue en 2011.

d *Tremblement de terre en Haïti*

Après le terrible séisme du 12 janvier 2010, le Bureau Permanent a publié une Note d'information le 20 janvier 2010 à l'intention des États et des Autorités centrales en vertu de la Convention de 1993 ainsi qu'un communiqué de presse[46] afin d'attirer l'attention sur plusieurs questions touchant à l'adoption internationale d'enfants. La Note d'information soulignait que bien qu'Haïti ne soit pas partie à la Convention de 1993, les réunions de la Commission spéciale de la Conférence sur le fonctionnement de la Convention avaient à maintes reprises exhorté tous les États parties à également appliquer ses garanties et principes aux États non parties. Elle soulignait que la première préoccupation devait être la protection des enfants et que toute décision d'évacuer un enfant devait par conséquent reposer sur des considérations de sécurité de l'enfant et ne devaient pas être confondues avec la procédure d'adoption internationale. Une catastrophe humanitaire telle qu'un tremblement de terre ne justifie pas de contourner les garanties indispensables à une adoption sans danger.

Convention Recouvrement des aliments et Protocole sur la loi applicable (2007)[47]

a *Promotion des ratifications et des adhésions*

Le 8 avril 2010, l'Union européenne a signé et ratifié (accepté) le Protocole de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires et déclaré conformément à son article 24 qu'elle exerce sa compétence sur toutes les matières régies par le Protocole.

---

43 Voir aussi le chapitre intitulé « Développements régionaux / Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique ».

44 Pour l'ensemble de la documentation relative à la Commission spéciale, voir le site de la Conférence, rubrique « Espace Adoption internationale », puis « Commissions spéciales ».

45 Toutes les versions du Guide de bonnes pratiques sont accessibles sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Publications ». Une traduction chinoise du Guide devrait être publiée sur le site en 2011.

46 Voir le site de la Conférence, rubrique « Actualités et événements 2010 ».

47 *Convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants* et *Protocole du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires.*

The Special Commission recognised the great value of the Intercountry Adoption Technical Assistance Programme (ICATAP), which has already provided technical assistance and training for several States. The work undertaken to support the effective implementation of the Convention under the aegis of the International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance was regarded as essential for the proper functioning of the Convention. Following the Special Commission, 11 States requested specific technical assistance and support.[43] The Report of the Special Commission is expected to be released in 2011. The 42 Conclusions and Recommendations of the Special Commission are available on the Hague Conference website.[44]

c *Guides to Good Practice*

The first Guide to Good Practice on the operation of the 1993 Intercountry Adoption is now available in English, French, Spanish and Ukrainian. Russian and Khmer versions of the Guide are expected to be published in 2011.[45] As mentioned above, the second Guide to Good Practice on the subject of accreditation and adoption bodies was discussed and endorsed by participating States during the Special Commission. The Permanent Bureau expects the final version to be released in 2011.

d *Haiti Earthquake*

Following the devastating earthquake in Haiti on 12 January 2010, the Permanent Bureau on 20 January 2010 issued an Information Note to States and Central Authorities under the 1993 Convention and a Press Release to draw attention to several issues relating to intercountry adoption of children. The Note pointed out that although Haiti was not a Party to the 1993 Convention, Hague Conference Special Commission meetings on the operation of the Convention had repeatedly urged all States Parties to apply its safeguards and principles also to non-State Parties. The Note emphasised that the primary concern following the earthquake should be the protection of children. Therefore, any decision to evacuate a child should be based on considerations of the child's safety and should not be confused with the intercountry adoption process. A humanitarian disaster such as an earthquake should not be a reason for bypassing essential safeguards for safe adoption.

Child Support Convention and Protocol on Applicable Law (2007)[47]

a *Promoting ratifications and accessions*

On 8 April 2010, the EU signed and ratified (accepted) the 2007 Child Support Protocol and declared in accordance with Article 24 of the Protocol that it exercises competence over all matters governed by the Protocol.

---

43 See also the chapter on "Regional Developments / International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance".

44 For all documentation regarding the Special Commission see the Hague Conference website under "Intercountry Adoption Section" then "Special Commissions".

45 All versions of the Guide to Good Practice are available on the Hague Conference website under "Publications". A Chinese translation of the Guide is expected to be added to the website in 2011.

46 See the Hague Conference website under "News & Events 2010".

47 *Hague Convention of 23 November 2007 on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance* and *Hague Protocol of 23 November 2007 on the Law Applicable to Maintenance Obligations*.

L'Union européenne a déclaré en outre que la conclusion du Protocole liait tous ses États membres (à l'exception du Danemark et du Royaume-Uni[48]) et qu'elle appliquera les règles du Protocole à titre provisoire à compter du 18 juin 2011, date d'application du Règlement du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires[49] si le Protocole n'est pas encore entré en vigueur à cette date[50]. Au 31 décembre 2010, quatre États avaient signé la Convention Recouvrement des aliments de 2007 : le Burkina Faso, les États-Unis d'Amérique, la Norvège et l'Ukraine[51].

b *Suivi de la Commission spéciale sur la mise en œuvre*

La Commission spéciale de novembre 2009 sur la mise en œuvre de la Convention Recouvrement des aliments de 2007 a recommandé au Conseil sur les affaires générales et la politique de considérer tout particulièrement les avantages liés à la mise en place d'un groupe de travail chargé de la coopération entre les Autorités centrales (ACWG). Sur recommandation du Bureau Permanent, le Conseil de 2010 a accepté de reporter l'examen de l'installation officielle d'un comité permanent de coopération entre Autorités centrales jusqu'à la désignation d'un nombre suffisant d'Autorités centrales en vertu de la Convention Recouvrement des aliments de 2007. Entre-temps, le groupe de travail a poursuivi ses travaux sous la forme d'un forum de discussion sur la coopération administrative. En août 2010, le Bureau Permanent a publié la version finale des Formulaires recommandés, fruit de plusieurs années de travail du groupe de travail sur les formulaires et du sous-comité chargé des profils d'État. La version électronique du Profil d'État sera parachevée sous réserve des ressources disponibles du Bureau Permanent. Ces formulaires offrent une base utile aux échanges d'informations entre les États et au respect de leurs obligations en vertu de la Convention[52].

c *Manuel pratique*

L'élaboration du Manuel pratique à l'intention des responsables de dossiers concernant la Convention Recouvrement des aliments de 2007 s'est poursuivie en 2010. Le projet sera diffusé aux États pour adoption courant 2011.

d *iSupport*

Le système informatique iSupport est conçu pour faciliter la mise en œuvre efficace de la Convention Recouvrement des aliments de 2007 et favoriser l'homogénéité des pratiques des différents États contractants[53]. En 2010, le Bureau Permanent a continué à rechercher des collaborations avec les gouvernements et les prestataires de services (éditeurs de logiciels et banques) pour le développement et la mise en œuvre du système.

---

48 En vertu des articles 1er et 2 du Protocole sur la position du Danemark et du Protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande, annexés au Traité sur l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne.

49 Le Règlement du Conseil (CE) No 4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires est entré en vigueur le 30 janvier 2009 : *Journal officiel de l'Union européenne*, L-7, p. 1 (2009/4/CE).

50 Conformément à l'article 25 du Protocole.

51 La Convention a été approuvée par le Sénat des États-Unis d'Amérique le 29 septembre 2010.

52 Voir Acte final de la Vingt et unième session du 23 novembre 2007 sur le site de la Conférence, rubrique « Conventions », puis « Convention du 23 novembre 2007 » ; tous les autres documents relatifs à la Commission spéciale sur la mise en œuvre sont accessibles sous la rubrique « Travaux en cours », puis « Obligations alimentaires ».

53 Outre la gestion des dossiers, le système pourrait donner des instructions aux banques en matière de virement électronique de fonds et envoyer et recevoir des demandes électroniques sécurisées en vertu de la Convention. Il pourrait également produire les statistiques requises aux fins du suivi du fonctionnement de la Convention.

The EU declared that its Member States shall be bound by the Protocol by virtue of its conclusion by the EU (with the exception of Denmark and the United Kingdom).[48] The EU declared that it will apply the rules of the Protocol provisionally as of 18 June 2011, the date of application of the Council Regulation of 18 December 2008 on jurisdiction, applicable law, recognition and enforcement of decisions and co-operation in matters relating to maintenance obligations,[49] if the Protocol has not already entered into force by that date.[50] On 31 December 2010, four States had signed the 2007 Child Support Convention: Burkina Faso, Norway, Ukraine and the United States of America.[51]

b *Follow-up Special Commission on implementation*

The Special Commission on the implementation of the 2007 Child Support Convention held in November 2009 recommended to the Council on General Affairs and Policy that it give serious consideration to the merits of establishing a Central Authority Co-operation Working Group (ACWG). Upon the recommendation of the Permanent Bureau, the 2010 Council agreed to defer consideration of the formal establishment of the ACWG until a time when there is a sufficient number of Central Authorities designated under the 2007 Child Support Convention. In the interim, the ACWG continued its work as a forum for discussion of issues of administrative co-operation. In August 2010, the Permanent Bureau published the final version of the Recommended Forms that followed many years of work by the Forms Working Group and the Country-Profile Sub-Committee. The electronic version of the Country Profile will be finalised subject to the available resources of the Permanent Bureau. These forms provide a useful basis for States to share information and comply with their obligations under the Convention.[52]

c *Practical Handbook*

Work on a Practical Handbook for Caseworkers on the 2007 Child Support Convention continued during 2010. The draft for a Practical Handbook will be circulated to States for adoption during the course of 2011.

d *iSupport*

The purpose of the iSupport information technology system is to assist the effective implementation of the 2007 Child Support Convention and to promote consistency in practice in the different Contracting States.[53] During 2010, the Permanent Bureau continued seeking collaboration with both governments and service providers (information technology vendors and banks) in the development and implementation of the system.

---

48 By virtue of Articles 1 and 2 of the Protocol on the position of Denmark and of the Protocol on the position of the United Kingdom and Ireland, annexed to the Treaty on European Union and to the Treaty establishing the European Union.

49 Council Regulation (EC) No 4/2009 of 18 December 2008 on jurisdiction, applicable law, recognition and enforcement of decisions and co-operation in matters relating to maintenance obligations entered into force on 30 January 2009: *Official Journal of the European Union*, L-7, p. 1 (2009/4/EC).

50 In accordance with Article 25 of the Protocol.

51 On 29 September 2010, the Convention was approved by the Senate of the United States of America.

52 See the Final Act of the Twenty-First Session of 23 November 2007, on the Hague Conference website under "Conventions" then "Convention of 23 November 2007"; all other documents regarding the Special Commission on implementation can be found under "Work in Progress" then "Maintenance Obligations".

53 In addition to the management of cases, the system could provide instructions to banks with regard to electronic transfer of funds and could send and receive secure online applications under the Convention. The system could also generate the required statistics as part of the means of monitoring the operation of the Convention.

Convention Protection des adultes (2000)[54]

a *Promotion des ratifications et des adhésions*

En 2010, la Finlande et l'Estonie ont ratifié la Convention. Le Bureau Permanent a pris contact avec le Secrétariat de la *Convention des Nations Unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées (New York)* afin d'étudier les possibilités de coopération pour promouvoir la Convention de La Haye en tant qu'outil complémentaire de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies, dans le même esprit que ce qui existe avec le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Les principes directeurs et les dispositions de la Convention des Nations Unies et de la Convention de La Haye ont été affirmés lors du premier congrès mondial sur la protection juridique des majeurs, qui s'est tenu à Yokohama, Japon, du 2 au 4 octobre 2010[55].

54 *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes.*

55 Voir la Déclaration de Yokohama du 4 octobre 2010, publiée à l'adresse : http://www.international-guardianship.com/yokohama-declaration.htm (dernière consultation le premier mars 2011).

Protection of Adults Convention (2000)[54]

a *Promoting ratifications and accessions*

During 2010, the Convention was ratified by Finland and Estonia. The Permanent Bureau established informal contacts with the Secretariat for the *United Nations Convention of 13 December 2006 on the Rights of Persons with Disabilities* (New York), in order to explore the possibility of co-operation with regard to the promotion of the Hague Convention as a further tool to implement the UN Convention, along the lines of that existing with the UN CRC Committee. The guiding principles and provisions of both the UN Convention and the Hague Convention were affirmed by the first World Congress on Adult Guardianship Law, held in Yokohama, Japan, from 2 to 4 October 2010.[55]

54 *Hague Convention of 13 January 2000 on the International Protection of Adults.*

55 See the Yokohama Declaration of 4 October 2010, published at http://www.international-guardianship.com/yokohama-declaration.htm (last consulted 1 March 2011).

> Entraide judiciaire et administrative et contentieux international

Convention Apostille (1961)[56]

a *Promotion des ratifications et des adhésions*

Après l'adhésion du Pérou et du Kirghizistan en 2010, la Convention Apostille de 1961 comptait 99 États contractants au 31 décembre 2010. Cette Convention, qui s'applique sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne, continue de rallier de nouveaux États sur tous les continents, ce qui confirme son intérêt et son importance pratique à l'échelle mondiale. Cependant, le grand nombre d'Apostilles délivrées quotidiennement dans le monde et la diversité des pratiques et des cultures administratives requièrent de sérieux efforts pour assurer une application cohérente de cet instrument.

b *Manuel pratique / Guide succinct concernant la mise en œuvre / ABC de l'Apostille*

La Commission spéciale de 2009 a encouragé le Bureau Permanent à mener à bien, sous réserve des ressources disponibles, l'élaboration d'un Manuel pratique complet sur le fonctionnement de la Convention Apostille de 1961 en concertation avec les États parties et les Membres de la Conférence[57]. Pour exécuter ce mandat, le Bureau Permanent procède en trois temps. Tout d'abord, une brochure intitulée « L'ABC de l'Apostille » a été publiée en 2010 ; elle est surtout conçue pour aider les utilisateurs (personnes physiques et entreprises) du système d'Apostilles en leur apportant des réponses brèves et pratiques aux questions les plus fréquentes[58]. Cette brochure sera suivie d'un Guide succinct concernant la mise en œuvre destiné à aider les autorités des nouveaux États contractants, de ceux qui envisagent d'adhérer à la Convention ou de ceux qui préparent activement sa mise en œuvre[59]. Enfin, ces deux ouvrages seront complétés par un Manuel pratique exhaustif destiné aux Autorités compétentes, qui examinera le mécanisme détaillé du fonctionnement de la Convention et développera les points abordés dans la brochure et dans le Guide succinct dans la mesure où ils intéressent les fonctions des Autorités compétentes. Ce Manuel est en cours de rédaction (avec l'assistance de M. Bill Fritzlen, du Département d'État des États-Unis d'Amérique).

c *Programme pilote d'Apostilles électroniques (e-APP)*[60]

Dans le cadre du Programme pilote d'Apostilles électroniques (e-APP), la Conférence de La Haye et la *National Notary Association* des États-Unis d'Amérique (NNA), en concertation avec les États intéressés développent, promeuvent et facilitent la mise en œuvre de modèles de logiciels peu onéreux, opérationnels et sécurisés pour (i) l'émission et l'utilisation d'Apostilles électroniques (e-Apostilles) et (ii) la gestion de registres électroniques d'Apostilles (e-Registres). Parce que l'e-APP apporte une sécurité très supérieure à celle qui prévaut dans un environnement papier, c'est un puissant outil de lutte contre la fraude dans le contexte de la montée en puissance des échanges d'actes officiels sensibles entre les États – extraits d'actes de naissance, actes notariés, documents afférents à l'adoption internationale et diplômes.

---

56 *Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers.*

57 Voir aussi les Conclusions et Recommandations adoptées par la Commission spéciale de 2003 sur le fonctionnement pratique des Conventions Apostille, Notification et Obtention des preuves, accessibles sur le site de la Conférence, dans l'« Espace Apostille ».

58 Cette brochure est publiée en format électronique sur le site de la Conférence en anglais, en français et en espagnol, et en version imprimée en anglais et en français. Le texte est également disponible en allemand et en russe ; une publication imprimée en espagnol, en allemand et en russe est à l'étude.

59 Les États membres et les États contractants ont été invités à examiner le projet du Guide succinct concernant la mise en œuvre en janvier 2011.

60 Pour le site officiel de l'e-APP, voir < www.e-APP.info >.

> International legal co-operation and litigation

Apostille Convention (1961)[56]

a *Promoting ratifications and accessions*

In 2010, Peru and Kyrgyzstan acceded to the 1961 Apostille Convention. On 31 December 2010, the Convention counted 99 Contracting States and applies in all 27 EU Member States. The Convention continues to attract new States from all continents, which confirms its continuing relevance and global practical importance. However, the great number of Apostilles issued around the world each day, and the diversity of administrative practices and cultures, require a significant effort to assure cohesion in the application of the Convention.

b *Practical Handbook / Brief Implementation Guide / ABCs of Apostilles*

The 2009 Special Commission encouraged the Permanent Bureau to finalise, subject to available resources, a comprehensive Practical Handbook on the Operation of the 1961 Apostille Convention in consultation with States Parties and Members of the Hague Conference.[57] The Permanent Bureau is carrying out this mandate in three stages. The first stage was the publication in 2010 of the brochure entitled 'The ABCs of Apostilles', which is designed primarily to assist users (individuals and businesses) of the Apostille system by providing them short and practical answers to the most frequently asked questions.[58]
A draft Brief Implementation Guide represents the second stage and is designed to assist the authorities in new or potential Contracting States that are assessing the possibility of accession to the 1961 Apostille Convention or that are actively preparing its implementation.[59]
The final stage will be the production of the comprehensive Practical Handbook, which will be directed to Competent Authorities. This publication will address the technical aspects of the Convention's operation in detail, and will build on the matters addressed in the brochure and Brief Implementation Guide as far as is relevant to the function of Competent Authorities. Work on the Handbook is ongoing (with the assistance of Mr Bill Fritzlen from the Department of State of the United States of America).

c *Electronic Apostille Pilot Program (e-APP)*[60]

Under the electronic Apostille Pilot Program (e-APP), the Hague Conference and the National Notary Association of the United States of America, together with interested States, are developing, promoting and assisting in the implementation of low-cost, operational and secured software models for (i) the issue and use of electronic Apostilles (e-Apostilles), and (ii) the operation of electronic Registers of Apostilles (e-Registers). Because the e-APP provides security that far exceeds standards in a paper-only environment, the e-APP is a powerful tool to combat fraud as more and more sensitive public documents – including

56 *Hague Convention of 5 October 1961 Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents.*

57 See also Conclusions and Recommendations adopted by the Special Commission on the practical operation of the Apostille, Service and Evidence Conventions held in 2003, available on the Hague Conference website under "Apostille Section".

58 The brochure is available on the Hague Conference website in English, French and Spanish. A paper version is available in English and French. The text of the brochure is also available in German and Russian. Options are being explored for a paper publication in Spanish, German and Russian.

59 Member States and Contracting States were invited to review an exposure draft of the Brief Implementation Guide in January 2011.

60 For the official website of the e-APP, see < www.e-APP.info >.

Dans ses Conclusions et Recommandations, la Commission spéciale de 2009 s'est félicitée de la poursuite du développement de l'e-APP et a relevé que plusieurs systèmes juridiques commençaient à l'utiliser. Au 31 décembre 2010, 14 systèmes juridiques avaient mis en œuvre au moins une composante de l'e-APP[61]. En mai 2010, l'Union européenne a accordé un important soutien financier à l'e-APP dans le cadre du Projet de l'e-APP pour l'Europe. Ce projet, qui est géré par le Bureau Permanent en partenariat avec l'Espagne, auxquels se sont associés la Finlande, la France et la République tchèque, est présenté plus amplement au chapitre consacré au Programme d'assistance technique spécifique aux Conventions[62].

Convention Notification (1965)[63]

a *Promotion des ratifications et des adhésions*

L'Australie et la Serbie ayant adhéré à la Convention Notification de 1965, celle-ci comptait 62 États contractants au 31 décembre 2010.

b *Manuel pratique sur la Convention Notification de 1965*

L'édition 2006, entièrement révisée et enrichie, du *Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention Notification de 1965* est disponible en anglais et en français et s'accompagne d'un livre électronique (e-livre) facile d'emploi, qui permet d'effectuer des recherches par mot clé, donne des explications détaillées sur le fonctionnement général de la Convention et présente des commentaires autorisés sur les principales questions qui se sont posées dans la pratique au cours des 40 dernières années. Le Manuel pratique, qui est couramment utilisé et cité dans de nombreuses décisions judiciaires, est également publié en russe[64], en chinois (traditionnel et simplifié) et en portugais[65]. Par ailleurs, le texte existe en espagnol, mais il n'est pas publié pour l'instant faute de ressources. La publication d'éditions en ukrainien et en roumain est à l'étude. La Commission spéciale de 2009 a encouragé le Bureau Permanent à entreprendre, sous réserve des ressources disponibles, une mise à jour du Manuel pratique. L'« Espace Notification » du site de la Conférence présente tout un ensemble d'informations pratiques sur le fonctionnement de la Convention dans les États parties, notamment les dispositions de droit interne applicables.

Convention Obtention des preuves (1970)[66]

a *Promotion des ratifications et des adhésions*

L'année 2010 a été marquée par l'adhésion de l'Albanie et de la Serbie. Au 31 décembre 2010, la Convention Obtention des preuves de 1970 comptait ainsi 52 États contractants.

---

61 L'e-Apostille est mise en œuvre en Colombie, en Espagne (Murcie), aux États-Unis d'Amérique (Kansas) et en Nouvelle-Zélande ; un e-Registre est opérationnel en Andorre, en Belgique, en Bulgarie, en Colombie, aux États-Unis d'Amérique (Californie, Caroline du Nord, Rhode Island et Texas ; cependant, les e-Registres de la Californie et de la Caroline du Nord ne sont pas encore parfaitement compatibles avec l'e-APP), en Géorgie, au Mexique (District fédéral), en République de Moldavie et en Nouvelle-Zélande.

62 Le Projet de l'e-APP pour l'Europe est décrit plus précisément au chapitre intitulé « Développements régionaux / Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique ».

63 *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale.*

64 Grâce à une généreuse contribution du gouvernement canadien.

65 Grâce à une généreuse contribution du gouvernement de la Région administrative spéciale de Macao.

66 *Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale.*

birth certificates, notarial acts, international adoption papers and education diplomas and degrees – are exchanged between States. In its Conclusions and Recommendations, the 2009 Special Commission welcomed the continuing development of the e-APP and noted its entry into practical use in various jurisdictions. As of 31 December 2010, 14 jurisdictions had implemented one or both of the e-APP components.[61] In May 2010 the European Union accorded substantial financial support to the e-APP as part of the *e-APP for Europe project*. This project, which is managed by the Permanent Bureau with Spain as partner and the Czech Republic, Finland and France as associate partners, is described in more detail in the chapter on the Convention-Specific Technical Assistance Programme.[62]

Service Convention (1965)[63]

a *Promoting ratifications and accessions*

In 2010 Australia and Serbia acceded to the 1965 Service Convention. On 31 December 2010 the Convention counted 62 Contracting States.

b *Practical Handbook on the 1965 Service Convention*

The entirely revised and enhanced 2006 edition of the *Practical Handbook on the Operation of the 1965 Service Convention* is available in English and French and is accompanied by an electronic book (e-book) which is easy to use and permits keyword searches, provides in-depth explanations on the general operation of the Convention, as well as authorised comments on the main issues raised by practice over the last 40 years. The Practical Handbook is being used widely and quoted in numerous court decisions. It is available in Russian[64] and translations in Chinese (both traditional and simplified Chinese) and Portuguese have become available.[65] Furthermore, the text of the Handbook exists in Spanish but so far has not been published due to lack of resources. The possibility of publishing editions of the Handbook in Ukrainian and Romanian is also being examined. The 2009 Special Commission encouraged the Permanent Bureau to commence work, subject to available resources, on an updated edition of the Practical Handbook. The 'Service Section' of the Hague Conference website offers a wide variety of information on the practical operation of the Convention in the States Parties to the Convention, including the relevant provisions of domestic law.

Evidence Convention (1970)[66]

a *Promoting ratifications and accessions*

Albania and Serbia acceded in 2010 to the 1970 Evidence Convention. On 31 December 2010, the Convention counted 52 Contracting States.

---

61 The jurisdictions that implemented the e-Apostille are Colombia, New Zealand, Spain (Murcia) and the United States of America (Kansas); the jurisdictions that implemented the e-Register are Andorra, Belgium, Bulgaria, Colombia, Georgia, Mexico (Federal District), New Zealand, Republic of Moldova, United States of America (California, North Carolina, Rhode Island and Texas; the e-Registers of California and North Carolina are, however, not yet fully e-APP compatible).

62 The e-APP for Europe project will be described in more detail in the chapter on "Regional Developments / International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance".

63 *Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters.*

64 Thanks to the generous contribution of the Canadian Government.

65 Thanks to the generous contribution of the Government of the Macau Special Administrative Region.

66 *Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters.*

b *Manuel pratique sur la Convention Obtention des preuves de 1970*

La Commission spéciale de 2009 a invité le Bureau Permanent, sous réserve des ressources disponibles et en étroite concertation avec les États intéressés, à préparer une nouvelle édition du Manuel pratique et à étudier les possibilités d'en publier une version électronique dans un futur « Espace Preuves » du site de la Conférence. En septembre 2010, la Conférence a ouvert l'Espace Preuves, qui présente des informations pratiques détaillées sur les États contractants et réunit les documents explicatifs, des informations sur le fonctionnement et des documents de référence. La totalité du contenu de l'ancienne édition du Manuel pratique excepté la synthèse de la jurisprudence est désormais accessible dans cet Espace. Les réponses aux questions fréquentes, les graphiques explicatifs et les tableaux d'application, qui feront partie de la nouvelle édition enrichie, sont en cours d'achèvement et seront publiés sous forme électronique dans l'Espace Preuves. Une révision de la synthèse et des commentaires de la jurisprudence est en cours, et il est prévu d'insérer des conseils sur l'utilisation des liaisons vidéo dans le cadre de la Convention dans la nouvelle édition du Manuel.

Convention Élection de for (2005)[67]

a *Dialogue sur la mise en œuvre et liste récapitulative*

Au cours de l'été 2010, le Bureau Permanent a engagé un dialogue informel entre les États intéressés et les organisations régionales d'intégration économique (ORIE) qui envisagent de rejoindre la Convention Élection de for de 2005. Ce dialogue, qui s'inscrit dans les efforts continus du Bureau Permanent pour faciliter l'entrée en vigueur de cette Convention et la promouvoir partout dans le monde, est facilité par une liste de diffusion électronique gérée par le Bureau Permanent, à laquelle étaient inscrits, au 31 décembre 2010, des participants de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne, outre le Mexique, qui est le premier État contractant à la Convention. La participation est ouverte à tous les États et ORIE. Par ailleurs, le Bureau Permanent a élaboré un projet de Liste récapitulative de mise en œuvre destinée à aider les États ou ORIE qui envisagent de rejoindre la Convention de 2005. Après une première consultation des participants au dialogue sur la mise en œuvre début 2011, et la diffusion de la Liste récapitulative à tous les Membres de la Conférence, le Bureau Permanent compte publier sa version révisée sur le site de la Conférence.

b *Actes et documents de la Vingtième session*

En avril 2010, le Bureau Permanent a publié un volume des *Actes et documents de la Vingtième session* : Tome III, *Élection de for.* Les travaux relatifs à la publication des travaux préparatoires complets concernant le Projet sur les jugements et les autres matières diverses vont se poursuivre et en principe, les autres volumes de la Vingtième session seront publiés en 2012.

67 *Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for.*

b *Practical Handbook on the 1970 Evidence Convention*

The 2009 Special Commission invited the Permanent Bureau, subject to resources, and in close co-operation with interested States, to prepare a new edition of the Practical Handbook and to explore ways of making the next edition of the Handbook available in electronic form in a future 'Evidence Section' on the Hague Conference website. In September 2010, the Hague Conference launched the Evidence Section, which contains detailed practical information on Contracting States and brings together explanatory documentation, operational information, and reference material. All content of the old edition of the Practical Handbook excluding case law digest is now available on the Evidence Section. Responses to frequently asked questions, explanatory charts and application tables, which will form part of the new, more comprehensive edition of the Practical Handbook, are currently being finalised and will be published in electronic form on the Evidence Section. A revision of the digest on case law and commentary is ongoing, and it is expected that the new edition of the Practical Handbook will also include guidance on the use of video-link technology under the Evidence Convention.

Choice of Court Convention (2005)[67]

a *Implementation Initiative and Checklist*

In the summer of 2010 the Permanent Bureau launched an informal dialogue among interested States / REIOs that are considering joining the 2005 Choice of Court Convention. The initiative forms part of the Permanent Bureau's continuing efforts to facilitate the entry into force of the 2005 Choice of Court Convention and promote this Convention around the world. The dialogue is facilitated through an e-mail distribution list maintained by the Permanent Bureau, and as of 31 December 2010, involves participants from Argentina, Australia, Canada, the EU, New Zealand and the United States of America as well as Mexico as the first Contracting State to the Convention. Participation is open to all States and REIOs. In addition, the Permanent Bureau developed a draft Implementation Checklist which is designed to be a helpful tool for States / REIOs that are considering joining the 2005 Convention. After a first consultation with participants of the implementation dialogue in early 2011, and further circulation to all Members of the Hague Conference, the Permanent Bureau intends to upload the revised version of the Implementation Checklist on the Hague Conference website.

b *Proceedings of the Twentieth Session*

In April 2010, the Permanent Bureau published a volume of the Proceedings of the Twentieth Session: Tome III, *Choice of Court*. Work on publication of the complete *travaux préparatoires* concerning the Judgments Project and other Miscellaneous Matters will continue and it is hoped that the other volumes on the Twentieth Session will be published in 2012.

67 *Hague Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements.*

> Droit commercial et financier international

Convention Accidents de la circulation routière (1971)[68]

Le Maroc ayant adhéré à la Convention Accidents de la circulation routière en 2010, cette Convention comptait 20 États contractants au 31 décembre 2010. La Conférence suit attentivement l'étude des relations entre la Convention Accidents de la circulation routière de 1971 et le Règlement (CE) No 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (« Rome II »), qui ne prévoit pas de règles spécifiques pour les accidents de la circulation.

Convention Titres (2006)[69]

a *Promotion des ratifications et des adhésions*

En 2010, le Bureau Permanent a poursuivi la promotion de la Convention Titres de 2006, qui vise à conférer certitude et prévisibilité juridiques quant à la loi régissant certains aspects revêtant une importance pratique cruciale pour la détention et le transfert de titres intermédiés (c'est-à-dire des titres crédités sur un compte ouvert auprès d'un courtier, d'une chambre de compensation ou d'un autre intermédiaire). Au 31 décembre 2010, la Convention comptait deux États contractants et avait été signée par un État. Il suffira d'une autre ratification ou adhésion pour que cet instrument, qui est ouvert à tous les États, entre en vigueur.

En novembre 2010, la Commission européenne, par l'intermédiaire de sa Direction générale Marché intérieur et services, a soumis un deuxième document de consultation[70] sur le projet de Directive sur la certitude juridique de la détention et des transactions de titres (Directive Droit des titres) qui abordait également la question du conflit de lois. La Commission a invité les parties intéressées à faire part de leurs observations[71].

68 *Convention de La Haye du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière.*

69 *Convention de La Haye du 5 juillet 2006 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire.*

70 DG Markt G2 MET/OT/acg D(2010) 768690. Le premier document de consultation sur le sujet a été émis en juin 2009.

71 En janvier 2011, le Bureau Permanent a soumis une lettre à la Commission dans laquelle il indique que le régime de conflit de lois suggéré dans le document de consultation soulève d'importantes difficultés qui ne se posent pas dans le régime de conflit de lois adopté par la Convention Titres de 2006. Le Bureau Permanent a suggéré que la Commission adopte le champ d'application matériel de la Convention Titres de 2006 et son régime de conflit de lois. Le détail de la consultation, comprenant le document de consultation, la lettre soumise par le Bureau Permanent et d'autres contributions, est accessible sur le site Internet de la DG Marché intérieur et services à l'adresse : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2010/securities_fr.htm (dernière consultation le premier Mars 2011).

> International commercial and financial law

Traffic Accidents Convention (1971)[68]

In 2010 Morocco acceded to the Traffic Accidents Convention. On 31 December 2010, there were 20 Contracting States to this Convention. The Conference is closely following the study on the relationship between the 1971 Traffic Accidents Convention and Regulation (EC) No 864/2007 of the European Parliament and of the Council on the law applicable to non-contractual obligations ('Rome II'), which does not contain specific rules for traffic accidents.

Securities Convention (2006)[69]

a *Promoting ratifications and accessions*

During 2010 the Permanent Bureau continued to promote the 2006 Securities Convention which is designed to provide legal certainty and predictability as to the law governing issues that are of crucial practical importance for the holding and transfer of intermediated securities (*i.e.*, securities that are credited to an account with a broker, bank, clearing agency or other intermediary). On 31 December 2010, the Convention had two Contracting States and one State had signed the Convention. The Convention, which is open to all States, needs only one more ratification or accession in order to enter into force.

In November 2010 the European Commission, through its Internal Market and Services Directorate General, submitted a second Consultation Document[70] on the draft Directive on legal certainty of securities holding and transactions (Securities Law Directive) which also addressed the conflict of laws issue. The Commission invited any interested parties to submit their comments.[71]

68 *Hague Convention of 4 May 1971 on the Law Applicable to Traffic Accidents.*

69 *Hague Convention of 5 July 2006 on the Law Applicable to Certain Rights in Respect of Securities held with an Intermediary.*

70 DG Markt G2 MET/OTacgD(2010) 768690. The First Consultation Document on the subject matter was issued in June 2009.

71 In January 2011 the Permanent Bureau submitted a letter to the Commission in which it sets out that the conflict of laws regime suggested in the Consultation Document raises important and difficult issues which do not arise under the conflict of law regime adopted in the 2006 Securities Convention. The Permanent Bureau suggested the Commission adopt the substantive scope of the 2006 Securities Convention and its conflict of law regime. Details of the consultation, including the Consultation Document, a copy of the letter submitted by the Permanent Bureau and other contributions, are available on the DG Internal Market and Services website at < http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2010/securities_en.htm > (last consulted 1 March 2011)".

Développements régionaux | Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique

Regional Developments | International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance

> Développements régionaux

En 2010, le Bureau Permanent a poursuivi son expansion dans certaines régions ciblées : Amériques, Afrique, Asie-Pacifique, Communauté des États indépendants et Europe de l'Est. Les activités menées au niveau régional encouragent la coopération et la coordination entre les États unis par des liens culturels, géographiques ou linguistiques particuliers, ce qui facilite une adaptation plus efficace des Conventions de La Haye aux cadres juridiques qu'ils partagent. Outre ses programmes régionaux, le Bureau Permanent a également poursuivi le projet de création de bureaux régionaux, qui facilitent l'accès des États à la Conférence. Les activités décrites ci-après ont été soutenues par le Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique.

Amériques

Le Programme spécial pour les États d'Amérique latine engagé par la Conférence en 2005[72] s'est considérablement développé, grâce au soutien et à la coordination assurés par le Collaborateur juridique de liaison pour l'Amérique latine, qui est aidé depuis 2009 par un Assistant juridique à temps partiel. Ensemble, ils répondent aux demandes de fonctionnaires, de juges, de praticiens et d'universitaires de la région, aident à la préparation des séminaires régionaux et apportent un soutien logistique et organisationnel, assurent la révision et la traduction des documents et communiquent avec les Organes nationaux et les Autorités centrales afin d'encourager une plus forte participation aux activités de la Conférence telles que les questionnaires et les Commission spéciales, tous ces services apportant un appui essentiel aux activités menées dans la région.

Conformément à l'objectif stratégique de renforcement de la coopération de la Conférence avec la région et d'expansion de sa présence régionale, le Secrétaire général a signé le 7 mai 2010 un accord de coopération avec le Mercosur. Cosigné par les Ministres de la Justice des membres du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et de ses États associés (Bolivie, Chili, Équateur et Pérou), cet accord est entré en vigueur immédiatement. D'autre part, un accord officialisant le soutien apporté par le gouvernement argentin au bureau du Collaborateur juridique de liaison pour l'Amérique latine a été conclu avec le gouvernement argentin. Cet accord doit recueillir l'approbation du Parlement.

L'année 2010 s'est également révélée très riche en événements, dont le premier a conduit à la création du réseau national mexicain de juges. La Cour supérieure du District fédéral du Mexique ayant demandé en décembre 2009 au Bureau Permanent de l'aider à organiser la Première Rencontre du réseau national de juges mexicains en février 2010, le Centre a pu organiser la rencontre grâce au généreux soutien financier de l'Allemagne et du Canada. Cet événement a réuni 60 juges représentant 29 des 32 états mexicains. La présentation principale a été donnée par le juge Javier Forcada, le membre espagnol du Réseau international de juges de La Haye, qui a présenté le réseau national de juges créé en Espagne dix ans auparavant et a également évoqué les liens entre le Réseau de La Haye, IberRed, et le Réseau judiciaire européen. C'est de cette rencontre qu'est née l'idée de la constitution du réseau national mexicain de juges. Autre événement notable, la rencontre latino-américaine des Autorités centrales des États d'origine en matière d'adoption internationale, qui s'est tenue du 28 au 30 avril 2010 à Santiago, Chili.

72 Les États qui restent parties prenantes du Programme spécial sont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la République dominicaine, El Salvador, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela, ainsi que le Canada, l'Espagne et les États-Unis d'Amérique.

> Regional developments

In 2010 the Permanent Bureau continued to expand its regional presence in certain targeted areas: the Americas, Africa, Asia-Pacific, the Commonwealth of Independent States and Eastern Europe. Activities on a regional level encourage co-operation and co-ordination among States with special cultural, geographic and linguistic ties. In turn, this facilitates more effective adaptation of the Hague Conventions to the particular legal environments shared by States in a region. In addition to its regional programmes, the Permanent Bureau has also continued to pursue the establishment of regional offices as a means of providing greater access for States to the Hague Conference. The activities described below were supported by the International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance.

The Americas

Beginning in 2005, the Hague Conference embarked on a Special Programme for Latin American States.[72] The expansion of this programme over the past six years was made possible by the support and co-ordination of the Liaison Legal Officer for Latin America. In addition, the Special Programme for Latin America has benefitted from the work of a part-time Legal Assistant, who has been working for the Liaison Legal Officer for Latin America since 2009. They continue to provide essential support to activities in the region by providing the following services: responding to requests from officials, judges, practitioners and academics in the Region; assisting with the preparation of regional seminars and providing logistical and organisational support; revising and translating documents; and communicating with National Organs and Central Authorities to encourage greater participation in Hague Conference activities such as the completion of questionnaires and attending Special Commissions.

In the context of implementing the Hague Conference's strategic aim of reinforcing its co-operation with, and its presence in the region, the Secretary General, on 7 May 2010, signed an agreement concerning co-operation with MERCOSUR. The agreement was co-signed by the Ministers of Justice of the Members of MERCOSUR (Argentina, Brazil, Paraguay and Uruguay), as well as those of its Associate States (Bolivia, Chile, Ecuador and Peru). The agreement entered into force immediately. A formal agreement was also concluded with the Government of Argentina on the position of the Liaison Legal Officer for Latin America and his office. This agreement, which is subject to approval by the Parliament, formalised the support provided by the Argentine Government to this office.

The year also proved to be very productive in terms of programming in the region. The first notable event led to the establishment of a Mexican National Network of Judges. In December 2009, the Superior Court of the Federal District of Mexico contacted the Hague Conference and asked for assistance to organise the First Meeting of the Mexican National Network of Judges to be held by the end of February 2010. As a result, the Centre was able to organise the meeting due to generous financial support provided by Germany and Canada. The event was attended by 60 Judges representing 29 of the 32 Mexican states. The main presentation was delivered by Judge Javier Forcada, the Spanish member of the International Hague Network of Judges, who provided information on the National Network of Judges which was established in Spain ten years ago. He also referred to the link between the Hague Network, IberRed, and the European judicial network. The event set the foundation for the establishment of the Mexican National Network of Judges. The Latin American Meeting of Central Authorities for States of

72 States which continue to be involved in the Special Programme include Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, the Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Uruguay and Venezuela, as well as Canada, Spain and the United States of America.

À l'issue de cette rencontre, les Autorités centrales d'Amérique latine ont créé un groupe de travail afin de mieux coopérer et communiquer sur leur rôle en tant qu'États d'origine et leurs procédures d'adoption, d'échanger sur les difficultés et les solutions relatives à la mise en œuvre et au fonctionnement de la Convention, de tenir chaque État participant informé des lois et procédures des autres États participants en matière d'adoption, et d'élaborer des propositions communes à soumettre à la Troisième commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption internationale de 1993, qui s'est tenue en juin 2010[73].

Enfin, du 5 au 8 novembre 2010, des professionnels du droit – juges, praticiens, universitaires et fonctionnaires – ont participé au Brésil à deux séminaires apparentés sur la Convention Élection de for de 2005, consacrés au règlement des différends internationaux faisant appel aux instruments multilatéraux sur les sentences arbitrales, les accords d'élection de for et la compétence internationale en matière contractuelle. Ces séminaires ont été organisés dans le cadre du Programme spécial pour l'Amérique latine de la Conférence en coopération avec l'Université catholique de Rio de Janeiro (PUC-Rio) et le Ministère de la Justice brésilien (*Coordenação de Tratados e Foros Internacionais Departamento de Recuperação de Ativos e Cooperação Jurídica Internacional*) sous les auspices de la Présidence brésilienne du Mercosur (séminaire de Brasilia). L'objectif était de réunir des juges, des avocats et d'autres professionnels du droit pour qu'ils puissent s'informer et partager leurs expériences sur les instruments multilatéraux tels que la Convention Élection de for de 2005, qui peuvent permettre une plus grande certitude juridique dans la région.

Processus de Malte

Le groupe de travail sur la médiation dans le cadre du Processus de Malte[74] a parachevé en 2010 les Principes pour la mise en œuvre de structures de médiation dans le cadre du Processus de Malte et le Mémoire explicatif sur les Principes[75]. Conformément aux Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence de 2009, ce groupe de travail a été constitué en 2009 en vue de promouvoir le développement de structures de médiation visant à faciliter la résolution des différends internationaux concernant la garde des enfants ou les contacts avec les enfants qui impliquent des États non parties aux Conventions Enlèvement d'enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996. Formé d'un petit nombre d'experts indépendants et d'experts de 12 États dont certains sont des États contractants (Allemagne, Australie, Canada, Égypte, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Jordanie, Malaisie, Maroc[76], Pakistan et Royaume-Uni), ce groupe de travail est coprésidé par Mme Lilian Thompson (Canada) et le Juge Tassaduq Hussain Jillani (Pakistan). En 2010, ses membres ont échangé par écrit et se sont également réunis au Canada. Après la finalisation des Principes, certains États membres du groupe de travail ont pris des mesures en vue de leur mise en œuvre sur leur territoire. Les Principes seront soumis à la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996.

73 Voir aussi le chapitre intitulé « Services post-conventionnels ».

74 Voir Rapport annuel 2009, p. 60-61.

75 Les « Principes pour la mise en œuvre de structures de médiation dans le cadre du Processus de Malte » et le Mémoire explicatif sur les Principes sont accessibles sur le site de la Conférence en anglais, en français et en arabe dans l'« Espace Enlèvement d'enfants », puis « Médiation transfrontière en matière familiale ».

76 Le Maroc a adhéré à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 le 9 mars 2010 (entrée en vigueur le premier juin 2010).

Origin in relation to Intercountry Adoption was held from 28 to 30 April 2010 in Santiago, Chile. The meeting led to the creation of a working group among the Central Authorities in Latin America in order to improve co-operation and communication between them regarding their role as States of origin and their adoption procedures; sharing common challenges and solutions to implementation and operation of the Convention; updates for each participating State on the content of other participating States' adoption laws and procedures; and preparation of common proposals to be submitted to the Third Special Commission to review the practical operation of the 1993 Intercountry Adoption Convention, held in June 2010.[73]

Finally, on 5 and 8 November 2010, legal professionals including judges, practitioners, academics and government officials attended two interconnected events in Brazil on the 2005 Choice of Court Convention. The Brazil events focused on the settlement of international disputes with the support of multilateral instruments on arbitral awards, choice of court agreements, and international jurisdiction for contractual matters. The events were organised as part of the Hague Conference Special Programme for Latin America, in co-operation with *Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro* (Rio de Janeiro seminar) and the Brazilian Ministry of Justice (*Coordenação de Tratados e Foros Internacionais Departamento de Recuperação de Ativos e Cooperação Jurídica Internacional*) under the auspices of the Brazilian Presidency of Mercosur (Brasilia seminar). The goal of these seminars was to bring together judges and practicing lawyers, as well as other legal professionals to provide information and exchange experiences on multilateral instruments such as the 2005 Choice of Court Convention, that have the ability to facilitate greater legal certainty in the region.

The Malta Process

The Working Party on Mediation in the context of the Malta Process[74], finalised in 2010 the Principles for the establishment of Mediation Structures in the context of the Malta Process as well as the Explanatory Memorandum on the Principles.[75] Following the Conclusions and Recommendations of the 2009 Council on General Affairs and Policy of the Conference, the Working Party was established in 2009 to promote the development of mediation structures to help resolve cross-border disputes concerning custody of or contact with children involving States that are not a party to the 1980 Child Abduction Convention and the 1996 Child Protection Convention. The Working Party consists of a small number of independent experts and experts from 12 States, partly Contracting States (Australia, Canada, Egypt, France, Germany, India, Jordan, Malaysia, Morocco,[76] Pakistan the United Kingdom and the United States of America). The Working Party is co-chaired by Mrs Lilian Thompson (Canada) and Mr Justice Tassaduq Hussain Jillani (Pakistan). The Working Party progressed in 2010 through written exchanges and an in-person meeting in Canada. Following the finalisation of the Principles, some of the States participating in the Working Party have undertaken first steps towards the implementation of the Principles in their jurisdiction. The Principles will be submitted to the Sixth Meeting of the Special Commission to review the operation of the 1980 Child Abduction and 1996 Child Protection Convention.

73 See also the chapter on "Post-Convention Services".

74 See Annual Report 2009, pp. 60-61.

75 The "Principles for the establishment of mediation structures in the context of the Malta Process" as well as the Explanatory Memorandum on the Principles are available on the Hague Conference website in English, French and Arabic under "Child Abduction Section" then "Cross-border family mediation".

76 Morocco acceded to the 1980 Child Abduction Convention on 9 March 2010 (entry into force on 1 June 2010).

En lien avec le Processus de Malte, le Bureau Permanent a accueilli du 3 au 5 novembre 2010 une visite d'étude de juges et de fonctionnaires de haut niveau venus d'Algérie, d'Israël, de Jordanie, du Liban, du Maroc, de Tunisie et de l'Autorité palestinienne dans le cadre du programme Euromed[77]. La Conférence a également pris l'initiative d'un séminaire judiciaire marocain sur la protection transfrontière des enfants et des familles, qu'elle a organisé du 13 au 15 décembre 2010 à Rabat en coordination avec la Cour Suprême du Royaume du Maroc et TAIEX[78]. À cette occasion, les participants ont évoqué la protection transfrontière des enfants et des familles dans le cadre du Processus de Malte et plus particulièrement la Convention Protection des enfants de 1996, et étudié les possibilités de développer la coopération et les contacts entre les juges, de renforcer l'entraide administrative entre les États, les mesures pratiques nécessaires pour faciliter les visites transfrontières, les mesures pour prévenir l'enlèvement ou le détournement des droits de visite et promouvoir la coopération et les accords entre les parents, la protection des mineurs non accompagnés, le placement transfrontière des enfants, notamment les arrangements pris par l'institution de droit islamique kafala, la médiation transfrontière en matière familiale et l'échange d'informations concernant les lois et pratiques des différents systèmes juridiques[79].

Afrique[80]

Un séminaire sur la protection transfrontière des enfants en Afrique australe et orientale s'est déroulé du 22 au 25 février 2010 à Pretoria, Afrique du Sud. Organisé par le Bureau Permanent en concertation avec le gouvernement de la République d'Afrique du Sud et avec le généreux soutien de l'Unicef et du *Hague Forum for Judicial Expertise* (HFJE), il a réuni des fonctionnaires de haut rang, des juges, des universitaires, des chercheurs et d'autres experts de 13 pays d'Afrique[81], de l'*African Committee on the Rights and Welfare of the Child*, de l'Unicef et du Bureau Permanent. À cette occasion ont été abordés les problèmes résultant des mouvements transfrontières de mineurs non accompagnés, d'enfants réfugiés et déplacés, les enlèvements internationaux et la traite d'enfants. Les délégués ont en particulier envisagé le cadre pratique interétatique que peuvent constituer les Conventions de La Haye relatives aux enfants pour protéger ces derniers[82].

Une mission a été conduite à Madagascar du 18 au 22 octobre 2010 avec la Cour suprême de Madagascar et l'Unicef. L'objectif était de former l'Autorité centrale de Madagascar et des membres du corps judiciaire sur les spécificités de la Convention Adoption internationale de 1993 et de recenser les meilleures pratiques en matière de protection de l'enfant et d'adoption.

77 Des membres du Bureau Permanent sont intervenus dans le cadre de plusieurs séminaires du programme Euromed Justice II en Slovénie, en Grèce, en Belgique et aux Pays-Bas.

78 L'Allemagne, la Belgique, l'Égypte, l'Espagne, la France, la Jordanie, le Liban, le Maroc, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suisse, la Tunisie, la Turquie, la Commission européenne, l'Unicef, la Ligue des États arabes et le Service social international ont tous participé à cet événement.

79 Les Conclusions et Recommandations du Séminaire judiciaire marocain sur la protection transfrontière des enfants et des familles sont accessibles sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Actualités et événements 2010 ».

80 Les pays suivants ont participé au Projet de La Haye pour l'Afrique : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Somalie, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

81 Afrique du Sud, Angola, Botswana, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Namibie, Ouganda, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

82 Les Conclusions et Recommandations du séminaire sur la protection transfrontière des enfants en Afrique australe et orientale sont accessibles sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Actualités et événements 2010 ».

Also in light of the Malta Process, on 3 to 5 November 2010, the Permanent Bureau hosted a Euromed study visit of senior judges and government officials from Algeria, Israel, Jordan, Lebanon, Morocco, Tunisia and the Palestine Authority.[77] The Hague Conference also took the initiative for and organised the Morocco Judicial Seminar on Cross-Border Protection of Children and Families, which took place from 13 to 15 December 2010 in Rabat, in co-ordination with the Supreme Court of the Kingdom of Morocco and TAIEX.[78] Within the framework of the Malta Process, the Seminar discussed cross-border protection of children and families and, in particular, the 1996 Child Protection Convention. Moreover, the Seminar explored the development of closer co-operation and networking among judiciaries; the development of inter-State administrative co-operation; practical arrangements needed to facilitate transfrontier visits; measures to prevent abduction or abuse of visiting rights and promote parental co-operation and agreement; the protection of unaccompanied minors; cross-frontier placements of children including arrangements made by way of the Islamic law institution of kafala; cross-border mediation in family matters; and exchange of information concerning the laws and practices of the different legal systems.[79]

Africa[80]

A Seminar on Cross-Frontier Child Protection in the Southern and Eastern African Region was held from 22 to 25 February 2010 in Pretoria, South Africa. The Seminar, which was organised by the Permanent Bureau in co-operation with the Government of the Republic of South Africa and with the generous support of UNICEF and the Hague Forum for Judicial Expertise (HFJE), was attended by high officials, judges, academics, researchers and other experts from 13 African countries,[81] as well as the African Committee on the Rights and Welfare of the Child, UNICEF and the Permanent Bureau. The meeting focused on the problems resulting from cross-border movements of unaccompanied minors, refugee and displaced children, as well as international abductions and trafficking in children. In particular, delegates identified ways in which the Hague Children's Conventions can translate into a practical inter-State framework to protect children.[82]

From 18 to 22 October 2010, a mission was carried out in Madagascar with the Supreme Court of Madagascar and UNICEF. The objective of the mission was to train the Madagascar Central Authority as well as members of the judiciary on the specifics of the 1993 Intercountry Adoption Convention and to identify best practices on child protection and adoption.

77 Members of the Permanent Bureau participated as speakers in several seminars of the Euromed Justice II Programme in Slovenia, Greece, Belgium and The Netherlands.

78 Belgium, Egypt, France, Germany, Jordan, Lebanon, Morocco, the Netherlands, Spain, Switzerland, Tunisia, Turkey, the United Kingdom, the European Commission, Unicef, the League of Arab States, and the International Social Service all participated in this event.

79 The Conclusions and Recommendations for the Morocco Judicial Seminar on Cross-Border Protection of Children and Families can be found on the Hague Conference website under "News & Events 2010".

80 The Hague Project for Africa has in the past involved the following countries: Algeria, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Central African Republic, Chad, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypt, Equatorial Guinea, Eritrea, Ethiopia, Gabon, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Namibia, Niger, Rwanda, Senegal, Somalia, South Africa, Swaziland, Tanzania, Togo, Tunisia, Uganda, Zambia and Zimbabwe.

81 The countries included: Angola, Botswana, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mauritius, Namibia, South Africa, Swaziland, Uganda, Zambia and Zimbabwe.

82 The Conclusions and Recommendations for the Seminar on Cross-Frontier Child Protection in the Southern and Eastern African Region can be found on the Hague Conference website under "News & Events 2010".

Asie-Pacifique

L'action fructueuse du bureau régional de la Conférence en Amérique latine a amené le Bureau Permanent à intensifier ses efforts pour établir un bureau dans la région Asie-Pacifique. Un bureau régional en Asie-Pacifique conforterait la présence de la Conférence dans la région et y permettrait une meilleure promotion des Conventions de La Haye ; il faciliterait les prestations de services post-conventionnels, aiderait les États de la région dans leurs préparatifs à l'adhésion aux Conventions de La Haye et à la Conférence et les accompagnerait dans leurs efforts de renforcement de leurs capacités (notamment par une assistance à l'établissement d'Autorités centrales). Face au succès des trois conférences sur les travaux de la Conférence organisées en Asie-Pacifique (Malaisie, 2005 ; Australie, 2007 ; Hong Kong, 2008), un processus de consultation officielle a été engagé en 2009 avec les États membres de la région sur les possibilités d'une implantation régionale de la Conférence à Hong Kong. Lors de la session du Conseil de 2010, une réunion informelle d'experts d'Asie-Pacifique a été organisée pour étudier l'offre de bureau régional présentée par Hong Kong. Ces consultations se poursuivront en 2011.

Du 8 au 10 décembre 2010, une délégation de fonctionnaires vietnamiens du Ministère de la Justice, du Bureau du Président de la République du Viet Nam, du Ministère des Affaires étrangères et de la Cour populaire suprême a effectué une visite d'étude de trois jours organisée par le Bureau Permanent et le Ministère de la Justice vietnamien afin de familiariser la délégation avec l'organisation et le travail de la Conférence[83]. D'autre part, le Bureau Permanent a organisé des séminaires en Malaisie et aux Philippines en octobre 2010 sur les Conventions Apostille de 1961, Notification de 1965, Obtention des preuves de 1970 et Enlèvement d'enfants de 1980 et participé à une réunion consacrée à la Convention Enlèvement d'enfants à Tokyo.

À l'occasion de l'Exposition universelle 2010 à Shanghai, la Convention Élection de for de 2005 a été évoquée lors d'un séminaire sur les développements récents en matière de résolution des différends internationaux coorganisé par le Bureau Permanent, la Cour permanente d'arbitrage, l'Université de sciences politiques et de droit de Chine orientale (Shanghai) et la municipalité de La Haye. En novembre 2010, le Secrétaire général s'est rendu aux Émirats arabes unis et au Qatar pour étudier les possibilités d'un séminaire judiciaire pour les États du Conseil du Golfe en 2011. De plus, un symposium sur la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 a été organisé à Tokyo les 17 et 18 mars par l'intermédiaire de l'ambassade canadienne afin d'informer la société civile sur les problèmes de l'enlèvement d'enfants et le potentiel de la Convention Enlèvement d'enfants. Enfin, un expert de la Conférence a été invité à s'adresser sur la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 à l'assemblée de l'Association fédérale du barreau à Tokyo, qui s'est tenue du 19 au 21 juillet 2010.

83 Un rapport de la visite d'étude est accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Actualités et événements 2010 ».

The Asia-Pacific region

Given the success of the presence of the Hague Conference in Latin America, this past year saw increased efforts to bring a regional office to the Asia-Pacific region. The new Asia Pacific Regional Office would reinforce and strengthen the presence of the Hague Conference at the regional level and contribute to a wider promotion of the Hague Conventions; facilitate the delivery of Post-Convention Services in the region; assist States in the Region with preparations for joining Hague Conventions and the Hague Conference; and provide services which assist States with capacity-building (including the provision of assistance in setting up Central Authorities). Following the success of three regional conferences in the Asia Pacific on the work of the Hague Conference (Malaysia, 2005; Australia, 2007; Hong Kong, 2008), a formal consultation process commenced in 2009 with Member States in the region concerning possibilities for the establishment of a regional presence of the Hague Conference in Hong Kong. During the 2010 Council session, an informal meeting of experts from the Asia Pacific region was organised to discuss the offer made by Hong Kong for such a regional office. This consultation process will continue in 2011.

From 8 to 10 December 2010, a delegation of Vietnamese officials from the Ministry of Justice, Office of the State President, Ministry of Foreign Affairs and the People's Supreme Court attended a three-day study visit organised by the Permanent Bureau in conjunction with the Ministry of Justice of Viet Nam. The main purpose of the study visit was to further acquaint the delegation with the organisation and work of the Hague Conference.[83] The Hague Conference also organised seminars in Malaysia and the Philippines in October 2010. These seminars focused on the 1961 Apostille, 1965 Service, 1970 Evidence and 1980 Child Abduction Conventions. The Permanent Bureau took part in a meeting on the Child Abduction Convention in Tokyo.

During World Expo 2010 in Shanghai a seminar on 'Recent Developments in International Dispute Resolution', co-organised by the Permanent Bureau, the Permanent Court of Arbitration, the East China University of Political Science and Law (Shanghai) and the Municipality of The Hague, discussed the 2005 Choice of Court Convention. In November 2010, the Secretary General paid a visit to the United Arab Emirates and to Qatar to explore the possibilities of a judicial seminar for the Gulf Council States, to be held in 2011. Moreover, a symposium was organised in Tokyo on 17 and 18 March on the 1980 Child Abduction Convention through the Canadian embassy. The purpose of this event was to expose members of civil society to child abduction issues and the potential for the Hague Abduction Convention. A Hague Conference expert was also invited to speak at the Federal Bar Association meeting in Tokyo on the 1980 Child Abduction Conventions, from 19 to 21 July 2010.

83 A report of the study visit is available on the Hague Conference website under "News & Events 2010".

Communauté des États indépendants et Europe de l'Est

Le Programme de La Haye pour la Communauté des États indépendants et l'Europe de l'Est est conçu pour apporter une assistance à la mise en œuvre et au fonctionnement des Conventions de La Haye aux États parties de la Communauté des États indépendants (CEI) et d'Europe de l'Est, sous forme de missions d'évaluation et de séminaires de formation ou d'information[84]. En 2010, le Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique de la Conférence s'est associé à la Fondation allemande pour la coopération juridique internationale (*Deutsche Stiftung für internationale rechtliche Zusammenarbeit*, ou IRZ-Stiftung) pour organiser une conférence sur les Conventions de La Haye dans le domaine de l'entraide judiciaire et administrative et du droit de la famille. Cette conférence, dont le thème était la coopération par le biais des Conventions de La Haye, s'est articulée en sessions plénières et en groupes de travail au cours desquels ont été abordés différents aspects de la coopération et de la coordination internationale dans le cadre des Conventions de La Haye, en particulier les Conventions Apostille de 1961, Notification de 1965, Obtention des preuves de 1970 et Élection de for de 2005, les Conventions Enlèvement d'enfants de 1980, Adoption internationale de 1993, Protection des enfants de 1996 et Recouvrement des aliments de 2007 y compris le Protocole de 2007, et plus généralement la protection des enfants. L'objectif de cette conférence, qui a réuni des participants d'Allemagne, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, du Bélarus, de Géorgie, de Moldavie et d'Ukraine, était d'échanger des idées et des expériences entre les États du Caucase et d'Europe autour de la mise en œuvre des Conventions de La Haye dans chaque système juridique.

Le Bureau Permanent a pris part à des rencontres visant à promouvoir les Conventions de La Haye relatives aux enfants et à assurer leur mise en œuvre en Albanie, en Bulgarie, en Estonie et en Serbie. Par ailleurs, un séminaire sur la Convention Titres de 2006, coorganisé par la Conférence de La Haye et l'Association polonaise des banquiers a été présenté en décembre 2010 à Varsovie, Pologne.

84 Les États concernés sont les suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Fédération de Russie, Tadjikistan et Ukraine.

Commonwealth of Independent States / Eastern Europe

The Hague Programme for the Commonwealth of Independent States / Eastern Europe is designed to provide assistance in respect of the implementation and operation of the Hague Conventions to States Parties from the Commonwealth of Independent States (CIS) and in Eastern Europe, through both diagnostic missions and training or educational seminars.[84] In 2010, the Hague Conference International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance partnered with the German Foundation for International Legal Co-operation (*Deutsche Stiftung für internationale rechtliche Zusammenarbeit*, or IRZ-Stiftung) to provide a dual-track event on Hague Conventions in the areas of both legal co-operation and family law. The conference, titled 'Co-operation through Hague Conventions', included plenary sessions and working groups to address and share various aspects of international co-operation and co-ordination as they relate to the Hague Conventions. The conference focused on the 1961 Apostille, 1965 Service, 1970 Evidence and 2005 Choice of Court Conventions, and the 1980 Child Abduction, 1993 Intercountry Adoption Convention, 1996 Child Protection, and 2007 Child Support Conventions including the 2007 Protocol, and child protection in general. The objective of the conference was the exchange of ideas and experiences between Caucasian and European States related to the implementation of the Hague Conventions in each jurisdiction. Participants from Armenia, Azerbaijan, Belarus, Germany, Georgia, Moldova and the Ukraine attended the event.

The Permanent Bureau took part in meetings designed to promote, and ensure the implementation of the Children's Conventions in Albania, Bulgaria, Estonia and Serbia. A seminar was also presented in December 2010 on the 2006 Securities Convention in Warsaw, Poland. The seminar was jointly organised by the Hague Conference and the Polish Bankers' Association.

84 States include: Armenia, Azerbaijan, Belarus, Georgia, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Moldova, the Russian Federation, Tajikistan, Ukraine and Uzbekistan.

> Le Centre et ses programmes d'assistance technique spécifiques aux Conventions

Le Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique de la Conférence (le « Centre ») coordonne des programmes d'assistance technique et de formation judiciaire qui apportent un soutien individualisé aux États qui sollicitent son assistance avant de devenir parties à une ou plusieurs Conventions de La Haye. Le Centre apporte également une assistance par le biais de programmes et de séminaires conçus pour des États qui ont exprimé le souhait d'une assistance à la mise en œuvre ou d'une formation sur le fonctionnement des Conventions de La Haye. Le Centre, qui fait partie intégrante du Bureau Permanent, est aujourd'hui dans sa troisième année de fonctionnement et poursuit son expansion progressive. Il a été créé par la Conférence principalement pour apporter un appui administratif, organisationnel et de programmation au nombre croissant de programmes d'assistance technique proposés par le Bureau Permanent. Ces programmes sont ciblés sur des activités régionales dans les cinq régions identifiées par la Conférence, qui sont décrites plus haut au chapitre « Développements régionaux ». En 2010, le Centre a apporté son appui à des programmes régionaux et à des activités de promotion et d'assistance technique dans les pays suivants :

- Afrique du Sud*
- Bermudes
- Brésil*
- Bulgarie
- Cambodge
- Cameroun*
- Chili
- Colombie
- Costa Rica
- Espagne*
- Estonie*
- Guatemala
- Guernesey*
- Haïti
- Honduras
- Japon
- Kenya
- Malaisie
- Maroc*
- Maurice*
- Mexique*
- Panama
- Philippines

* Indique qu'au moins un programme organisé dans l'État en 2010 était un événement régional, c'est-à-dire que d'autres États de la région ont été invités à y participer.

Le Centre aide de nombreux pays et régions qui les entourent en repérant, formulant et déployant des projets, en apportant son aide à l'élaboration d'instruments juridiques, en améliorant les capacités institutionnelles des gouvernements et des agences d'exécution, en élaborant des stratégies de développement et des méthodes pour améliorer l'état de droit, en promouvant des technologies facilitant le fonctionnement des Conventions de La Haye et en favorisant la coopération régionale. Les résultats fructueux de ces activités et la croissance exponentielle des besoins se sont accompagnés ces dernières années d'une augmentation considérable des demandes d'assistance présentées au Bureau Permanent. Pour répondre à ces demandes, le Centre s'efforce d'étoffer ses effectifs et de développer le vaste réseau d'experts extérieurs qui soutiennent son travail.

> The Centre and its Convention-specific Technical Assistance Programmes

The Hague Conference International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance ('Centre') co-ordinates technical assistance and judicial training programmes in the form of customised support to States seeking assistance before becoming a party to one or more of the Hague Conventions. The Centre also assists with programmes or seminars designed for States which have expressed a desire for assistance with the implementation or training on the operation of Hague Conventions. Now in its fourth year of operation, the Centre continues to gradually build its role as an integral part of the Permanent Bureau. The Centre was established by the Permanent Bureau of the Hague Conference to provide administrative, organisational and programming support to the growing number of Technical Assistance Programmes offered by the Permanent Bureau. These Programmes focus on regional activities within five regional areas, identified by the Hague Conference, which are discussed in greater detail above under Regional Developments. In 2010, the Centre supported regional programmes and promoting and/or technical assistance activities in the following countries:

- Bermuda
- Brazil*
- Bulgaria
- Cambodia
- Cameroon*
- Chile
- Colombia
- Costa Rica
- Estonia*
- Guernsey*
- Guatemala
- Haiti
- Honduras
- Japan
- Kenya
- Malaysia
- Mauritius*
- Mexico*
- Morocco*
- Panama
- Philippines
- South Africa*
- Spain*

* Indicates that at least one programme organised in the jurisdiction during 2010 was a regional event, *i.e.*, other States in the region were invited to participate.

In short, through its operations, the Centre has supported numerous countries and the surrounding regions by: identifying, formulating, and implementing projects; assisting in the drafting of legal instruments; improving the institutional capabilities of governments and executing agencies; formulating development strategies and methods for improving the rule of law; promoting useful technologies to facilitate operation of the Hague Conventions; fostering regional co-operation. In light of the successful implementation of these tasks, and exponentially growing needs, the past few years have seen a dramatic increase in requests for assistance made to the Permanent Bureau. As such, the Centre is working to increase its capacity to respond to more requests, in terms of staffing and expanding the extensive network of external Hague Conference experts supporting the work of the Centre.

Programme d'assistance en matière de protection des enfants (CPAP)

Dans le cadre du Programme d'assistance en matière de protection des enfants (CPAP), le Centre apporte une assistance technique et conçoit des formations ciblées sur les Conventions de La Haye relatives aux enfants, en particulier les Conventions Adoption internationale de 1993, Enlèvement d'enfants de 1980, Protection des enfants de 1996 et Recouvrement des aliments de 2007 et son Protocole. Ces Conventions offrent un cadre pratique pour la réalisation des droits des enfants et de leur famille – notamment des personnes qui ont principalement la charge des enfants, des femmes le plus souvent. En mettant efficacement en œuvre les Conventions de La Haye relatives aux enfants et en respectant leurs obligations, les États donnent effet à de nombreux droits énoncés dans la *Convention des Nations Unies du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant*.

Prenant appui sur un réseau mondial de contacts et d'experts, le CPAP s'efforce de trouver des solutions adaptées aux besoins locaux. L'assistance apportée peut consister à conseiller sur la législation et l'organisation structurelle, à renforcer les capacités, à diagnostiquer et éliminer les mauvaises pratiques, à former les personnes chargées de la mise en œuvre des Conventions de La Haye relatives aux enfants telles que les juges, les fonctionnaires et les travailleurs sociaux et, de manière générale, à développer les capacités du système de protection de l'enfance.

a *Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale (ICATAP)*

Le programme ICATAP, qui s'inscrit dans le CPAP, a donné d'excellents résultats dans plusieurs États qui ont sollicité une assistance. Ce programme vise à protéger les enfants vulnérables privés de protection parentale en renforçant les systèmes juridiques et administratifs d'adoption. Il est géré directement par le Centre sous la supervision du Bureau Permanent, et par des consultants et experts extérieurs, en étroite concertation avec l'Unicef.

Cambodge | S'appuyant sur le travail accompli les années précédentes, plusieurs activités du programme ICATAP ont été déployées pour continuer d'accompagner le gouvernement cambodgien dans la mise en œuvre de la Convention Adoption internationale. En novembre 2010, le Bureau Permanent et l'Autorité centrale philippine ont coorganisé une mission de conseil juridique sur la règlementation interne (Prakas) et de formation aux obligations imposées par la Convention afin de permettre au gouvernement cambodgien de reprendre les adoptions internationales dans le respect de la Convention[85].

Chili | L'Autorité centrale chilienne pour les adoptions (SENAME) et la *Deutsche Stiftung für Technische Zusammenarbeit* (GTZ) ont demandé à la Conférence de réaliser une étude comparative de l'adoption internationale dans une sélection d'États dont les bonnes pratiques sont reconnues. En 2009, un membre du Bureau Permanent a été recruté pour coordonner et rédiger cette étude et recommander des améliorations au système d'adoption chilien. Cette étude servira de base à une complète refonte du système d'adoption au Chili, et en particulier à l'élaboration d'une nouvelle Loi sur les adoptions. Ce projet s'est poursuivi en 2010 sous forme d'assistance technique à la réforme juridique.

Guatemala | Grâce aux travaux coordonnés dans le cadre d'ICATAP avec les autorités guatémaltèques, des États membres et l'Unicef, la situation qui prévaut dans ce pays en matière d'adoption internationale est en amélioration. De mars à mai 2010, des consultants de la Conférence ont rédigé un rapport sur les critères d'examen et de pré-sélection des questionnaires émanant d'organismes d'adoption agréés étrangers et les critères présidant

85 Une autre mission de trois mois est prévue en 2011 pour apporter au Cambodge le soutien pratique urgent dont il aura besoin lorsque les adoptions internationales reprendront.

Child Protection Assistance Programme (CPAP)

The Child Protection Assistance Programme (CPAP) provides technical assistance and develops training programmes focused on the Hague Children's Conventions, in particular the 1993 Intercountry Adoption Convention, the 1980 Child Abduction Convention, the 1996 Child Protection Convention and the 2007 Child Support Convention and its Protocol. These Children's Conventions provide a practical framework for the realisation of the rights of children and their families – including their primary carers, which in most cases are women. By effectively implementing the Hague Children's Conventions and by complying with their obligations, States give effect to many rights contained in the United Nations *Convention of 20 November 1989 on the Rights of the Child*.

Using a global network of contacts and experts, CPAP strives to develop solutions which address local needs. Assistance might involve providing advice on legislation and structural organisation and building capacity; identifying and overcoming bad practices; and, educating individuals involved responsible for implementing the Hague Children's Conventions such as judges, government officials and welfare workers as well as building capacity in the child protection system in general.

a *Intercountry Adoption Technical Assistance Programme (ICATAP)*

Within CPAP is the highly successful ICATAP, which has produced positive results in a number of States who have sought assistance. ICATAP aims to protect vulnerable children deprived of parental care by strengthening domestic legal and administrative adoption systems. The Programme is operated directly by the Centre under the supervision of the Permanent Bureau, as well as external international consultants and experts and in close co-operation with UNICEF.

Cambodia | Building on the work carried out in previous years, a number of ICATAP activities have been carried out to continue supporting the Cambodian Government as it implements the Hague Intercountry Adoption Convention. In November 2010, a mission was co-organised by the Permanent Bureau and the Philippine Central Authority to provide legal advice on the internal regulations (*Prakas*) and training regarding the obligations imposed by the Convention with a view to enabling the Cambodian Government to resume intercountry adoptions in accordance with the Convention.[85]

Chile | The Chilean Central Authority on adoptions (SENAME) and the *Deutsche Stiftung für Technische Zusammenarbeit* (GTZ) asked the Hague Conference to conduct a comparative study about intercountry adoption in selected States with good practices. In 2009, a member of the Permanent Bureau was hired to co-ordinate and write this comparative study and give recommendations as to how the Chilean adoption system could be improved. The comparative study will form the basis for comprehensive reform of the adoption system in Chile, and in particular, for the drafting of a new Law on Adoptions. The project continued in 2010 with the delivery of technical assistance for legal reform.

Guatemala | The situation with respect to intercountry adoption in Guatemala has improved in recent years as a result of work co-ordinated under ICATAP in conjunction with the Guatemalan authorities, Member States and UNICEF. From March until May 2010, Hague Conference consultants drafted a report on criteria for the revision and pre-selection of the questionnaires from foreign adoption accredited bodies (AABs) and criteria for the interviews and selection of foreign AABs and Central Authorities interested in co-operation

85 Another three-month mission is planned for 2011 to provide Cambodia with the urgently needed practical support once intercountry adoptions resume.

aux entretiens et à la sélection des organismes agréés étrangers et des Autorités centrales qui souhaitent travailler avec le Guatemala pour développer les capacités opérationnelles de l'Autorité centrale guatémaltèque. Une assistance a également été apportée à l'Autorité centrale guatémaltèque. La déclaration d'adoptabilité des enfants nécessitant de meilleures garanties, les autorités guatémaltèques et d'autres organismes travaillent dans ce but avant d'entreprendre la sélection des organismes d'adoption étrangers et des Autorités centrales.

Haïti | Comme il a été dit plus haut[86], le 20 janvier 2010, la Conférence a publié une Note d'information à l'intention des États et des Autorités centrales sur le tremblement de terre en Haïti et l'adoption internationale d'enfants[87]. En septembre 2010, à la suite d'une lettre du Premier ministre d'Haïti sollicitant l'assistance du Bureau Permanent en vue d'une possible ratification de la Convention Adoption internationale de 1993, le Secrétaire général s'est rendu à Port au Prince. Cette visite, rendue possible par l'Unicef, lui a permis de discuter avec les représentants de l'Unicef, dont son nouveau Directeur exécutif, M. Anthony Lake, et avec les autorités d'Haïti, des possibilités et des conditions préalables d'une mise en œuvre efficace de la Convention de 1993 en Haïti. Ces discussions ont été suivies en décembre d'une rencontre à Montréal entre les Autorités centrales, l'Unicef New York et un représentant de la Conférence, qui a permis aux pays d'accueil d'exprimer leur solidarité sur les prochaines mesures à prendre en Haïti et sur les moyens de respecter au mieux les principes de la Convention Adoption internationale de 1993.

Kenya | En octobre 2010, le Secrétaire général adjoint a effectué une mission afin de formuler des recommandations sur la réforme du Règlement sur les enfants (Adoption) de 2005 et de former différents acteurs de la mise en œuvre de la Convention Adoption internationale de 1993.

Mexique | En février 2010, un consultant d'ICATAP et le Collaborateur juridique de liaison pour l'Amérique latine ont effectué une mission d'évaluation afin de déterminer les carences et les principaux obstacles au bon fonctionnement de la Convention de 1993 au Mexique, au terme de laquelle le consultant a recensé les solutions possibles. Cette mission a également permis d'élaborer un programme d'assistance technique pour une sélection d'états. Le Rapport d'évaluation a servi de base au dialogue avec les autorités mexicaines sur les possibles priorités futures dans le domaine de l'assistance technique en matière d'adoption internationale.

b *Programme d'assistance en matière d'enlèvement international et de protection des enfants (CPCAP)*

Il est fondamental, pour le bon fonctionnement des Conventions Enlèvement d'enfants de 1980 et Protection des enfants de 1996, que les juges soient parfaitement au fait du fonctionnement des Conventions et que les Autorités centrales puissent coopérer pour garantir le prompt retour des enfants. De nombreux pays sollicitent l'assistance du Bureau Permanent sur ce point.

Estonie | Un séminaire nordique-balte consacré à l'enlèvement international d'enfants a été organisé les 10 et 11 juin à Tallinn, Estonie, par les Autorités centrales de l'Estonie et de la Norvège. Ce séminaire, dont l'objectif était de permettre un échange d'expériences et d'assurer le renforcement des capacités avec les États nordiques et baltes, a également permis d'améliorer le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Les contributions apportées lors de cette rencontre régionale ont servi à cadrer l'ordre du jour de la prochaine Commission spéciale prévue pour juin 2011 et janvier 2012.

86 En p. 38.

87 La Note d'information est accessible sur le site de la Conférence, sous la rubrique « Actualités et événements 2010 ».

with Guatemala to extend the operational capacity of the Guatemalan Central Authority. Assistance was also provided to the Guatemalan Central Authority. There is a need to provide more guarantees for the declaration of adoptability of children, and therefore the Guatemalan authorities and other bodies are working towards this end before engaging in any selection of foreign ABBs and Central Authorities.

Haiti | As noted above,[86] on 20 January 2010 the Hague Conference issued an Information Note to States and Central Authorities on the Haiti earthquake and intercountry adoption of children.[87] In September 2010, following receipt of a letter from the Prime Minister of Haiti requesting the Permanent Bureau for assistance with a view to the possible ratification of the 1993 Intercountry Adoption Convention, the Secretary General paid a visit to Port au Prince. His visit was made possible by UNICEF. It enabled him to discuss with UNICEF officials, including the new Executive Director of UNICEF, Mr Anthony Lake, and with the authorities of Haiti, the possibilities and preconditions for an effective implementation of the 1993 Convention by Haiti. In December, these events were followed up by a meeting in Montreal with Central Authorities, UNICEF New York and a representative of the Hague Conference. The meeting provided an opportunity for receiving countries to express their solidarity on the next steps that should be taken in Haiti and how best to comply with the principles of the 1993 Intercountry Adoption Convention.

Kenya | In October 2010, the Deputy Secretary General carried out a mission to provide recommendations on the reform of the Children (Adoption) Regulations 2005 and train different actors on the implementation of the 1993 Intercountry Adoption Convention.

Mexico | In February 2010, an ICATAP consultant and the Liaison Legal Officer for Latin America conducted a diagnostic mission to identify weaknesses and major obstacles to the correct operation of the 1993 Convention in Mexico. The consultant identified possible means to overcome these weaknesses and major obstacles. The mission also provided an opportunity to design a technical assistance programme for selected States. A Diagnostic Report was prepared which formed the basis for dialogue with the Mexican authorities on potential future priorities with respect to technical assistance for intercountry adoption matters.

b *Child Abduction and Child Protection Conventions Assistance Programme (CPCAP)*

The 1980 Child Abduction Convention and the 1996 Child Protection Convention depend heavily on a judiciary having a full understanding of the operation of the Conventions as well as Central Authorities with the capacity to co-operate with one another to secure the prompt return of children. Many countries request the Permanent Bureau for assistance in this regard.

Estonia | A Nordic Baltic Seminar on International Child Abduction was held in Talinn, Estonia from 10 to 11 June. Organised by the Central Authorities of Estonia and Norway, the goal of the event was to exchange experiences and ensure capacity-building with the Nordic-Baltic States. The seminar also ensured the improvement of the practical operation of the 1980 Abduction Convention. Input from this regional meeting was used to frame the agenda of the upcoming Special Commission scheduled for June 2011 and January 2012.

86 On p. 39.

87 The Information Note is available on the Hague Conference website under "News & Events 2010".

Maroc | Un séminaire sur l'application de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 destiné aux juges marocains a été organisé à Rabat du 15 au 17 décembre 2010 en coopération avec la Cour suprême du Maroc avec le soutien de TAIEX.

Programme d'assistance en matière d'entraide judiciaire et de contentieux international (LCAP)

Dans le cadre du Programme d'assistance en matière d'entraide judiciaire et de contentieux international (LCAP), le Centre apporte une assistance technique et conçoit des programmes de formation ciblés sur les Conventions de La Haye relatives à l'entraide judiciaire et administrative et la Convention Élection de for de 2005. Ces Conventions visent à supprimer les obstacles dans les contentieux internationaux, à permettre un accès aisé aux procédures judiciaires et à réduire les risques de fraude et d'abus de procédure. Le cadre formé par les Conventions de La Haye relatives à l'entraide judiciaire et administrative et au contentieux international – les Conventions Apostille de 1961, Notification de 1965, Obtention des preuves de 1970, Accès à la justice de 1980 et Élection de for de 2005 – apporte une sécurité juridique accrue, génératrice de bienfaits tels que l'instauration d'un environnement juridique propice à l'investissement étranger et au commerce. L'objectif de LCAP est d'améliorer le fonctionnement et la mise en œuvre de ces Conventions au moyen de missions d'évaluation visant à étudier les situations locales et cerner les besoins précis d'assistance technique, de conseils sur l'application pratique des Conventions, notamment sur les questions législatives, structurelles et organisationnelles, et de formations destinées aux juges et aux fonctionnaires chargés de la mise en œuvre des Conventions.

Projet de l'e-APP pour l'Europe | L'année 2010 a été marquée par une généreuse subvention d'environ 280 000 euros versée par la Commission européenne au Bureau Permanent pour le Projet de l'e-APP pour l'Europe. Ce projet transnational d'e-justice et d'e-administration de 18 mois, qui s'inscrit dans le projet général e-APP, prévoit en particulier l'élaboration d'un e-Registre central d'Apostilles en Espagne, la promotion des e-Registres et des e-Apostilles dans les États membres de l'Union européenne et ailleurs, la tenue du 6e Forum sur l'e-APP (qui a eu lieu en juin 2010 à Madrid) et trois rencontres régionales à Helsinki, Prague et Paris courant 2011. Les e-Registres faciliteront l'utilisation efficace des actes publics délivrés dans un État contractant et présentés dans un autre État contractant en permettant aux destinataires de vérifier aisément en ligne et en toute sécurité l'origine de l'Apostille. Les expériences et les pratiques développées dans le cadre du Projet de l'e-APP pour l'Europe devraient pouvoir être transposées dans les autres États du monde intéressés par l'e-APP.

Programme d'assistance en matière de droit commercial et financier (ComAP)

Dans le cadre de ce programme, une assistance technique est apportée au regard de la Convention Titres de 2006. La mise en place de mécanismes permettant d'éliminer l'incertitude juridique peut améliorer et renforcer les systèmes juridiques et financiers internes et encourager ainsi l'investissement étranger et le commerce.

Maurice | Maurice a accueilli deux événements notables relatifs à la Convention Titres de 2006 du 26 au 29 janvier 2010. Le premier jour, la Convention et les accords de compensation ont été présentés à un public d'environ 45 directeurs de banques locales. Cette première journée a été suivie d'une journée complète dédiée à la Convention Titres, aux accords de compensation et à la Loi de 2009 sur l'insolvabilité (*Insolvency Act 2009*), à laquelle ont assisté environ 150 experts de la région.

Morocco | A meeting took place in Rabat from 15 to 17 December 2010, supported by TAIEX and in cooperation with the Supreme Court of Morocco for Moroccan judges on the application of the 1980 Child Abduction Convention.

Legal Co-operation and Litigation Assistance Programme (LCAP)

LCAP (Legal Co-operation and Litigation Assistance Programme) provides technical assistance and develops training programmes focused on the Hague Legal Co-operation Conventions and the 2005 Choice of Court Convention. These Conventions are aimed at removing obstacles encountered in cross-border litigation, providing easy access to court proceedings and reducing risk of fraud and abuse of legal process. The framework of the Hague Legal Co-operation and Litigation Conventions provides increased legal security and certainty resulting in benefits such as creating a legal environment which is conducive to foreign investment and trade. The Conventions concerned include the 1961 Apostille Convention, the 1965 Service Convention, the 1970 Evidence Convention, the 1980 Access to Justice Convention as well as the 2005 Choice of Court Convention. LCAP seeks to improve the consistent operation and implementation of these Conventions and may include diagnostic missions to explore local situations and identify specific needs for technical assistance; providing advice on the practical application of the Conventions, such as legislative, structural and organisational issues; and developing training programmes for judicial and government officials responsible for implementing the Conventions.

e-APP for Europe Project | An important development during 2010 has been the generous grant awarded to the Permanent Bureau by the European Commission in the amount of approximately 280,000 Euros for the *e-APP* for Europe project. This project is a transnational e-justice / e-administration project, which is an 18-months endeavour and forms part of the general e-APP, includes, in particular, the development of a central e-Register for Apostilles for Spain, the promotion of e-Registers across other EU Member States and beyond, the promotion of e-Apostilles across the EU and beyond, the holding of the 6th Forum on the e-APP (which took place in Madrid in June 2010), and the holding of three regional meetings in Helsinki, Prague and Paris in the course of 2011. The e-Registers will facilitate the effective use of public documents issued in one Contracting and presented in another Contracting State by enabling recipients to easily and securely verify an Apostille's origin online. It is envisaged that the experiences and practices developed within the e-APP for Europe project will be able to be transported to States around the world that are interested in the e-APP.

Commercial and Finance Law Assistance Programme (ComAP)

Commercial and finance law assistance currently provides technical assistance in respect of the 2006 Securities Convention. Overcoming legal uncertainty through these mechanisms can improve and strengthen domestic legal and financial systems to encourage foreign investment and trade.

Mauritius | Of particular note this year, two successful events took place in Mauritius related to the 2006 Securities convention from 26 to 29 January 2010. On the first day, there was a high-level presentation on the Convention and netting arrangements for approximately 45 CEOs of local banks. This was followed by a full-day event on the Securities Convention, Netting Arrangements and the Insolvency Act 2009, which was attended by approximately 150 experts from the region.

> Financement du Centre

Le fonctionnement du Centre repose sur des contributions volontaires, administrées dans le cadre du Budget supplémentaire de la Conférence. En 2010, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, Monaco, la Norvège et les Pays-Bas lui ont apporté un généreux soutien financier. Conformément à ce qui avait été annoncé en 2008, le gouvernement des Pays-Bas (Ministère des Affaires étrangères, Ministère de la Coopération pour le développement) a décidé de verser 500 000 euros sur quatre ans pour soutenir les travaux du Centre. Ce montant est destiné au renforcement des capacités juridiques et de l'état de droit et à la bonne gouvernance dans ou pour le compte des pays en développement bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD)[88]. La deuxième année de financement des Pays-Bas, qui s'est achevée en 2010, a permis au Centre d'entreprendre un important travail d'assistance technique ainsi que des activités de planification et de collecte de fonds. Les contributions des autres États membres ont permis d'engager des activités et d'apporter un soutien aux États demandeurs d'une assistance technique.

Cependant, le nombre croissant d'États qui prennent conscience de l'intérêt de participer aux Conventions de La Haye et d'intégrer les puissants réseaux d'autorités entraîne une augmentation de la demande de formations spécialisées et d'assistance technique émanant des gouvernements. À l'heure actuelle, plus de 25 demandes d'assistance technique sont en cours. En outre, les excellents résultats du programme ICATAP ont incité plusieurs États à déclarer leur intérêt pour une assistance à la mise en œuvre bilatérale et régionale. Pour faire face à ces demandes, il devient de plus en plus crucial de lever des fonds et il faut impérativement trouver de nouvelles sources de financement pour garantir la pérennité du travail du Centre, le faire mieux connaître et lui permettre d'établir un robuste plan de travail en réponse au flux de demandes émanant des gouvernements. En 2011, le Centre consacrera davantage de temps et de ressources pour recueillir des fonds et assurer sa pérennité en s'appuyant sur les forces de ses partenariats et les résultats de ses projets.

88 En septembre 2008, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a approuvé la nouvelle liste des bénéficiaires de l'APD. Elle régira la notification de l'APD pendant trois ans.

> Centre funding

The Centre depends on voluntary contributions administered through the Supplementary Budget of the Hague Conference in order to operate. Generous financial support was provided by a number of States in 2010: Australia, Austria, Belgium, Canada, France, Germany, Italy, Monaco, the Netherlands, Norway and the United States of America. As announced in 2008, the Government of the Netherlands (Ministry of Foreign Affairs, Minister for Development Co-operation) decided to contribute 500,000 Euros over four years to support the Centre's work. The contribution is intended to support the Centre's activities that relate to legal capacity building, reinforcing the rule of law and good governance in or on behalf of developing countries qualifying as Official Development Assistance (ODA) recipients.[88] The second year of funding from the Netherlands, which concluded in 2010, enabled the Centre to undertake important technical assistance work as well as planning and fund-raising activities. Contributions from other Member States enabled the Centre to engage in activities and provide support to States seeking technical assistance.

However, as more and more States see the value of participating in the Hague Conventions and becoming part of the powerful networks of authorities, there is a growing demand from governments for specialist training and technical assistance. At the present time, there are more than 25 outstanding requests for assistance. Furthermore, the very successful programme under ICATAP has led to a number of States indicating their interest in bilateral and regional implementation assistance. Fund-raising to keep up with these demands is becoming increasingly crucial. To ensure the sustainability of the work of the Centre, to raise its profile and to enable the Centre to continue to formulate a robust work plan in response to the stream of incoming government requests, the need for new sources of financial support is imperative. In 2011 additional time and resources will be invested by the Centre to build on potential partnerships and the results of projects to attract funding and enable the Centre's sustainability.

88 In September 2008, the OECD's Development Assistance Committee (DAC) approved the new List of ODA Recipients. It will govern ODA reporting for three years.

Le Bureau Permanent au 31 décembre 2010

Secrétaire général	M. Hans VAN LOON
Secrétaire général adjoint	M. William DUNCAN
Premiers secrétaires	M. Christophe BERNASCONI M. Philippe LORTIE
Secrétaires	Mme Marta PERTEGÁS [1] Mme Jennifer DEGELING
Attachée de direction auprès du Secrétaire général / Directeur du Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique	Mme Frederike STIKKELBROECK
Collaborateurs juridiques [2]	Mme Mayela CELIS Mme Juliane HIRSCH M. Nicolas SAUVAGE Mme Hannah BAKER Mme Maja GROFF Mme Micah THORNER M. Alexander KUNZELMANN Mme Sandrine PÉPIT
Collaborateur juridique de liaison pour l'Amérique latine	M. Ignacio GOICOECHEA
Coordinatrice du Programme Adoption	Mme Laura MARTÍNEZ-MORA
Responsable de l'administration [3]	Mme Anna KOELEWIJN
Administratrice du site Internet	Mme Gerda BOERMAN
Comptable	Mme Karin HIMPENS
Aide-comptable	Ms Joanna CEFAI SOLER
Collaboratrice administratif	Mme Laura MOLENAAR
Assistantes administratives	Mme Willy DE ZOETE (auprès du Secrétaire général adjoint) Mme Mathilde WASZINK-PRÉNAS Mme Sophie MOLINA-PINEAU (auprès du Secrétaire général) M. Stuart HAWKINS (Programme Adoption) Mme Maryze BERKHOUT (ressources humaines)
Réviseur / Correcteur	Mme Helene GUERIN
Traducteur / Réviseur	Mme Lydie de LOOF
Traducteur / Réviseur junior	Mme Jenny KLEIN MEULEKAMP
Chargée de la gestion de l'information	Mme Marie-Charlotte DARBAS
Services généraux	M. Willem VAN DER ENDT

1 Mme Marta Pertegás sera promue aux fonctions de Premier Secrétaire à partir du 1 février 2011.
2 Mme Joanna Weller et Mme Alice Ramsay ont quitté le Bureau Permanent en 2010.
3 Mme Céline Chateau et M. Patrick Nicolle ont quitté le Bureau Permanent en 2010.

The Permanent Bureau as per 31 December 2010

Secretary General	Mr Hans VAN LOON
Deputy Secretary General	Mr William DUNCAN
First Secretaries	Mr Christophe BERNASCONI Mr Philippe LORTIE
Secretaries	Ms. Marta PERTEGÁS [1] Ms Jennifer DEGELING
Attaché to the Secretary General *Director, International Centre for Judicial Studies and Technical Assistance*	Ms Frederike STIKKELBROECK
Legal Officers [2]	Ms Mayela CELIS Ms Juliane HIRSCH Mr Nicolas SAUVAGE Ms Hannah BAKER Ms Maja GROFF Ms Micah THORNER Mr Alexander KUNZELMANN Ms Sandrine PÉPIT
Liaison Legal Officer for Latin America	Mr Ignacio GOICOECHEA
Adoption Programme Co-ordinator	Ms Laura MARTÍNEZ-MORA
Head of Administration [3]	Ms Anna KOELEWIJN
Website Manager	Ms Gerda BOERMAN
Financial Officer *Financial Assistant*	Ms Karin HIMPENS Ms Joanna CEFAI SOLER
Administrative Officer *Administrative Assistants*	Ms Laura MOLENAAR Ms Willy DE ZOETE (to the Deputy Secretary General) Ms Mathilde WASZINK-PRÉNAS Ms Sophie MOLINA-PINEAU (to the Secretary General) Mr Stuart HAWKINS (Adoption Programme) Ms Maryze BERKHOUT (Human Resources)
Reviser / Editor *Translator / Reviser* *Junior Translator / Reviser*	Ms Helene GUERIN Ms Lydie de LOOF Ms Jenny KLEIN MEULEKAMP
Information Management Officer	Ms Marie-Charlotte DARBAS
General Service Officer	Mr Willem VAN DER ENDT

1 Ms Marta Pertegás will be promoted to the position of First Secretary as of 1 February 2011.
2 Ms Joanna Weller and Ms Alice Ramsay left the Permanent Bureau in 2010.
3 Ms Céline Chateau and Mr Patrick Nicolle left the Permanent Bureau in 2010.

Conférence de La Haye : faits et chiffres (31 décembre 2010)

Origine : 1893

Première session de la Conférence de La Haye (12-27 septembre 1893), présidée par M. T.M.C. Asser.

Statut : **Organisation intergouvernementale**

Organisation intergouvernementale permanente depuis le 31 octobre 1951 (Septième session, 9-31 octobre). Entrée en vigueur du Statut le 15 juillet 1955 ; entrée en vigueur du Statut modifié le 1er janvier 2007.

États membres : 69

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, République de Corée, Croatie, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Ex République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Fédération de Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suriname, Suède, Suisse, République tchèque, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela.

Organisation membre : 1

Union européenne

Admissions en qualité de Membres : 3

Costa Rica (2002), Zambie (2004), Colombie (2006), Liban (2009), Maurice (2010)

États non membres parties à une ou plusieurs Conventions : 67

Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Botswana, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cape Vert, Colombie, Iles Cook, Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, El Salvador, Fidji, Gabon, Grenade, Guatemala, Guinée, Honduras, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Liechtenstein, Madagascar, Malawi, Mali, Iles Marshall, Maurice, République de Moldova, Mongolie, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Niue, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent et les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Singapour, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Vanuatu, Zimbabwe.

Conventions : 38

Structure : **organes directeurs**

Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence de La Haye (réunion annuelle au printemps)

Conseil des Représentants diplomatiques (réunion budgétaire annuelle en été)

Commission d'État néerlandaise de droit international privé (art. 4 et 5 du Statut)

Nombre d'Organes nationaux / Autorités (centrales ou autres) : 3 000+

Réseau mondial d'experts auprès de la Conférence de La Haye : 10 000+, y compris le Réseau international de juges de La Haye (57 membres)

Effectif du Bureau Permanent : 26.9 équivalents temps plein (financés sur le Budget régulier) et 3,2 équivalents temps plein (financés sur le Budget supplémentaire)

Budget : Budget régulier et supplémentaire (Exercice du premier juillet au 30 juin)

Exercice 2009-2010 : Budget régulier 3 321 708 EUR ; Budget supplémentaire : 383 015 EUR

Exercice 2010-2011 : Budget régulier 3 634 032 EUR ; Budget supplémentaire : 280 070 EUR*

* reçu au 31 décembre 2010

The Hague Conference: Facts and Figures (31 December 2010)

Origin: 1893

First Session of the Hague Conference (12-27 September 1893) with Mr T.M.C. Asser as President.

Status: **Intergovernmental Organisation**

A permanent intergovernmental organisation since 31 October 1951 (Seventh Session, 9 31 October). The Statute entered into force on 15 July 1955, the amended Statute on 1 January 2007.

Member States: 69

Albania, Argentina, Australia, Austria, Belarus, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Brazil, Bulgaria, Canada, Chile, China, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Ecuador, Egypt, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Hungary, Iceland, India, Ireland, Israel, Italy, Japan, Jordan, Republic of Korea, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malaysia, Malta, Mexico, Monaco, Montenegro, Morocco, Netherlands, New Zealand, Norway, Panama, Paraguay, Peru, Philippines, Poland, Portugal, Romania, Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, South Africa, Spain, Sri Lanka, Suriname, Sweden, Switzerland, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, Ukraine, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, Uruguay, Venezuela.

Member Organisation: 1

European Union

Admitted as Members: 3

Costa Rica (2002), Zambia (2004), Colombia (2006), Lebanon (2009), Mauritius (2010)

Non-Member States that are Party to one or more Hague Conventions: 67

Andorra, Antigua and Barbuda, Armenia, Azerbaijan, Bahamas, Barbados, Belize, Bolivia, Botswana, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodia, Cape Verde, Colombia, Cook Islands, Costa Rica, Cuba, Dominica, Dominican Republic, El Salvador, Fiji, Gabon, Grenada, Guatemala, Guinea, Holy See, Honduras, Kazakhstan, Kenya, Kuwait, Kyrgyzstan, Lebanon, Lesotho, Liberia, Liechtenstein, Madagascar, Malawi, Mali, Marshall Islands, Mauritius, Republic of Moldova, Mongolia, Namibia, Nepal, Nicaragua, Niger, Niue, Pakistan, Philippines, St Kitts and Nevis, St Lucia, St Vincent and the Grenadines, Samoa, San Marino, Sao Tome and Principe, Seychelles, Singapore, Swaziland, Thailand, Togo, Tonga, Trinidad and Tobago, Turkmenistan, Uzbekistan, Vanuatu, Zimbabwe.

Conventions: 38

Structure: **Governing bodies**

Council on General Affairs and Policy of the Hague Conference (annual meeting in spring)
Council of Diplomatic Representatives (annual budget meeting in summer)
Netherlands Standing Government Committee on Private International Law (Arts 4 and 5 of the Statute)

Number of National Organs / (Central and other) Authorities: 3,000+

World Wide Network of experts to the Hague Conference: 10,000+, including the International Hague Network of Judges (57 Members)

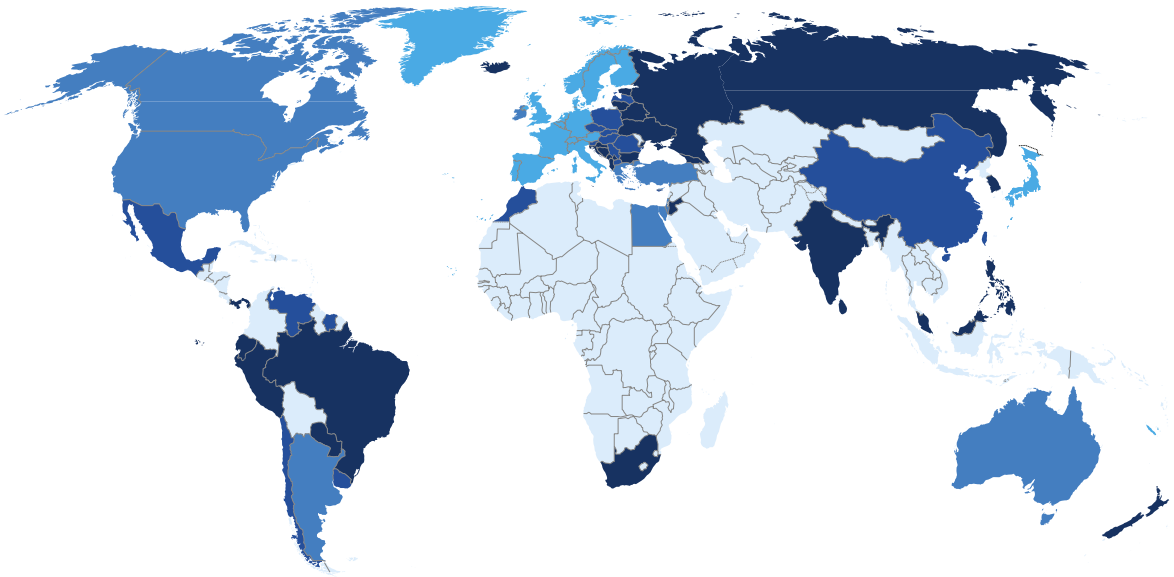
Staff of the Permanent Bureau: 26.9 Full-Time Equivalent (funded through the Regular Budget) and 3.2 Full-Time Equivalent (funded through the Supplementary Budget)

Budget: Regular and Supplementary Budget (FY 1 July – 30 June)

FY 2009-2010: Regular Budget EUR 3,321,708; Supplementary Budget: EUR 383,015
FY 2010-2011: Regular Budget EUR 3,634,032; Supplementary Budget: EUR 280,070*

* received at 31 December 2010

États membres / Member States



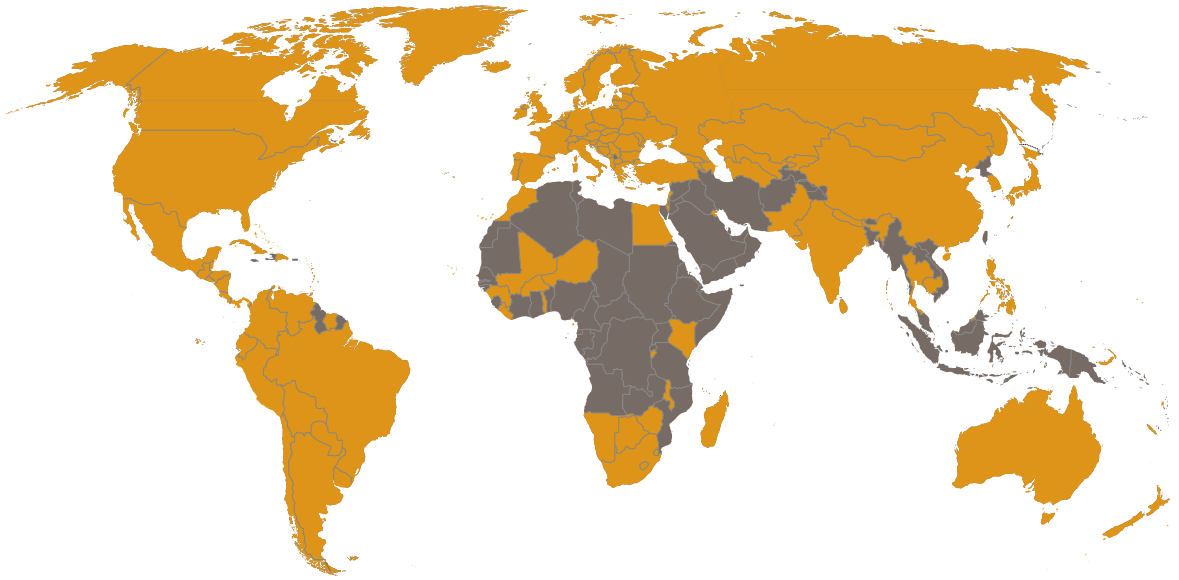
Au 15 juillet 1955 / As per 15 July 1955

En 1975 / As per 1975

En 1995 / As per 1995

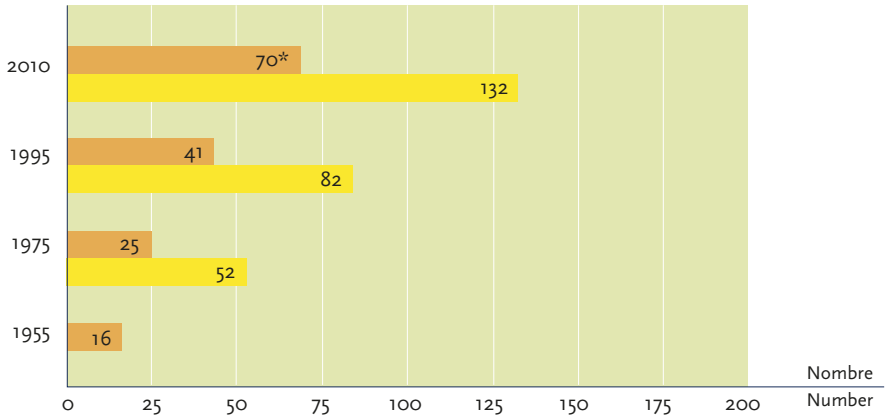
Au 31 décembre 2010 / As per 31 December 2010 et Organisation membre / and Member Organisation

États parties / States Parties



États parties à une ou plusieurs Conventions de La Haye au 31 décembre 2010 / States that are Party to one or more Hague Conventions as per 31 December 2010

Statistiques / Statistics

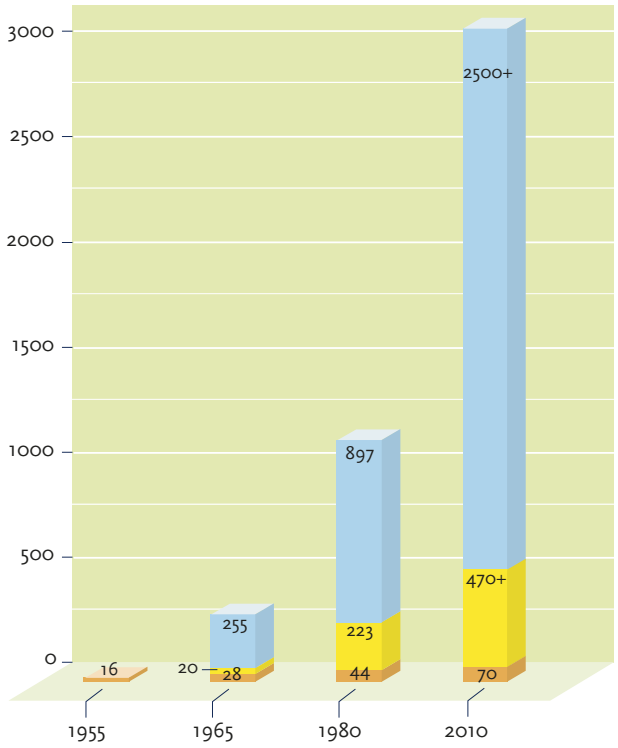


Membres / Members

États parties à une ou plusieurs des Conventions de La Haye adoptées depuis 1951 / States that are Party to one or more Hague Conventions adopted since 1951

* 69 États membres et 1 Organisation membre : la Communauté européenne / 69 Member States and 1 Member Organisation: the European Community

Nombre d'Organes nationaux / Autorités (centrales ou autres)
Number of National Organs / (Central and other) Authorities



Organes nationaux / National Organs

Autorités centrales / Central Authorities

Autres autorités compétentes / Other competent authorities

Conventions de La Haye : signatures, ratifications et adhésions / état au 31 décembre 2010
Membres de la Conférence de La Haye

Statut	I	AFRIQUE DU SUD	ALBANIE	ALLEMAGNE	ARGENTINE	AUSTRALIE	AUTRICHE	BÉLARUS	BELGIQUE	BOSNIE-HERZÉGOVINE	BRÉSIL	BULGARIE	CANADA	CHILI	CHINE	CHYPRE	RÉPUBLIQUE DE CORÉE	CROATIE	DANEMARK	EGYPTE	EQUATEUR	ESPAGNE	ESTONIE	ÉTATS-UNIS	ERY DE MACÉDOINE	FINLANDE	FRANCE	GÉORGIE	GRÈCE	HONGRIE
Procédure civile	II		A	R	A		R	A	R	A					2	A		A	R	A		R			A	R	R			A
Vente	III								D										R			S				R	R			
Transfert de propriété °	IV																												S	
Vente - for contractuel °	V			S			S		S																				S	
Loi nationale - loi du domicile °	VI								R*													S					S			
Reconnaissance des sociétés °	VII								R*													S					R*			
Aliments enfants - loi applicable	VIII			R			R		R						2							R					R		S	
Aliments enfants - exécution	IX			R			R		R						2				R			R				R	R		S	A
Protection des mineurs	X			R			R								2							R					R			
Forme des testaments	XI	A		R		A	R		R	R					1			R	R			R	A		R	R	R		R	
Légalisation (Apostille)	XII	A	A	R	A	A	R	A	R	R		A			1,2	A	A	R	R		A	R	A	A	R	R	R	A	R	A
Adoption	XIII						D																							
Notification	XIV		A	R	A	A		A	R	A		A	A		A	A	A	A	R	R		R	A	R	A	R	R		R	A
For contractuel °	XV																													
Exécution des jugements	XVI		A													R														
Protocole compétence	XVII															R														
Divorce - reconnaissance	XVIII					A									1	A			R	R			A			R				
Accidents circulation	XIX						R	A	R	R								R				R			R		R			
Obtention des preuves	XX	A	A	R	A	A		A		A		A			A	A	A	A	R			R	A	R	A	R	R		R	A
Administration successions	XXI																													
Responsabilité civile produits	XXII								S									R				R			R	R	R			
Aliments - exécution	XXIII			R		A			S										R			R	A			R	R		R	
Aliments - loi applicable	XXIV			R					S													R	A				R		R	
Régimes matrimoniaux	XXV						S																				R			
Mariage	XXVI					R														S						S				
Contrats d'intermédiaires	XXVII				R																						R			
Enlèvement d'enfants	XXVIII	A	A	R	R	R	R	A	R	R	A	A	R	A	1,2	A		R	R		A	R	A	R	R	R	R	A	R	A
Accès à la justice	XXIX		A	S				A		R		A				A		R				R	A		R	R	R		S	
Trust	XXX					R							R		1	S								S			S			
Contrats de vente °	XXXI				R*																									
Successions - loi applicable °	XXXII				S																									
Adoption - coopération	XXXIII	A	R	R		R	R	R	R		R	R	R	R	R	R			R		R	R	A	R	A	R	R	A	R	R
Protection des enfants	XXXIV		A	R*		R	R*		S			A				R		R	S		A	R*	A	S		R*	R*		S	R
Protection des adultes °	XXXV			R												S							A*			R*	R		S	
Titres intermédiés °	XXXVI																							S						
Accords d'élection de for °	XXXVII			S			S		S			S				S						S	S	S		S	S		S	S
Recouvrement des aliments °	XXXVIII																							S						
Protocole aliments °	XXXIX			R			R		R			R				R						R	R			R	R		R	R

° Ces Conventions ne sont pas encore entrées en vigueur.

1 La Convention s'applique seulement à la Région administrative spéciale de **Hong Kong** ;

2 La Convention s'applique seulement à la Région administrative spéciale de **Macao.**

N.B. La date d'entrée en vigueur d'une Convention suite à une ratification ou une adhésion peut être postérieure à la date de ce tableau.

Pour une information plus détaillée, consulter le site Internet de la Conférence : < www.hcch.net >.

Annexe D

	INDE	IRLANDE	ISLANDE	ISRAËL	ITALIE	JAPON	JORDANIE	LETTONIE	LITUANIE	LUXEMBOURG	MALAISIE	MALTE	MAROC	MEXIQUE	MONACO	MONTÉNÉGRO	NORVÈGE	NOUVELLE-ZÉLANDE	PANAMA	PARAGUAY	PAYS-BAS	PÉROU	PHILIPPINES	POLOGNE	PHILIPPINES	PORTUGAL	ROUMANIE	ROYAUME-UNI	FÉDÉRATION DE RUSSIE	SERBIE	SLOVAQUIE	SLOVÉNIE	SRI LANKA	SUÈDE	SUISSE	SURINAME	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	TURQUIE	UKRAINE	UNION EUROÉENNE	URUGUAY
			A	A	R	R		A	A	R			A			A	R				R			A	R	A		A	A	A	A		R	R	A	A	A	A			
					R					S							R				S												R	R							
					R*																																				
										S											R*																				
										S											R*																				
					R	R				R							S				R				R									R			R				
					R					S							R				R				R					A			R	R	A	A	R				
					R			A	A	R											R			A	R									R			A				
		A		A	S	R				R						R	R				R			A	S		R		R		R		R	R			A				
A		R	R	A	R	R		A	A	R		A		A	A	R	R	A	A		R	A		A	R	A	R	A	R	A	R		R	R	A	A	R	A			A
																											D							D							
A		R	A	R	R	R		A	A	R				A	A		R				R			A	R	A	R	A	A*	A	A	A	R	R		A	R	A			A
				S																																					
																					R				R																
																					R				R																
					R					R							R				R			A	R		R			R			R	R		R					
								A	A	R			A			R					R			A	S				R	R	R			R		R					
A		A	R	R				A	A	R				A	A		R				R			A	R	A	R	A	A	R	A	A	R	R		R	R	A			A
				S						S											S				R		S			R						R	S				
				S						R						R	R				R				S				R		R										
				R					A	R							R				R			A	R		R			R			R	R		R	R	A			
				R	R				A	R											R			A	R									R			R				
										R											R				S																
										R											S				S																
																					R				R																
		R	A	R	R			A	A	R		A	A	A	A	R	R	A	A	A	R	A		A	R	A	R		R	R	A	A	R	R		R	R	A		A	R
					S			A	A	R			S			R					R			A		A			R	R	R		R	R		R	S				
					R					R		A			A						R						R							R							
																					S									S						S					
										S											R*													S							
R		R	A	R	R			R	A	R		A		R	A		R	A	R	A	R	R	R	R	R	R	R	S		R	R	R	R	R		R	R			R	R
		R*			S			R	A	R			R		R						S			R	S	R*	S			R	R		S	R		R		A		R	
		S			S					S											S			S			R							R							
																																		R*							
		S			S			S	S	S		S		A*							S			S	S	S	S			S	S		S			S			S		
																	S																					S			
		R			R			R	R	R		R									R			R	R	R	R			R	R		R			R			R*		

A	= adhésion (Convention en vigueur)	R*	= ratification, mais Convention pas (encore) en vigueur (pour l'État concerné)
R	= ratification (Convention en vigueur)	A*	= adhésion, mais Convention pas (encore) en vigueur (pour l'État concerné)
S	= signature		= en vigueur dans tous les États membres de l'Union européenne
D	= dénonciation	S	= signature par l'Union européenne
		R	= ratification, mais Convention pas (encore) en vigueur (pour l'État concerné)

The Hague Conventions: signatures, ratifications and accessions / status: 31 December 2010
Hague Conference Members

Statute	I	ALBANIA	ARGENTINA	AUSTRALIA	AUSTRIA	BELARUS	BELGIUM	BOSNIA & HERZEGOVINA	BRAZIL	BULGARIA	CANADA	CHILE	CHINA	CROATIA	CYPRUS	CZECH REPUBLIC	DENMARK	ECUADOR	EGYPT	ESTONIA	EUROPEAN UNION	FINLAND	FYR OF MACEDONIA	FRANCE	GEORGIA	GERMANY	GREECE	HUNGARY	ICELAND	INDIA	IRELAND
Civil procedure	II	A	A		R	A	R	A					2	A	A	A	R		A			R	A	R		R		A	A		
Sales of goods	III						D										R					R		R							
Transfer of title °	IV																										S				
Sales - choice of court °	V				S		S																			S	S				
National law vs law of domicile °	VI						R*																	S							
Recognition of companies °	VII						R*																	R*							
Maintenance children (appl. law)	VIII				R		R						2											R		R	S				
Maintenance children (enf.)	IX				R		R						2			A	R					R		R		R	S	A			
Protection of minors	X				R								2											R		R					
Form of wills	XI			A	R		R	R					1	R			R			A		R	R	R		R	R				A
Legalisation (Apostille)	XII	A	A	A	R	A	R	R		A			1,2	R	A	A	R	A		A		R	R	R	A	R	R	A	R	A	R
Adoption	XIII				D																										
Service abroad	XIV	A	A	A		A	R	A		A	A		A	A	A	A	R		R	A		R	A	R		R	R	A	A	A	R
Choice of court °	XV																														
Enforcement of judgments	XVI	A													R																
Protocol on jurisdiction	XVII														R																
Divorce - recognition	XVIII			A									1		A	R	R		R	A		R									
Traffic accidents	XIX				R	A	R	R						R		R							R	R							
Taking of evidence	XX	A	A	A		A		A		A			A	A	A	R	R			A		R	A	R		R	R	A	A	A	
Administration of estates	XXI															R															
Products liability	XXII						S							R								R	R	R							
Maintenance - enforcement	XXIII			A			S									R	R			A		R		R		R	R				
Maintenance - applicable law	XXIV						S													A				R		R	R				
Matrimonial property	XXV				S																			R							
Marriage	XXVI			R															S			S									
Agency	XXVII		R																					R							
Child abduction	XXVIII	A	R	R	R	A	R	R	A	A	R	A	1,2	R	A	R	R	A		A		R	R	R	A	R	R	A	A		R
Access to justice	XXIX	A				A		R		A				R	A	R				A		R	R	R		S	S				
Trusts	XXX			R							R		1		S									S							
Sales contracts °	XXXI		R*													S															
Successions - applicable law °	XXXII		S																												
Adoption - co-operation	XXXIII	R		R	R	R	R		R	R	R	R	R		R	R	R	R		A		R	A	R	A	R	R	R	A	R	R
Protection of children	XXXIV	A		R	R*		S			A				R	R	R	S	A		A		R*		R*		R*	S	R			R*
Protection of adults °	XXXV														S	S				A*		R*		R		R	S				S
Securities held with intermediaries °	XXXVI																														
Choice of court agreements °	XXXVII				S		S			S					S	S				S	S	S		S		S	S	S			S
Recovery of maintenance °	XXXVIII																														
Protocol on maintenance °	XXXIX				R		R			R					R	R				R	R*	R		R		R	R	R			R

° These Conventions have not yet entered into force.

1 This Convention applies to the **Hong Kong** Special Administrative Region only.

2 This Convention applies to the **Macao** Special Administrative Region only.

N.B. The date of entry into force of a Convention following a ratification or an accession may be later than the date of this chart.

For more detailed information, please consult the Hague Conference website, at < www.hcch.net >.

Annex D

ISRAEL	ITALY	JAPAN	JORDAN	REPUBLIC OF KOREA	LATVIA	LITHUANIA	LUXEMBOURG	MALAYSIA	MALTA	MEXICO	MONACO	MONTENEGRO	MOROCCO	NETHERLANDS	NEW ZEALAND	NORWAY	PANAMA	PARAGUAY	PERU	PHILIPPINES	POLAND	PORTUGAL	ROMANIA	RUSSIAN FEDERATION	SERBIA	SLOVAKIA	SLOVENIA	SOUTH AFRICA	SPAIN	SRI LANKA	SURINAME	SWEDEN	SWITZERLAND	TURKEY	UKRAINE	UNITED KINGDOM	UNITED STATES	URUGUAY	VENEZUELA
A	R	R			A	A	R					A	A	R		R					A	R	A	A	A	A	A		R		A	R	R	A	A				
	R						S							S		R													S			R	R						
	R*																																						
							S							R*															S										
							S							R*															S										
	R	R					R							R		S						R							R				R	R					
	R						S							R		R						R				A			R		A	R	R	R					
	R				A	A	R							R							A	R							R				R	A					
A	S	R					R					R		R		R					A	S			R		R	A	R			R	R	A		R			
A	R	R		A	A	A	R		A	A	A	R		R	A	R	A		A		A	R	A	A	R	A	R	A	R		A	R	R	R	A	R	A		A
																																D			D				
R	R	R		A	A	A	R			A	A			R		R					A	R	A	A	A*	A	A		R	A		R	R	R	A	R	R		A
S																																							
														R								R																	
														R								R																	
	R						R							R		R					A	R				R						R	R			R			
					A	A	R					R	A	R							A	S			R	R	R		R				R						
R	R			A	A	A	R			A	A			R		R					A	R	A	A	A	R	A	A	R	A		R	R	R	A	R	R		A
	S						S							S								R				R								S		S			
	S						R					R		R		R						S			R		R		R										
	R					A	R							R		R					A	R				R			R			R	R	R	A	R			
	R	R				A	R							R							A	R							R				R	R					
							R							R								S																	
							R							R								R																	
														R								R																	
R	R				A	A	R		A	A	A	R	A	R	A	R	A	A	A		A	R	A		R	R	A	A	R	A		R	R	R	A	R	R	A	R
	S				A	A	R					R	S	R							A		A		R	R	R		R			R	R	S					
	R						R		A		A			R																			R			R	S		
														S												S													
							S							R*																			S						
R	R				R	A	R		A	R	A			R	A	R	R	A	R	R	R	R	R	S		R	R	A	R	R		R	R	R		R	R	R	R
	S				R	A	R				R		R	S							R	S	R*			R	R		R*			S	R		A	S	S	R	
	S						S							S							S												R			R			
																																	R*				S		
	S				S	S	S		S	A*				S							S	S	S			S	S		S			S				S	S		
																S																			S		S		
	R				R	R	R		R					R							R	R	R			R	R		R			R							

A	= accession (Convention in force)
R	= ratification (Convention in force)
S	= signature
D	= denunciation
R*	= ratification, but Convention not (yet) in force (for the relevant State)
A*	= accession, but Convention not (yet) in force (for the relevant State)
	= in force in all Member States of the European Union
S	= signature by the European Union
R	= ratification by the European Union (but Convention not (yet) in force)

Conventions de La Haye : signatures, ratifications et adhésions / état au 31 décembre 2010
États non membres de la Conférence de La Haye

		ANDORRE	ANTIGUA-ET-BARBUDA	ARMÉNIE	AZERBAÏDJAN	BAHAMAS	BARBADE	BELIZE	BOLIVIE	BOTSWANA	BRUNEI DARUSSALAM	BURKINA FASO	BURUNDI	CAMBODGE	CAP-VERT	COLOMBIE	COSTA RICA	CUBA	DOMINIQUE	EL SALVADOR	FIDJI	GABON	GRENADE	GUATEMALA	GUINÉE	HONDURAS	ÎLES COOK	ÎLES MARSHALL	KAZAKHSTAN	KENYA
Procédure civile	II			A																										
Vente	III																													
Transfert de propriété °	IV																													
Vente - for contractuel °	V																													
Loi nationale - loi du domicile °	VI																													
Reconnaissance des sociétés °	VII																													
Aliments enfants - loi applicable	VIII																													
Aliments enfants - exécution	IX																													
Protection des mineurs	X																													
Forme des testaments	XI		A	A						A	A										A		A							
Légalisation (Apostille)	XII	A	A	A	A	A	A	A		A	A				A	A			A	A	A		A			A	A	A	A	
Adoption	XIII																													
Notification	XIV		A			A	A	A		A																				
For contractuel °	XV																													
Exécution des jugements	XVI																													
Protocole compétence	XVII																													
Divorce - reconnaissance	XVIII																													
Accidents circulation	XIX																													
Obtention des preuves	XX						A																							
Administration successions	XXI																													
Responsabilité civile produits	XXII																													
Aliments - exécution	XXIII																													
Aliments - loi applicable	XXIV																													
Régimes matrimoniaux	XXV																													
Mariage	XXVI																													
Contrats d'intermédiaires	XXVII																													
Enlèvement d'enfants	XXVIII			A		A		A				A				A	A			A	A	A*		A		A				
Accès à la justice	XXIX																													
Trust	XXX																													
Contrats de vente °	XXXI																													
Successions - loi applicable °	XXXII																													
Adoption - coopération	XXXIII	A		A	A			A	R			R	A	A	A	R	R	A		R				A	A				A	A
Protection des enfants	XXXIV			A																										
Protection des adultes °	XXXV																													
Titres intermédiés °	XXXVI																													
Accords d'élection de for °	XXXVII																													
Recouvrement des aliments °	XXXVIII											S																		
Protocole aliments °	XXXIX																													

° Ces Conventions ne sont pas encore entrées en vigueur.

N.B. La date d'entrée en vigueur d'une Convention suite à une ratification ou une adhésion peut être postérieure à la date de ce tableau.

Pour une information plus détaillée, consulter le site Internet de la Conférence : < www.hcch.net >.

Annexe D

KIRGHIZISTAN	KOWEIT	LESOTHO	LIBAN	LIBÉRIA	LIECHTENSTEIN	MADAGASCAR	MALAWI	MALI	MAURICE	RÉP. DE MOLDOVA	MONGOLIE	NAMIBIE	NÉPAL	NICARAGUA	NIGER	NIUE	OUZBÉKISTAN	PAKISTAN	PHILIPPINES	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	STE-LUCIE	ST-KITTS-ET-NEVIS	SAINT-MARIN	ST-SIÈGE	ST-VINCENT & LES GRENADINES	SAMOA	SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	SEYCHELLES	SINGAPOUR	SWAZILAND	THAÏLANDE	TOGO	TONGA	TRINITÉ-ET-TOBAGO	TURKMÉNISTAN	VANUATU	VIETNAM	ZIMBABWE
A			A							A							A							A														
															A																							
					A																																	
					A																																	
		A							A																					A			A					
A*		A		A	R		A		A	A	A	A				A				A	A	A	A		A	A	A	A		A			A	A		A		
	A						A											A					A		A			A										
	A																																					
	A																																					
	A				A																							A	A									
									A	A				A			A			A		A	A					A	A*		A			A	A			A
					A																		A															
										A*																												
					A	R		A	A	A	A		S						R	A			A					A			R	A					S	
																				A																		
									R*																													

A	= adhésion (Convention en vigueur)	R*	= ratification, mais Convention pas (encore) en vigueur (pour l'État concerné)
R	= ratification (Convention en vigueur)	A*	= adhésion, mais Convention pas (encore) en vigueur (pour l'État concerné)
S	= signature		= en vigueur dans tous les États membres de l'Union européenne
D	= dénonciation		

The Hague Conventions: signatures, ratifications and accessions / status: 31 December 2010
Hague Conference non-Member States

		ANDORRA	ANTIGUA AND BARBUDA	ARMENIA	AZERBAIJAN	BAHAMAS	BARBADOS	BELIZE	BOLIVIA	BOTSWANA	BRUNEI DARUSSALAM	BURKINA FASO	BURUNDI	CAMBODIA	CAP VERDE	COLOMBIA	COOK ISLANDS	COSTA RICA	CUBA	DOMINICA	DOMINICAN REPUBLIC	EL SALVADOR	FIJI	GABON	GRENADA	GUATEMALA	GUINEA	HOLY SEE	HONDURAS	KAZAKHSTAN
Civil procedure	II			A																								A			
Sales of goods	III																														
Transfer of title °	IV																														
Sales - choice of court °	V																														
National law vs law of domicile °	VI																														
Recognition of companies °	VII																														
Maintenance children (appl. law)	VIII																														
Maintenance children (enf.)	IX																														
Protection of minors	X																														
Form of wills	XI		A	A						A	A												A		A						
Legalisation (Apostille)	XII	A	A	A	A	A	A	A		A	A				A	A	A			A	A	A	A		A				A	A
Adoption	XIII																														
Service abroad	XIV		A			A	A	A		A																					
Choice of court °	XV																														
Enforcement of judgments	XVI																														
Protocol on jurisdiction	XVII																														
Divorce - recognition	XVIII																														
Traffic accidents	XIX																														
Taking of evidence	XX						A																								
Administration of estates	XXI																														
Products liability	XXII																														
Maintenance - enforcement	XXIII																														
Maintenance - applicable law	XXIV																														
Matrimonial property	XXV																														
Marriage	XXVI																														
Agency	XXVII																														
Child abduction	XXVIII			A		A		A				A				A		A			A	A	A	A*		A			A	
Access to justice	XXIX																														
Trusts	XXX																														
Sales contracts °	XXXI																														
Successions - applicable law °	XXXII																														
Adoption - co-operation	XXXIII	A		A	A			A	R			R	A	A	A	R		R	A		A	R				A	A			A
Protection of children	XXXIV			A																	A									
Protection of adults °	XXXV																													
Securities held with intermediaries °	XXXVI																													
Choice of court agreements °	XXXVII																													
Recovery of maintenance °	XXXVIII											S																		
Protocol on maintenance °	XXXIX																													

° These Conventions have not yet entered into force.

N.B. The date of entry into force of a Convention following a ratification or an accession may be later than the date of this chart.

For more detailed information, please consult the Hague Conference website, at < www.hcch.net >.

KENIA	KUWAIT	KYRGYZSTAN	LEBANON	LESOTHO	LIBERIA	LIECHTENSTEIN	MADAGASCAR	MALAWI	MALI	MARSHALL ISLANDS	MAURITIUS	REP. OF MOLDOVA	MONGOLIA	NAMIBIA	NEPAL	NICARAGUA	NIGER	NIUE	PAKISTAN	PHILIPPINES	ST KITTS AND NEVIS	ST LUCIA	ST VINCENT & THE GRENADINES	SAMOA	SAN MARINO	SAO TOME AND PRINCIPE	SEYCHELLES	SINGAPORE	SWAZILAND	THAILAND	TOGO	TONGA	TRINIDAD AND TOBAGO	TURKMENISTAN	UZBEKISTAN	VANUATU	VIETNAM	ZIMBABWE
		A	A									A																							A			
																	A																					
						A																																
						A																																
				A							A																		A			A						
		A*		A	A	R		A		A	A	A	A	A				A			A	A	A	A	A	A	A		A			A	A			A		
	A							A											A				A		A		A											
	A																																					
	A																																					
	A					A																					A	A										
											A	A				A					A				A		A	A*		A			A	A	A			A
						A																			A													
												A*																										
A						A	R		A		A	A	A		S					R					A		A			R	A						S	
											R*																											

A = accession (Convention in force)

R = ratification (Convention in force)

S = signature

D = denunciation

R* = ratification, but Convention not (yet) in force (for the relevant State)

A* = accession, but Convention not (yet) in force (for the relevant State)

= in force in all Member States of the European Union

Hague Conference on Private International Law
Permanent Bureau
6, Scheveningseweg
2517 KT The Hague
The Netherlands

telephone: +31 70 363 3303
fax: +31 70 360 4867
e-mail: secretariat@hcch.net
website: www.hcch.net

Author: Frederike Stikkelbroeck, Attaché to the Secretary General
assisted by Micah Thorner, Legal Officer
Graphic designer: Bertine Colsen
Translation: Christine Mercier

Photos
p. 6, Secretariat of the Hague Conference (Robert-Jan Dam, Highlens)
p. 16, Special Commission of the Hague Conference (Peter de Ruig)
p. 28, Flags (Robert Bird)
p. 50, Young girl, Viet Nam (Emanuela Santoro)

Copyright © 2011 Hague Conference on Private International Law
All rights reserved
ISBN 978-94-90265-03-8

Conférence de La Haye de droit international privé
Bureau Permanent
6, Scheveningseweg
2517 KT La Haye
Pays-Bas

téléphone : +31 70 363 3303
fax : +31 70 360 4867
courriel : secretariat@hcch.net
site internet : www.hcch.net

Rédaction : Frederike Stikkelbroeck, Attachée de direction auprès du Secrétaire
général assisté par Micah Thorner, Collaboratrice juridique
Graphiste : Bertine Colsen
Traduction : Christine Mercier

Photos
p. 6, Secrétariat de la Conférence de La Haye (Robert-Jan Dam, Highlens)
p. 16, Commission Spéciale de la Conférence de La Haye (Peter de Ruig)
p. 28, Drapeaux (Robert Bird)
p. 50, Petite fille, VietNam (Emanuela Santoro)

Copyright © 2011 Conférence de La Haye de droit international privé
Tous droits réservés
ISBN978-94-90265-03-8

Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado

Persidangan Hague tentang Undang-Undang Antarabangsa Persendirian

Conferenza dell'Aja di diritto internazionale privato

Хашка конференција за меѓународно приватно право

Διάσκεψη της Χάγης για το Ιδιωτικό Διεθνές Δίκαιο

Гаазька конференція з міжнародного приватного права

Хашка Конференција за Меѓународно Приватно Право

Haagi Rahvusvahelise Eraõiguse Konverents

Haagin kansainvälisen yksityisoikeuden konferenssi

Haagkonferensen för internationell privaträtt

Konferenca e Hages per te drejten nderkombetare private

Comhdháil na Háige um dhlí príobháideach idirnáisiúnta

Konferenza ta' The Hague dwar il-Ligi Internazzjonali Privata

Haagkonferansen for internasjonal privatrett

Konferencja Haska Prawa Prywatnego Miedzynarodowego

Conferência da Haia de Direito Internacional Privado

Conferinta de la Haga de Drept International Privat

Conferenza da Den Haag dal dretg privat internaziunal

Haagska konferencia medzinárodného práva súkromého

海牙国际私法会议

국제자법에 관한 헤이그회의

ヘーグ国際私法会議

Hagos tarptautinė privatinės teisės konferencija

Haška konferencija o međunarodno privatnom pravu

Haška konferenca za mednarodno zasebno pravo

Haška konferencija za medunarodno privatno pravo

Haag-ráðstefnan um alþjóðlegan einkmálarétt

Хагска Конференция по Международно Частно Право

Гаагская Канферєнцыя міжнароднага прыватнага права

Гаагская конференция по международному частному праву

Haager Konferenz für Internationales Privatrecht

Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht

Haagská konference mezinárodního práva soukromého

Haager-konferencen for international privatret

مؤتمر لاهاي للقانون الدولي الخاص

ועידת האג למשפט בינלאומי פרטי

Hágai Nemzetközi Magánjogi Konferencia

Lahey Uluslararası Özel Hukuk Konferansı

Hāgas Starptautisko privāttiesību konference

საერთაშორისო კერძო სამართლის ჰააგის კონფერენცია

ᠣᠣᠳᠣᠭᠯᠢᠬ ᠵᠠᠭᠠᠭᠠᠨᠲᠠᠷ ᠬᠤᠤᠯᠢᠨ ᠬᠣᠪᠢᠳᠠᠨ ᠬᠡᠪᠢᠳᠡᠬᠦᠨᠦ ᠬᠤᠪᠢᠳᠠᠯ

தனிப்பட்ட சர்வதேசச் சட்டம் மீதான ஹேய்க் மாநாடு